

MILIT'AIN

Dictionnaire biographique des militants CGT
du département de l'AIN des origines aux années 2000



Le C.A. de l'U.D. à BELLEGARDE en 1948.

Liste des militants

- ALLOMBERT Michel
- ARPIN Georges
- BARIOT Raymond
- BASTARD Jean Claude
- BERTHON Marie Louise
- BERTHUY Raymond
- BILLAUD Pierre
- BOBILLON Jean Louis
- BOLLARD Jean
- BOURDET Michel
- BOURNAT Alain
- BRICHE Georges
- BUTAYE Patrice
- CANET Fabrice
- CEDILEAU Jean Louis
- CEPPI Jacques
- CHABARD Didier
- CHANEL Claude
- CHENE Rambert
- CHEVAUCHET Sonia
- CHIRICONI, Jean
- CHUITEL Georges
- CLAIR Roger
- COCHET Didier
- COLLET Henri
- CORNIC Eric
- COTTON Jean Pierre
- CURNILLON
- DERREPIERRE Marius
- DESVIGNES Guy
- FOESSEL Guy
- FONQUERNIE Jean Michel
- GAILLARD Gérard
- GALANTUS Henri
- GALLAND Alphonse
- GAUTHIER André
- GAUTHIER Daniel
- GIRARD André
- GIRAUD Yvon
- GOIFFON Maurice
- GOULETTE Gérard
- GREUSARD René
- INGARAO Lauriane
- JACQUET Claude
- JARNET Paul
- JULLIARD Jean François
- JURY Alain
- LE BREUS Emile
- LICOPOLI Robert
- MACHARD Louis
- MACHURAT Emile
- MADRAT Henri
- MAITRE Andrée
- MAITRE Maurice
- MAITREPIERRE Lucienne
- MARLOT Claude
- MARTINERO Louis
- MARTIN SISTERON Yves
- MARTINOD Yvonne
- MAZUIR André
- MEDEVIELLE Patricia
- MICHEL Christian
- MOLARD Jean
- MORISETTI Jean
- MOSSAZ Georges
- MONNET Gustave
- NICOLET Marcel
- PECORA Alain
- PELUX Henri
- PERRIN André
- PIANE Camille
- PICCIOLI Emmanuel
- PLANCHE Alain
- PRETO Maurice
- RAVOT André
- REMOND Charles
- REVEILLARD André
- REYDELET Gilberte
- RICOL André
- ROCHON Patrick
- ROUSTIT Fernand
- SCHEPF Jean Paul
- SEIGNEMARTIN Jean
- SERRE Maurice
- THEVENOUX Louis
- TREMBLAY René
- TRICHARD Pascale
- TRUCQUEMENT Bernard
- TUR Jean Luc
- TURREL Robert
- VENIN Joseph
- VERNIER Georges
- VIGNEUX Joseph
- VOLLAND Robert
- VUILLAUME Pierre
- ZAGOURI Charles

Congrès de l'UD depuis 1936

Questionnaire MILIT'AIN

Aux syndicats CGT de l'AIN

Le « **Milit'Ain** » : Pour garder le souvenir des femmes et des hommes de la CGT

Notre Institut, depuis sa création, fait tout pour retrouver et classer ce qui nous reste des « vieilles » archives. Nous archivons aussi le vécu d'aujourd'hui : Manifs, congrès, réunions, fêtes...

Nous ne voulons pas d'une mémoire sans visage.

Nous voulons garder aussi la mémoire des femmes et des hommes qui ont fait ou font encore la CGT dans notre département, d'où le titre : « **Milit'Ain** ». Il n'y a pas dans notre Organisation des grands et des petits militants, il n'a y a que des camarades chargés de responsabilités plus ou moins repérables, dont certains peuvent passer presque inaperçus, mais qui sont très actifs dans leur secteur de travail. Doit-on pour autant les oublier ? Nous voulons donc, dans nos archives, garder le plus possible de traces de chacune et de chacun dans ses responsabilités, des plus petites aux plus importantes.

Après en avoir beaucoup débattu lors de nos réunions de bureaux de l'IHS, **nous envoyons à tous les syndicats un « questionnaire » établi pour mieux garder cette mémoire des personnes.**

Quelques points rappelés pour que chaque camarade se sente à l'aise :

- Le questionnaire proposé est, dans le respect de la vie privée, une simple aide qu'il n'est pas obligatoire de remplir intégralement. On peut rajouter ce qu'on veut dans la partie prévue pour cela. Ces questionnaires remplis n'iront pas aux Archives Départementales. Ils resteront « chez nous ».
- Ce questionnaire concerne évidemment les militants(tes) qui ont déjà un certain vécu syndical. Il est adapté pour suivre les changements de responsabilité, les mutations, le départ à la retraite. On peut y joindre les prises de parole et les photos faites lors des pots de départ ou de mutation.

Vous savez peut être qu'il existe, au niveau national, un « Maitron », dictionnaire des militants syndicaux et politiques qui ont marqué le Monde ouvrier. Plus modestement, **nous voulons garder mémoire de celles et ceux qui ont fait notre UD de l'Ain depuis 120 ans.** Parce que nous avons définitivement perdu trace de quantité de nos « ancêtres », nous voulons commencer un travail un peu systématique de conservation.

- Dans un premier temps, chaque syndicat peut commencer à l'utiliser avec les camarades retraités de l'entreprise ou du service. Les militants qui ont déjà une longue carrière peuvent le remplir eux-mêmes, en y joignant tous les photos et documents qu'ils souhaitent.
- Nous souhaitons que les camarades des syndicats nous fassent remonter leurs remarques, leurs critiques, leurs souhaits de changement, pour une éventuelle amélioration. Nous restons ouverts à toutes les demandes de renseignements ou conseils
- Comme nous le rappelons dans de nombreux courriers, nous procédons à des interviewes de militant(e)s. Nous continuerons, mais le questionnaire permet d'accélérer le travail de conservation.
- **Les questionnaires remplis sont à retourner à l'IHS 01.** Vous pouvez, à l'occasion d'un passage, les déposer au secrétariat de l'UD qui fera suivre.
- Il n'y a pas de date de retour, car ce travail va se faire continuellement. Mais ceci ne doit pas être une occasion de toujours repousser à plus tard. Commencer tout de suite et au rythme des disponibilités est la meilleure manière de faire vivre cette initiative. Bon travail.

ALLOMBERT Michel

Né le 28 septembre 1959 à MONTREAL LA CLUSE (01) ; agent technique EDF puis GDF ; syndicaliste CGT de l'Ain, secrétaire de la section CGT de la station de stockage gaz d'Étrez, conseiller prud'hommes à Oyonnax puis Bourg en Bresse.



Fils de militants communistes et cégétistes (Son papa : Georges ALLOMBERT technicien EDF, sa maman : Colette employée PTT), Michel entra à l'École Nationale des Métiers EDF de La Pérolrière en 1977. À sa sortie de l'école en 1978, il fut affecté la Centrale thermique de Chalon-sur-Saône.

Il adhéra à la CGT dès sa titularisation.

De février 1980 à début 1981, il effectua son service militaire, dont 15 jours de prison pour refus d'obéissance. Il avait refusé de faire le peloton des élèves gradés !

En 1985 il arrive au stockage de gaz d'Étrez dont il devient le Secrétaire de la Section CGT après le départ de Jacques FELIX en 1986. .

Il mena la campagne lors des élections professionnelles de 1988. La CGT devint majoritaire à Étrez !

Durant cette période il était entré à la section PCF de Bourg-en-Bresse et devint le secrétaire de la section communiste de Montrevel.

Membre de la Commission syndicale CGT de la région « Centre-Est » de GDF, en 1994, il devint permanent syndical, secrétaire de la commission secondaire du personnel sur Lyon jusqu'en 2001.

Il organisa la grève de décembre 1995 dans son « bastion » à Étrez : 3 semaines d'occupation et première coupure sur l'alimentation gaz de la Suisse !

En 2002 il fut élu conseiller prud'hommes à Oyonnax, puis en 2009 conseiller prud'hommes à Bourg-en-Bresse. Il assure la présidence la première année de son mandat.

Pendant cette même période (de 2003 à 2007), Michel ALLOMBERT fut élu CGT au Conseil d'administration du GRT gaz (Le Réseau de transport gaz, filiale de GDF).

Marié à Isabelle DEMEULEMEESTER, ils ont eu un enfant.

Il mourut le 10 janvier 2015 à VIRIAT 01 après avoir demandé à Alain JURY de lire son « Dernier discours » lors de ses funérailles.

ARPIN Georges

Né le 19 février 1953 à Nantua, technicien d'essais chez BILLION, syndicaliste, militant communiste, secrétaire de l'UL CGT d'Oyonnax (2004/2013).



Fils de paysan à Bôches, hameau de la commune de Saint Alban dans l'Ain, il est embauché dans l'entreprise BILLION métallurgie, fabricant de presses à injecter à Oyonnax en août 1972. Il adhère à la CGT en décembre 1972 et commence son 1^{er} mandat de délégué du personnel en 1974. En 1975, il participe au stage de base d'une semaine à Oyonnax.

Il est membre de la CE départementale et milite à l'USTM de l'Ain et à l'UL d'Oyonnax.

En 1998, il est élu secrétaire du CE et du syndicat de BILLION.

Après une mobilisation des salariés et un blocage de l'entreprise, il négocie en 1999 l'accord des 35h qui reste le meilleur accord de la métallurgie du département.

En 2004, Georges ARPIN est élu secrétaire de l'UL CGT d'Oyonnax jusqu'à sa retraite en 2013.

Sous son impulsion, l'UL travaille à des propositions alternatives pour l'industrie. Il travaille avec des experts comme l'ADESS Rhône-Alpes et la Secafi, puis organise des réunions de militants pour élaborer des propositions alternatives industrielles et sociales. Des réunions publiques sont organisées auxquelles les politiques locaux se sentent obligés de participer. Il est rare qu'une UL se lance dans un projet alternatif sur l'industrie, c'est même unique dans le département.

Il représente la CGT au comité stratégique régional de la plasturgie et en 2009, sous son impulsion, est créée la CPHB (Commission Paritaire du Haut Bugey) instance de dialogue social territorial avec un financement de la Région, de l'agglomération du Haut Bugey et de la DIRECCTE.

Le 19 février 1977 Georges ARPIN adhère au PCF lors d'un meeting ayant pour thème « les cahiers de la misère et de l'espoir », en présence de Guy CHAVANNE et Robert TURREL. En janvier 1982, il est élu secrétaire de section, membre du bureau et du secrétariat départemental. La même année, il participe à une école centrale d'un mois à Choisy le Roy.

Georges ARPIN est élu conseiller municipal de 1983 à 2008 et de 2014 à 2020. En 2020 il ne se représente pas.

En 1995, il est tête de liste PCF aux municipales d'Oyonnax, l'union n'ayant pu se faire. Alors que le PS fait 3 fois le résultat du PCF aux élections législatives, la liste PCF à Oyonnax est en tête de la gauche.

Aux municipales de 2001, il est tête de liste d'une liste de large rassemblement, la liste obtient le meilleur résultat au 1^{er} tour depuis 1983 malgré une liste dissidente PS. Depuis aucune tête de liste n'a réussi à égaler ce résultat.

SOURCES : Renseignements fournis par l'intéressé.

MILIT'AIN - Dictionnaire biographique des militants CGT du département de l'Ain

Georges ARPIN est candidat aux élections législatives, sénatoriales, départementales et régionales. En 2015, pour les élections régionales, il est désigné tête de liste départementale de l'Ain du PCF.

En 1988, face à une augmentation des charges locatives, il organise, avec le PCF, les locataires dans un rapport de force (au plus fort du mouvement 500 habitants manifestent dans la rue). Confrontée à ce mouvement, la Mairie fait annuler par les organismes HLM les rappels de charges.

En 1991, lors de la guerre du Golfe, suite à un « *Appel des 75* » au niveau national, Georges ARPIN met en place un comité pluraliste composé de gaullistes, de résistants, de la CGT, du PCF et de personnalités comme le curé de la Plaine Jean Bernard. L'action prend de l'ampleur et plus de 1000 personnes défilent à Oyonnax contre la guerre.

Georges ARPIN a passé toute sa vie professionnelle dans l'entreprise BILLION, il part à la retraite le 1^{er} mai 2013. En 2018, il quitte ses responsabilités politiques, il aura été 36 ans membre de la direction départementale du PCF.

Il fait sienne cette phrase de Vladimir Ilitch Lénine : « *là où il y a une volonté, il y a un chemin* »

BARIOT Raymond

Né le 1er février 1930 à Lyon (Rhône) ; ouvrier de Service électrique puis chef d'équipe ; secrétaire du syndicat CGT des cheminots de Bourg-en-Bresse (Ain) de 1967 à 1977.



Fils d'un cheminot, Raymond BARIOT entra le 6 octobre 1946 au centre d'apprentissage du Service électrique et signalisation (SES) de Santenay (Côte-d'Or). C'est là qu'il rencontra Jean Duclos, le futur secrétaire du secteur CGT de Chambéry (Savoie) ; la quasi totalité de la promotion sera adhérente à la CGT. Raymond BARIOT occupa diverses fonctions professionnelles à l'équipe Travaux, à la Région.

À son retour du service militaire, il fut affecté à Annemasse (Haute-Savoie) puis à Bourg-en-Bresse (Ain), puis termina sa carrière comme chef d'équipe Service mécanique (SM).

Il commença à prendre des responsabilités syndicales dès 1958, comme titulaire au comité mixte Voie et bâtiments de Chambéry, puis au comité mixte régional Sud-Est ; il fut aussi délégué du personnel. Raymond Bariot devint secrétaire du syndicat de Bourg-en-Bresse en 1967 et jusqu'en 1977. Membre du bureau du secteur CGT de Chambéry, il fut également membre de la commission exécutive de l'Union départementale de l'Ain et du bureau de l'UD.

Secrétaire de la section retraités des cheminots CGT de Bourg-en-Bresse depuis 1986, il avait, en 2002, des responsabilités au comité des fêtes de Bourg et au district de football de l'Ain.

BASTARD Jean-Claude

Né le 17 mars 1954 à Bellegarde sur Valserine (Ain). employé à la CPAM de Bellegarde ; syndicaliste CGT de l'Ain ; Secrétaire général de l'UL de Bellegarde de 1998 à 2011, membre de la CE de l'UD de l'Ain (2000-2011) ; Conseiller Prud'homal d'Oyonnax de 1997 à 2017.



Jean-Claude BASTARD dit *Jimmy* (étant jeune, il avait la coupe « Jimmy Hendrix ») est né le 17 mars 1954 à Bellegarde sur Valserine (Ain).

Il est l'aîné d'une fratrie de 5 enfants, sa mère était mère au foyer, son père ouvrier papetier à Bellegarde aux Papeteries DARBLAY dont il a toujours été militant Cgt et élu délégué du personnel. Jean-Claude a donc été grandement influencé par ce dernier.

Après avoir eu une vie de bohème, Il sera embauché à la CPAM de l'Ain au centre de Bellegarde le 1er septembre 1976, comme employé administratif puis assistant juridique, Il fera toute sa carrière à la CPAM de Bellegarde jusqu'à sa retraite en 2015.

Il se syndiquera en 1984 au syndicat des organismes sociaux de l'Ain.

Il sera élu délégué du personnel du 1er avril 1987 jusqu'au 31 décembre 2015 et sera aussi élu au CHSCT pendant deux ans (de 2010 à 2012).

En 1987, il participera à la restructuration complète du syndicat de la CPAM qui végétait, pour l'organiser et le faire fonctionner selon les principes de la CGT.

Il mènera (avec ses camarades) plusieurs actions prud'homales pour obtenir la titularisation d'agents en CDD. Il ira même accompagner et défendre les dossiers devant le premier président de la Cour d'Appel de Lyon. Il sera le référent juridique de son syndicat.

Ne pouvant réellement s'investir dans son syndicat départemental (dû à son éloignement) il décide d'intégrer l'Union Locale CGT de Bellegarde comme trésorier en 95, puis comme secrétaire général de l'UL de novembre 1998 jusqu'en novembre 2011.

Il accompagnera les salariés des entreprises Eider, Scapa.Tapes, Bnl EuroLens, Polieco etc.. pour créer des sections syndicales.

Il animera les Commissions Exécutives de son l'UL, tiendra des permanences syndicales et juridiques tout au long de son mandat.

Il sera l'organisateur de diverses manifestations dont celles du 1er mai qui étaient un peu abandonnées jusqu'alors.

La fermeture de la plupart des entreprises de production sur Bellegarde a affaibli l'Union Locale par la perte d'une grande partie de militants. L'activité s'est peu à peu éteinte et personne n'ayant pris sa place à l'UL, cette dernière s'est arrêtée de fonctionner à partir de 2011. Il espère qu'un jour, elle redémarrera avec l'émergence de quelques jeunes qui apparaissent ici et là sur le bassin d'emploi de Bellegarde.

Détaché, de 1999 à 2011, deux jours par semaine, par son syndicat pour « activités inter pro » à l'Union Locale et à l'Union départementale CGT, dont il sera membre de la CE de novembre 2000 à novembre 2011.

Il a été élu au Conseil de Prud'homme d'Oyonnax, dans la section Activités Diverses, du 1er décembre 1997 au 30 novembre 2017. Il sera président du CPH en 2006, 2008 et 2010 et référent CPH auprès de l'Union Département CGT de l'Ain

L'activité syndicale a été pour lui un grand enrichissement personnel en matière de rencontres et formation. Alors qu'il pensait être de nature plutôt réservée, voire introvertie, il s'est découvert capable de prendre les choses en main de mener une équipe.

En parallèle, il s'investit à la MJC de Bellegarde de 1980 à 2005, car Jean-Claude est un musicien depuis l'âge de 18 ans, et fait parti de plusieurs groupes musicaux (Jazz, Rock, chansons à textes,...)

Aujourd'hui à la retraite, il profite de ses petits enfants, s'adonne toujours à la musique, et découvre la France grâce à la randonnée et au vélo.

BERTHON Marie Louise

Ancienne institutrice libre; Militante syndicaliste , elle organisa le congrès constitutif de l'Union des Syndicats Unitaires de l'Ain, tenu à Oyonnax le 28 mars 1922, elle fut désignée comme secrétaire Générale appointée de la nouvelle Union. *

Marie Louise BERTHON, née PATUREL, épouse de BERTHON Charles, joua un rôle de premier plan dans la vie syndicale d'Oyonnax (Ain) centre ouvrier et communiste, fief de René NICOD, Secrétaire de la Bourse du Travail d'Oyonnax dès sa reconstitution en 1919-1920, déléguée au congrès de la CGT à Orléans en 1920, militante très en vue (ainsi au 1er mai 1920 à Oyonnax où son discours fut des plus remarqué), elle fut acquise à la IIIème Internationale avant la plupart des militants Oyonnax connus.

Soutenu par son mari Charles BERTHON, elle organisa le congrès constitutif de l'Union des Syndicats Unitaires de l'Ain, tenu à Oyonnax le 28 mars 1922, elle fut désignée comme secrétaire Générale appointée de la nouvelle Union. *

Elle fut particulièrement active dans son travail militant, développant la propagande unitaire dans tout le département et écrivant régulièrement dans la « Tribune syndicale » de l' « Eclairer de l'Ain ». Le deuxième congrès de l'UD CGT eut lieu à Nantua le 5 août 1923. Onze groupements y furent représentés contre 19 lors du congrès constitutif (voir VENIN Joseph).

Elle fut déléguée au congrès CGTU tenu en août 1925, c'est-à-dire après la mort de son mari, mais elle ne resta secrétaire de l'Union que jusqu'en fin d'année et fut remplacé par THEVENOUX.

En revanche, elle constitua son action militante dans la Libre Pensée : Membre du Conseil d'Administration de la section d'Oyonnax depuis sa reconstitution en 1920, elle fut la déléguée au congrès fédérale en 1928.

BERTHUY Raymond

Né en 1924 à MONTLUEL (01) ; verrier à l'usine Saint-Gobain de LAGNIEU ; syndicaliste CGT de l'Ain, secrétaire du syndicat CGT de la verrerie de Saint-Gobain et de l'Union Locale de Lagnieu, conseiller prud'hommes à Belley.



Raymond BERTHUY est né en 1924 à Montluel. Marié, père de trois enfants, il vécut à Lagnieu depuis 1925.

Pendant la guerre, il a travaillé comme ébéniste dans la capitale, mais son engagement militant l'obligea à partir pour la Creuse où il aida la Résistance.

Sitôt la guerre terminée, il se rendit disponible pour la reconstruction économique du pays, qui avait connu de grandes destructions. Plus particulièrement, il participa à la remise en route des usines Berliet de Vénissieux, dont le redémarrage était essentiel.

Puis, il retourna à Paris pour y travailler. Raymond était un militant, et ce depuis 1945, à la CGT au PCF.

En 1946 il revient à Lagnieu et entre aux établissements ARGOR où il participe aussitôt à la mise en place de la CGT dans cette entreprise.

Il travailla pendant 30 ans à la Verrerie Saint-Gobain de LAGNIEU, de 1952 à 1982, date de sa retraite. Il fut secrétaire du syndicat CGT de la verrerie de 1960 à avril 1967. Il fut Délégué du Personnel de 1958 à 1970 et DS en 1970.

Membre de la commission exécutive de l'UD de 1960 jusqu'au dernier congrès de celle-ci.

Tout au long de ces années, et même ensuite, il s'impliqua syndicalement et fut également défenseur des salariés devant le Conseil des Prud'hommes. Il fut en même temps administrateur de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain de décembre 1962 à décembre 1979.

Il représentera l'Union Départementale au CODERPA en 1983.

Fondateur de l'Union Locale des syndicats CGT de Lagnieu, il en fut le Secrétaire de 1965 à 1986.

Il fut aussi un des membres fondateurs de l'ADAPA, l'Association Départementale d'Aide aux Personnes Agées.

Décoré de la médaille d'or des syndicats professionnels en octobre 1985.

SOURCES : *Archives UD CGT de l'Ain..*

MILIT'AIN - Dictionnaire biographique des militants CGT du département de l'Ain

Militant infatigable, Raymond, avec ses camarades, a fait signer des centaines de pétitions, distribué des dizaines de milliers de tracts, collé des cartons d'affiches, participé à toutes les grèves, toutes les manifs du département et de la région.

L'heure de la retraite arrivée, il continua à aider les gens, mais s'occupa également un peu plus de sa famille et put s'adonner à ses loisirs préférés, le jardinage et le bricolage.

Il ne supporte pas l'inactivité, aussi il est toujours présent parmi le syndicat des retraités ainsi que dans les couloirs des tribunaux. Il était un grand spécialiste dans le secteur juridique, il ne se présentait pas aux prud'hommes de Belley, les juges, le personnel l'appelaient *Maître BERTHUY*.

C'est le 26 juillet 2007 qu'un accident vasculaire cérébral l'a emmené loin des siens.

BILLAUD Pierre

Né le 10 juin 1948 ; Employé de centres de tri des PTT ; syndicaliste CGT de l'Ain, secrétaire général du syndicat des PTT de Bourg en Bresse (1982-1988), membre de la CE de l'UD de l'Ain (1980-1988).



Né dans une ferme Poitevine à Saint Sauvant (Vienne), après un passage avorté au lycée Henri IV à Poitiers, Pierre BILLAUD est embauché comme auxiliaire au Bureau de Poste local, puis au centre de tri à Paris-Gare d'Austerlitz en **1966** où il adhère à la CGT dès son arrivée.

Dans les mois qui suivent il participe à une formation de base à l'Union Locale CGT de Paris XIII.

Pendant les événements de **1968** il fait son service militaire à Nice.

A son retour il reprend son activité au Train postal.

En **1972** il fait la connaissance de Gaby lors d'un stage CGT à Courcelles, ce qui le motive pour demander sa mutation à Lyon. Ils se marient la même année.

En **1974** il fait partie du Bureau de syndicat du centre de tri de Lyon et prend une part active à la grève des Postiers contre le projet de privatisation des PTT et pour la retraite à 55 ans. Technicien hors pair, il véhicule et fait fonctionner la sono dans les manifestations.

En **1978** il est muté à Bourg en Bresse. Il arrive au centre de tri dans un fief CFDT. Il devient rapidement l'animateur de la section syndicale et quelques années plus tard la CGT devient très largement majoritaire.

Elu Secrétaire général du syndicat CGT des PTT de l'Ain de **1982** à **1988**.

A noter qu'en **1980** Pierre BILLAUD est LE technicien qui a permis les émissions (illégales !) de Radio Bresse CGT.

Il devient ensuite Président de la cantine des PTT de Bourg en Bresse une dizaine d'années et se bat avec succès contre la privatisation de ce service.

Il s'implique également dans les structures interprofessionnelles de la CGT : Elu à la Commission Exécutive de l'UD de **1980** à 1988.

A la fin des années **1980**, avec d'autres Camarades, il participe à la relance de l'activité de l'Union Locale de Bourg en Bresse.

Il siège au conseil d'administration de l'URSSAF de l'Ain de **1983** à **1991**.

Après son départ en retraite en **2003**, il se consacre à ses deux passions : Le jardinage, et la mécanique à l'atelier de Meillonas de Association Revermontoise de Conservation des Mécaniques Anciennes.

Ce qui ne l'empêche pas de rester un pilier des manifestations CGT, dont celles du 1^{er} mai...

BOBILLON Jean-Louis



Né le 02 octobre 1960 à Bourg en Bresse. Conducteur de trains SNCF. Militant de la fédération CGT des Cheminots, sur un plan régional puis national. Adhérent du PCF.

Jean-Louis, est né dans une famille ouvrière, son père est marbrier-carreleur à son compte et sa mère, aide-soignante à l'hôpital de Hauteville. Son surnom « Bob », il le doit aussi à « Cowboy Bob », un personnage de son enfance.

En septembre 1977, il devient apprenti au centre d'apprentissage SNCF du Matériel de Chalindrey, région de sa grand-mère maternelle. Il vit chez cette femme lors du divorce de ses parents. Mais pour se rapprocher de sa famille, qui vit sur le plateau d'Hauteville, il effectue sa deuxième année d'apprentissage aux ateliers d'Oullins, en banlieue de Lyon.

Après son service national, en 1981, la SNCF le réintègre sur la région PACA, à Nice, faute de place sur celle de Chambéry, pour faire une formation de conducteur de trains. Sa rencontre avec un militant local de la CGT, qui l'aide lors son installation, l'amène à se syndiquer. Après avoir réussi cette formation et voulant revenir sur la région de Chambéry, il refuse sa nomination au dépôt de Nice. Grâce à son bon classement et à ce refus, il obtient sa mutation rapidement pour le dépôt d'Ambérieu en Bugey. Il est d'abord nommé élève-conducteur puis conducteur, et Il reste rattaché à ce dépôt pendant toute sa carrière.

Rapidement remarqué par les militants du site, lors de différents conflits catégoriels de 1985, et celui de décembre 1986 (3 semaines de grève contre la mise en place de la rémunération « au mérite »), le jeune Jean-Louis se retrouve membre de la CE de son syndicat, de 1985 à 2005, puis secrétaire de syndicat de 1987 à 1995. Il rejoint la CE de l'UD de l'Ain de 1988 à 1998.

Automne 1988, la direction SNCF décide de restructurer sa branche fret et veut fermer le triage d'Ambérieu en Bugey. En tant que secrétaire de syndicat, il est en première ligne de ce conflit d'une vingtaine de jours, principalement local. Cette action permet le maintien des emplois sur site, et surtout, l'embauche au cadre permanent des intérimaires, leur utilisation devant s'arrêter avec la fermeture du site. Il est délégué du personnel et membre du CHS-CT de 1987 à 1994. Le Secteur Fédéral de Chambéry le sollicite pour être membre du CER (Comité Etablissement Régional).

Pour Jean-Louis, parmi les nombreux conflits qui font dates, celui de l'automne 1995 revêt un sens particulier. En effet, cela commence à la SNCF par plusieurs actions contre la mise en place d'un Contrat de Plan Etat / SNCF. Ce contrat de plan prévoyait entre-autre, une baisse importante des effectifs, des restructurations d'établissements et la fermeture de 6000 Kms de lignes ferroviaires sur 5 ans. Par la suite, le gouvernement de l'époque veut, au travers du « Plan Juppé », aligner tous les régimes de retraite et de maladie, dit « spéciaux », sur le régime général. Cela conduit à une mobilisation interprofessionnelle sans précédent et à une grève générale reconductible de presque un mois.

Il est élu de 1994 à 2008, chargé principalement de la Commission Economique du CER. Il siège aussi dans différentes commissions au sein du CCE (Comité Central d'Entreprise) de 1996 à 2008. En septembre 2008, il devient permanent à la Fédération des Cheminots, au pôle Orga et Qualité de Vie Syndicale jusqu'à son départ en retraite en octobre 2010.

Depuis 2010, il est membre du Bureau de Secteur section Retraités. En 2014, il devient secrétaire adjoint de la section Retraités de Grenoble et Secrétaire Orga Qualité de Vie Syndicale du Secteur Fédéral de Chambéry.

En plus de ses multiples activités militantes, il est technicien bénévole au sein d'un collectif qui organise des événements musicaux sur Grenoble.

BOLLARD Jean

Né en 1906 ; agent EDF ; syndicaliste CGT, militant social.



Jean BOLLARD est né à Bourg en Bresse en 1906.

Son père décèdera très jeune. Il rentre donc rapidement au travail, comme commercial chez Martin-Belaysoud à Bourg en Bresse.

En 1927 Il est incorporé au 11° bataillon de Chasseurs à pied. Il se retrouve en Allemagne comme « clairon ». Promu au grade de sergent, il est libéré en 1928.

Après Martin-Belaysoud, Jean BOLLARD entre à l'Union Electrique, entreprise régionale de production et de distribution d'électricité. En 1934 il s'engage à la CGT.

En 1937, il devient Président de la Caisse des Assurances Sociales du Bâtiment et des T.P.

Il est mobilisé en 1939, puis démobilisé le 16 juillet 1940 et il reprend son travail à l'Union Electrique.

Après la dissolution de la CGT, il continue à militer dans son syndicat et notamment dans le Comité social provisoire de l'Union électrique. En parallèle il entre dans un réseau de la Résistance.

Le 20 février 1943 il devient Secrétaire du Comité directeur de la Société de Secours Mutuel créée à Bourg. Il est présent dans trois secteurs : Coopérative, secours mutuel et colonies de vacances.

Le 10 juillet 1944, à Bourg en Bresse, avec Daniel Gauthier, autre militant CGT, il est arrêté sur dénonciation ; puis libéré à l'approche de la libération.

Jean BOLLARD, fut Président de la caisse départementale d'assurances sociales de l'Ain qui a servi de pivot pour la mise en place de la Sécurité sociale dans l'Ain.

Après la nationalisation d'EDF-GDF, il occupe un poste de Chef de section comptabilité au centre de distribution..

A la mise en place de la CPAM de l'Ain, il est élu Vice-Président de son conseil d'administration (Dont le Président est Gutave MONNET, et le Secrétaire Camille PIANE).

En mai 1948, il est élu sur la liste CGT au conseil d'administration de la Caisse d'Action Sociale (CAS) du personnel d'EDF-GDF de Bourg en Bresse, dont il devient le Vice-Président.

Il prend sa retraite en 1966 , et meurt en 1972 d'un accident cérébral.

BOURDET Michel

Né le 13 septembre 1944 à Tours (Indre-et-Loire); Contremaitre à EDF Bugey; syndicaliste CGT de l'Ain, secrétaire général du syndicat ouvriers-employés CGT du GRPT Sud-est. Militant politique, secrétaire de la section du PCF de Lagnieu ; élu conseiller municipal de cette ville de 1983 à 1989.



Son père était plâtrier et sa mère aide-soignante à l'hôpital de Tours.

Il suivit une scolarité traditionnelle jusqu'au BEPC à Tours, avant d'intégrer l'école nationale des métiers EDF de Gurcy-le-Châtel en 1961.

Embauché à EDF en mars 1962 à la centrale nucléaire de Chinon, jusqu'à son départ au service militaire en novembre 1963. Il eu un grave accident qui se termina relativement bien, mais

avec une broche dans un bras... Ce qui à l'époque lui interdit de travailler dans le nucléaire. A son retour il fut alors muté à la centrale thermique de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Syndiqué à la CGT depuis son entrée à EDF, il y côtoya et milita (Commission Jeunes et Sous-Comité Mixte à la Production) avec François DUTEIL futur Secrétaire général de la FNME CGT.

Il y rencontra Josiane avec qui il se maria en 1967 ; il ont eu trois fils.

Pendant la grève de 1968 il fut un de ceux qui hissèrent un drapeau rouge au sommet de la cheminée de la centrale. Il adhéra au Parti Communiste Français à cette époque.

Muté comme technicien à centrale nucléaire de Bugey en 1971, la famille BOURDET s'installa à Lagnieu avec des dizaines de ses collègues dans les bâtiments EDF de L'Etraz.

Michel était déjà engagé dans la vie politique avec le PCF et la vie syndicale avec la CGT.

Très rapidement, il accepta des responsabilités sur son lieu de travail, puis à la création du syndicat CGT du GRPT Sud-Est (Groupe Régional de Production Thermique), il en deviendra le Secrétaire général ; il assumera aussi le Secrétariat du Comité Mixte à la Production,

A la création des syndicats de CPN (Centre de Production Nucléaire), il sera membre du Secrétariat de celui de Bugey.

Délégué des différents CHSCT sur les sites où il a travaillé ; la sécurité et la préservation de l'intégrité physique des salariés étaient inscrites dans son ADN militant.

Mandaté par la FNME, il a été membre du Comité National Hygiène Sécurité.

Il fut aussi élu administrateur de la CMCAS de Bourg en Bresse de 1977 à 1980 et à partir de 1992, il en sera le Premier Vice-Président de 1992 à 1995, puis le Secrétaire général jusqu'en 1998.

Fervent partisan de l'interprofessionnelle, il prendra d'importantes responsabilités à l'Union Locale CGT de Lagnieu dans la formation des militants, le secteur juridique. Conseiller du salarié, il assistera et conseillera de nombreux salariés en procédure de licenciement.

Michel sera membre de la Commission Exécutive de l'UD de l'Ain de 1980 à 1991.

MILIT'AIN - Dictionnaire biographique des militants CGT du département de l'Ain

Militant politique, il animera la section du PCF de Lagnieu ; et sera élu conseiller municipal de cette ville de 1983 à 1989.

Il s'investit aussi dans la vie associative et participait à toutes les manifestations de la commune, qu'elles soient culturelles (il affectionnait la musique) ou civiques.

Michel avait une très forte personnalité, c'était un homme libre, adhérent à l'association de Libres Penseurs de France ; il ne supportait pas que des gens soit humiliés, méprisés, les injustices. Il écrivait des articles d'une grande sensibilité, avec beaucoup d'humour laissant apparaître une grande culture.

Depuis son départ en retraite en 1999, Michel et son épouse avaient choisi de résider en Corse, ils revenaient souvent dans la région pour rendre visite à leurs enfants et amis.

Ils avaient choisi de finir leurs jours au bord de l'eau dans un coin où il fait bon vivre...

Michel s'était impliqué à la Section Locale de Vie de Bastia (CMCAS de Corse) où il a continué à écrire et militer...

Il est décédé le jeudi 14 septembre 2006.

BOURNAT Alain

Né le 4 mai 1963 à Bellerive sur Allier; ouvrier de maintenance à la Centrale Nucléaire du Bugey; syndicaliste CGT dans l'Ain, militant CGT d'EDF ; Secrétaire général du syndicat EDF de Bugey (2010-2018).



Alain BOURNAT est né le 4 mai 1963 à Bellerive sur Allier. Son père était agent EDF et était déjà militant en tant que membre du bureau syndical d'EDF Vichy, sa mère était mère au foyer, la famille est composée de deux garçons et une fille.

Il aura sa première affectation à la Centrale Nucléaire du Bugey le 19 avril 1982, au statut d'ouvrier de maintenance, après l'école nationale des métiers d'EDF. Il fera toute sa carrière professionnelle à la Centrale. Il se syndiquera en 1983 mais il partira à l'armée un an après son embauche. Il prendra des responsabilités syndicales dès son retour de l'armée. Malgré sa timidité il se mettra à disposition de l'organisation syndicale, et en 1986 il sera membre d'un sous comité

de la Production jusqu'en 1995.

De 1986 à 1995, il sera secrétaire du comité local de coordination qui regroupe quatre CHSCT sur le site de la Centrale. Ce comité coordonnait ces CHSCT, l'organisation de la sécurité sur le site mais n'avait aucun pouvoir.

De mai 1986 à fin décembre 1995, il sera membre d'un sous comité mixte de la production de la sous unité BUGEY 2/3 qui est l'équivalent d'un Comité d'Entreprise avec un droit de regard sur l'économie, les finances et l'organisation de la sous unité ainsi que sur les effectifs. Il en sera secrétaire.

De 1993 à juin 2018 il sera membre du Comité mixte de la production du CNPE BUGEY. C'est organe devient dans les années 2000 un vrai Comité d'Entreprise sur la partie économique et organisationnelle, mais pas sur la partie sociale.

Il conduira plusieurs conflits : pour l'augmentation des salaires en 1987 et 2009, pour le maintien de la retraite en 1995 et 2003, contre l'ouverture du marché de l'électricité 2006, contre la loi NOME (ouverture à la concurrence) en 2010, contre la loi El Komeri en 2016, contre la loi Macron en 2017 et contre la réforme des retraites en 2019.

Du 1er janvier 1995 au 5 juillet 2018, il sera membre de la commission secondaire du personnel, organisme qui gère l'évolution de carrière, l'avancement, les mutations des agents. En décembre 1995 il en sera le secrétaire. Lors de la première réunion de mise en place des nouveaux membres, après une déclaration, le syndicat appellera à la grève (pour la sauvegarde des régimes spéciaux et pour conserver le calcul de la pension indexé sur le dernier salaire). Cette dernière durera trois semaines, essentiellement dans les services de la conduite. Blocage du site, sauf pour les salariés liés à la sûreté, piquet de grève, convocation au tribunal de Belley bref une période intense pour les militants de la centrale.

Il sera membre du bureau du syndicat d'octobre 1992 au 19 juin 2018.

Il sera élu au Comité d'Entreprise et délégué du personnel de décembre 2007 à décembre 2018.

En 2005, il sera secrétaire adjoint (Alain PÉCORA Secrétaire général)

Du 31 janvier 2010 au 19 juin 2018, il sera Secrétaire général du syndicat avant de laisser la place à Christophe PAUL.

A compter du 19 juin 2018 il sera membre de la commission de contrôle financier du syndicat.

Il aura aussi un mandat à la commission technique de la CRAM (1990)

Il prendra sa retraite le 31 janvier 2019.

A ce jour il reste un membre actif de la section syndicale des retraités de Bugey dont il a été un des membres fondateurs, mais ne veut plus prendre de responsabilités. Il participe essentiellement à l'organisation des réunions de la section.

BRICHE Georges

Né le 24 avril 1903 à Roubaix (Nord), mort le 6 juin 1945 à Saint-Claude (Jura), militant du mouvement syndical et de la Résistance dans le Jura et l'Ain.

Le premier contact de Georges BRICHE avec le Jura fut pris à l'occasion d'une semaine d'étude organisée par la Jeunesse socialiste de Saint-Claude. Briche, délégué à la propagande des JS du Nord aurait été très remarqué ; c'est pourquoi il fut sollicité en 1933 pour la direction de l'Union régionale CGT Ain-Jura lorsque le remplacement de Galantus par des militants régionaux se fut avéré difficile. Lui-même était attiré et enthousiasmé par cette ville dont il avait coutume de dire, étant donné l'importance qu'y avait pris le mouvement coopératif et mutualiste, que c'était la seule de France où l'on pouvait naître, travailler, se recréer, se soigner et même mourir socialiste !

Lors du congrès confédéral de la CGT en 1931, Georges BRICHE y représenta les syndicats du Bâtiment et de l'Eclairage, tous deux de Saint-Claude.

Arrivé à Saint-Claude en juillet 1931, il assura aussitôt le secrétariat-général de l'Union régionale CGT qu'il conserva après la réunification CGT-CGTU en décembre 1935. Ce fut lui qui signa le contrat collectif du 1er juillet 1936 pour le syndicat du Bâtiment de Bellegarde avec Jean MORISSETTI* et Eugène PERRIN* (*voir ce nom*). En 1938, lorsque l'Union régionale fut scindée en deux Unions départementales, Georges Briche prit la tête de l'UD de l'Ain et Charles VEILLON de celle du Jura. Fougueux orateur, propagandiste de talent, il anima vigoureusement la vie syndicale pendant toute cette période ; pacifiste, sans doute antimilitariste, il appartenait, après le Front populaire, à la tendance *Syndicats*. Il fut, aussi dès le début des années 1930, un des pionniers du cinéma populaire, effectuant des tournées dans les campagnes jurassiennes où il présentait notamment des films pacifistes suivis de conférences.

Militant socialiste, très actif lors des campagnes du Front populaire dans l'Ain, il semble toutefois ne pas avoir exercé de responsabilités politiques.

En janvier 1939 se tint un nouveau congrès de cette union interdépartementale. Au cours de celui-ci, une majorité, fournie principalement par les syndicats du Jura, décida la dissolution de cette union et vota en faveur de la création de deux UD autonomes, une chacun des deux départements.

Lors de ce congrès, Georges BRICHE annonça sa décision de ne pas demander le renouvellement de son mandat pour des "raisons familiales".

La guerre et l'Occupation imprimèrent un cours nouveau à la vie de Georges BRICHE; en effet la dissolution de la CGT en novembre 1940 l'ayant laissé sans emploi, il serait allé à Vichy pour y occuper les fonctions dans un organisme du nouveau régime destiné à contrôler la main-d'œuvre étrangère.

Etait-ce par conviction ? Sous l'influence de son « pays » et ami Georges DUMOULIN ? Afin de jouer le « double-jeu » ? Il convient de signaler à ce propos que, peu après novembre 1940, les principaux militants Sanclaudiens décidèrent que les responsables d'organisations ouvrières et notamment des coopératives pourraient, afin de se « couvrir », adhérer à des organisations vichyssoises, par exemple à la LVF. Fut-ce simplement pour faire vivre sa famille ? Quoi qu'il en soit, lorsque cet organisme fut dissout - à moins qu'il en ait démissionné - Georges BRICHE devint, sans doute à partir du début 1943, économiste du sanatorium d'Hauteville (Ain), fonction qu'il aurait conservée après la Libération.

Début 1943, il entra dans le mouvement de résistance « Combat » pour y travailler d'abord en liaison avec les maquis du Haut Jura (faux papiers, ravitaillement,...) ; puis, à partir du printemps 1944, son action dans la Résistance prit une dimension remarquable. Les Mouvements Unis de Résistance ayant été décapités dans le département en décembre 1943 et janvier 1944, il devint, en février, membre du directoire des MUR du Jura (avec CAMELIN, Roger MERMET puis PANOUILLOT et RENAUD) et, fin avril 1944, chef officiel de celui-ci sous le nom de « Baudin ». Seul de ce groupe dirigeant à ne pas être recherché par la police, il prit une grande part du travail de réorganisation des MUR, renouant les contacts avec les chefs de secteurs, recrutant de nouvelles énergies, choisissant des responsables...

Puis il assura, à partir de juin 1944, le secrétariat du Comité départemental de Libération encore clandestin ; pour tout cela il sillonna tout le Jura en bicyclette, se dépensa sans compter, faisant preuve de beaucoup d'autorité ; trop peut-être puisque, fin juillet 1944, il fut remplacé à la tête du directoire par PANOUILLOT puis évincé même du Comité de Libération pour des raisons qui restent à éclaircir.

Georges BRICHE continua cependant à travailler pendant quelque temps à la réorganisation du mouvement ouvrier mais ne reprit pas ses responsabilités syndicales préférant militer sur le plan politique, comme responsable du Mouvement de Libération nationale. Mais déçu lorsqu'il vit celui-ci faire appel aussi aux non-résistants, subissant quelques reproches de militants syndicalistes ou socialistes en raison de son attitude au début de la guerre, il se trouva- lui, très populaire avant 1939 - dans un grand isolement sur le plan syndical, politique et même comme résistant. Il décida alors de retourner dans son département d'origine.

Mais au moment de son départ, au début de juin 1945 - sans doute à la suite de déboires familiaux - à la surprise générale, il mit fin à ses jours.

BUTAYE Patrice

Né le 13 décembre 1944 à Tulle (Corrèze); Employé de l'entreprise BADIN DEFFOREY de Lagnieu ; Militant CGT ; membre de la CE de l'UD CGT de l'Ain (1972-1985).



Patrice BUTAYE est né le 13 décembre 1944 à Tulle. Sa mère était « Personnel de maison » et a travaillé pour de multiples employeurs. Son père rédacteur à la Préfecture de Tulle. Chargé du ravitaillement il fournissait des informations aux réseaux de Résistance Il est décédé en 1947. Patrice est le deuxième de la fratrie. Sa mère était fervente catholique et son beau père était Gaulliste.

En 1958, à Lille, il sera apprenti fraiseur et obtiendra son CAP.

Il adhère au syndicat CGT en 1959 alors qu'il travaille pour l'établissement DUJARDIN. En décembre 1962, par décision de justice, il s'engage dans l'armée de l'Air pour 4 ans. Il termine à la base aérienne d'Ambérieu en Bugey en décembre 1966.

Il rencontre sa future épouse, Claudette et se marient en 1966.

Il fera divers petits boulots :

En 1967 il sera magasinier dans l'entreprise Filtres MONNET, il quittera cette dernière en ayant fait un arrangement à l'amiable.

Puis il travaillera pour l'entreprise CMR (Machines industrielles pour laver des bouteilles).

En 1968, il est fraiseur dans l'entreprise CEME à Villieu qui fabriquait des machines à tresser, En Mai il fera parti des meneurs de la grève de 11 jours avec occupation des locaux sous l'étiquette CFDT. Il sera licencié à l'issue du conflit.

En septembre 1969, Patrice est embauché comme responsable du rayon fruits et légumes au supermarché STOC à Ambérieu qui appartient à BADIN DEFFOREY de Lagnieu ; où il est muté aux entrepôts en 1971. Il restera 20 ans dans cette société avant d'être licencié en juillet 1989.

De 1971 à 1989, il sera Secrétaire du syndicat et élu au Comité d'Entreprise. Ce CE n'a alors aucune indépendance financière vis à vis de l'entreprise. En 1971, il mènera la bataille (grève) pour faire appliquer la Convention Collective Nationale, les règles d'indépendance financière et la remise des informations économiques au CE.

La discussion avec le patron réel, propriétaire physique de l'outil de travail était possible, mais ensuite, avec l'inclusion dans un Groupe, et des interlocuteurs cadres salariés, responsables de gestion par activité, cela est devenu compliqué de négocier de nouveaux acquis sociaux.

Sa première lutte avec les DP et CHSCT pour de meilleures conditions de travail, consistait à obtenir le changement de roues sur les charriots de préparation et de transport de marchandises. Elle sera gagnée ! Puis différentes actions et grèves auront lieu pour obtenir des embauches et des baisses de charge de travail.

Un CCE sera créé, et des grèves seront menées pour mettre en place une négociation annuelle pour l'augmentation des salaires, le 13ème mois, obtenir une prime de vacances et une participation aux bénéfices.

Badin-Defforey-Comptoirs Modernes veut implanter des magasins franchisés. Patrice désire changer de métier et obtient une formation commerciale d'un an à la CCI de Lyon. A son issue il est muté dans le service "Franchisé Commod" pour le secteur Rhône Alpes. Durant ce temps, Il continuera d'exercer ses mandats de DP, CE et CCE.

Avec une restructuration du groupe, il y a volonté de licencier des cadres. Avant la fermeture de son service, la société cherchera à le licencier pour faute grave, mais, protégé par son mandat, il y aura refus de l'Inspection du travail ainsi que du Ministère du travail. Il sera mis deux semaines au placard et fera des statistiques... Finalement il signera une rupture conventionnelle en juillet 1989. Au niveau du syndicat, malheureusement la relève ne se fera pas et aucune archive syndicale ne sera conservée.

En février 1990, après six mois de recherche d'emploi, il deviendra commercial pour l'entreprise GAM Restauration (Préparations alimentaires pour les collectivités) située à Reims. Il aura le secteur Rhône, Savoie, Haute Savoie et l'Ain.

En janvier 2001, à 57 ans il bénéficie de la pré retraite (carrière longue).

Patrice BUTAYE sera membre de la CE de l'Union Départementale de l'Ain de 1972 à 1985 ; et militant toute sa carrière dans l'Union Locale CGT de Lagnieu.

Il sera aussi élu au Conseil de Prud'homme de Belley de 1978 à 1981.

En 1976, la fédération du commerce lui propose un mandat de permanent, qu'il décline.

Elu conseiller municipal de la commune de Saint Denis en Bugey de 2001 à 2014, Il deviendra Maire Adjoint chargé entre-autre de la communication. Il participe toujours au CCAS de sa commune.

Il devient membre la MJC d'Ambérieu en 1985, sera élu au bureau puis au CA. Il donne aussi des conférences musicales sur le Blues et les musiques Afro-Américaines.

Il est membre du club « Ambérieu Accueil Loisirs » qui organise des conférences, des lectures, voyages, randonnée...

Il participe à la création de l'association des « Chtis de l'Ain » en 1995 et y restera actif jusqu'en 2005.

Aujourd'hui il est toujours adhérent à l'USR CGT de l'Ain.

CANET Fabrice

Né le 17 février 1973 à Lyon (Rhône) ; Conseiller ANPE-Pôle Emploi à Ambérieu en Bugey puis Bourg en Bresse; Militant syndical et politique. Secrétaire général de l'Union Départementale CGT de l'Ain de 2013 à 2022. Secrétaire confédéral CGT de 2016 à 2019. Maire adjoint de Bourg en Bresse depuis 2020.



Né le 17 février 1973 à Lyon (69) – Conseiller ANPE-Pôle Emploi à Ambérieu en Bugey puis Bourg en Bresse. Il est marié et a deux enfants. Militant syndical et politique. Secrétaire général de l'Union Départementale CGT de l'Ain de 2013 à 2022. Secrétaire confédéral CGT de 2016 à 2019. Maire adjoint de Bourg en Bresse depuis 2020.

Fils d'un imprimeur-conducteur offset et d'une employée sécurité sociale. Il fera des études de gestion et de sociologie à l'université Lyon 2, à Bron, de 1991 à 1999. Il occupera de nombreux emplois salariés durant ses études (hôtellerie restauration, commerce, industrie, éducation nationale). Il effectuera son service national au sein de la maison de l'emploi de Décines (Rhône).

Son parcours militant s'inscrit dans une histoire familiale. Son père était communiste et militant syndical CGT, son grand père, mort en 1945, était engagé dans la résistance puis au sein des forces françaises libres.

Il occupera son premier mandat au sein du conseil de la faculté de sociologie et d'anthropologie de l'université Lyon 2 sous l'étiquette Sud Education/étudiant.

Il intègre sur concours l'ANPE en juillet 2001 à l'agence de Meyzieu (69). Il participera, pour Sud ANPE, aux négociations nationales sur la nouvelle grille de classification en 2002. En 2003, il obtient une mutation à l'agence d'Ambérieu en Bugey et il adhère à la CGT ANPE Rhône-Alpes. En 2005, une section ANPE CGT de l'Ain est créée et il en devient le secrétaire. Jusqu'à la fusion ANPE/ASSEDIC qui formera Pôle Emploi en 2008, il occupe les mandats au sein du CHSCT Rhône-Alpes et de l'ADASA Rhône-Alpes (Association pour le Développement des Activités Sociales de l'ANPE). A Pôle Emploi, il intègre la commission exécutive du syndicat régional CGT en 2008 et devient délégué syndical régional jusqu'en 2013.

Il découvre la maison des syndicats et les structures interprofessionnelles en 2007 en intégrant le bureau de l'association de défense des consommateurs salariés CGT de l'Ain (INDECOSA CGT). Il occupera ensuite le mandat de président départemental durant 5 ans ainsi que le conseil d'administration de la structure nationale.

En 2009, il est coopté pour intégrer la commission exécutive de l'Union Départementale CGT de l'Ain et le bureau. Ce mandat sera renouvelé lors du congrès de 2010. Il est en charge des

questions d'emploi et de formation. Il est mandaté par l'UD pour siéger au sein « des structures territoriales de dialogue social ». Il devient également formateur.

En 2013, il est élu secrétaire général de l'Union Départementale CGT de l'Ain. Il sera réélu en 2016 et 2019 où il annonce son départ en 2022. Ce mandat est marqué par de nombreuses luttes notamment contre les différentes réformes du système de retraite, contre l'ensemble des lois visant à affaiblir le code du travail. Ces mandats sont également marqués par un effort significatif sur la formation, l'éducation populaire...

Durant cette période, la problématique des enjeux environnementaux a pris de plus en plus d'importance dans l'action syndicale de la CGT du département.

En 2016, il intègre la direction confédérale CGT. Il co-pilote « Travail et Emancipation CGT ». Ce collectif, créé en 2007, réunissant syndicalistes et universitaires, a, sous différentes formes, contribué à la réflexion de la CGT pour la mise en œuvre de la démarche revendicative de transformation du travail et de son émancipation, et de permettre l'appropriation de l'ensemble des enjeux du travail. En 2018, il est désigné par la CE Confédérale, copilote du document d'orientation confédéral pour le congrès de 2019. Il œuvre pour une prise en compte plus importante du rapport homme, travail et nature. Le 9 avril 2020, dans les Echos, la journaliste Leila de Cormamond apporte un regard positif sur ces évolutions : « sur ce plan, le dernier congrès, en mai 2019, est à marquer d'une pierre blanche, le document d'orientation donnant une large place à l'enjeu environnemental ». En 2019, pour des raisons personnelles mais également au regard de désaccords avec le secrétaire général, Philippe Martinez, il ne renouvelle pas sa candidature au sein de la direction confédérale.

En 2020, il est candidat aux élections municipales à Bourg en Bresse sur la liste de gauche (PS-PCF-EELV-Génération-PRG) conduite par Jean-François Debat. Il devient 6ème maire-adjoint en charge de la jeunesse et de la démocratie locale en juin 2020, et il intègre également la communauté d'agglomération.

A son départ de l'UD, il se voit confier par la CGT le mandat d'administrateur CARSAT Rhône-Alpes (et vice-président de la CRATMP) et UGECAM Rhône-Alpes. Il conserve également son mandat CGT en tant que conseiller CESER Auvergne Rhône-Alpes (Conseil Economique Social et Environnemental Régional) qu'il occupe depuis 2019. Il poursuit son engagement au sein de l'INDECOSA CGT de l'Ain où il reste administrateur et membre du bureau en charge du logement social.

Il réintègre à temps partiel Pôle Emploi, le 1er septembre 2022, à Bourg en Bresse dans la fonction de conseiller entreprise.

SOURCES : Renseignements fournis par l'intéressé.

CEDILEAU Jean Louis

Né le 28 janvier 1949 à BOURG EN BRESSE (Ain) ; agent technique EDF-GDF ; syndicaliste CGT dans l'Ain, militant du syndicat ouvriers-employés CGT d'EDF GDF de Bourg en Bresse.



Fils d'ouvrier métallurgiste, Jean Louis suit sa scolarité à l'école Bichat puis au lycée Carriat

Après l'obtention de son CAP d'électricien, il commence sa vie active à la CEGELEC et se syndique aussitôt à la CGT.

Puis il reprend le chemin de l'école en intégrant l'Ecole de Métiers EDF à SOISSONS. A sa sortie, il est embauché en Alsace fin avril 1968... Pour se mettre en grève le mois

suivant... Beau et symbolique début !

Il effectue ensuite son Service militaire dans les Vosges. C'est lors d'une de ses permissions qu'il rencontre Gaby, qu'il épouse en 1972.

Dès son retour à la vie civile, il obtient sa mutation au Centre de distribution d'EDF-GDF de BOURG EN BRESSE comme dessinateur, avant d'être nommé Surveillant de travaux en 1977.

En même temps que son métier, Jean Louis continue son engagement militant dans la CGT : Depuis 1974 il était membre de la Commission Secondaire du Personnel et de la Commission Exécutive du Syndicat. Il siège ensuite en Sous Comité Mixte à la Production et en est le Secrétaire. A partir de 1986 il fera plusieurs mandats en Comité Mixte à la Production.

Jean Louis a été le Secrétaire de la section syndicale des services du centre qui comptait plus d'une centaine d'adhérents à cette époque.

En 1978 il est élu à la Commission Exécutive de l'Union Départementale CGT, il y fera 2 mandats.

Jean Louis a été de toutes les grèves, de toutes les manifs d'EDF-GDF et interpro notamment celle de 1er mai, même les années où nous étions seulement une poignée...

Dès sa « mise en inactivité de service, il intègre la section syndicale des Retraités EDF-GDF du département de l'Ain et participe avec assiduité aux permanences hebdomadaires du jeudi matin.

Jean Louis prend aussi une part active aux activités sociales de la CMCAS : IL devient Président de la section BCD (Balade Culture Détente) en 2009 avant de laisser les clefs de la maison en 2016.

SOURCES : *Archives Syndicat CGT EGF Pays de l'Ain-Beaujolais* — Renseignements fournis par Alain JURY.

MILIT'AIN - Dictionnaire biographique des militants CGT du département de l'AIN

Sportif, Jean Louis a longtemps pratiqué la lutte à l'Alouette des Gaules. Club dont il a été le Secrétaire pendant la Présidence de Max MURTIN de 2000 à 2009. A ce titre il a aussi été membre du Comité directeur de l'Office municipal des sports de Bourg en Bresse.

Il est décédé du cancer le 28 mars 2021.

Il était membre du Conseil d'administration de l'Institut d'Histoire Social CGT de l'AIN.

CEPPI Jacques

Né en 1936 ; agent technique EDF ; syndicaliste CGT de l'Ain, secrétaire général du syndicat ouvriers-employés CGT d'EDF GDF de Bourg en Bresse (1974-1982), membre du Bureau de l'UD de l'Ain (1974-1978), membre de la Commission Exécutive de la Fédération Nationale de l'Energie (1979-1986) .



Né d'un père Suisse et d'une mère Vendéenne, Jacques CEPPI entre à l'Ecole Nationale des Métiers EDF de La Pérolrière en 1954. A sa sortie de l'école en 1955 il est affecté au centre de distribution EDF-GDF de BOURG EN BRESSE (Ain) comme monteur. Il adhère à la CGT dès son arrivée.

Le 1er janvier 1956 il part en Algérie faire son service militaire ; il y restera 29 mois.

A son retour il réintègre le district d'Ambérieu puis à l'équipe subdivision ; avant d'être muté au district d'Oyonnax de juillet 1959 à 1965 où il participe à la restructuration de la section syndicale.

Il épouse JEANINE, institutrice, en 1960.

Son engagement syndical a trouvé un prolongement politique par son adhésion au P.C.F. en 1966.

Il est de retour à Ambérieu comme Agent petites interventions en décembre 1967. Il milite au sein de la section syndicale et intègre la Comité Mixte à la Production.

Pendant les grèves de mai 1968, il est élu Secrétaire Général de l'U.L. d'AMBERIEU... jusqu'en 1974, date de sa venue à BOURG et de son élection comme Secrétaire Général de du syndicat ouvriers-employés CGT d'EDF GDF en remplacement de Maurice MAITRE; (Responsabilité qu'il occupera jusqu'en octobre 1982).

Il siège en Commission Secondaire du Personnel dont il sera le secrétaire du 5 juin 1975 (où il succède à Daniel GAUTHIER) jusqu'à fin 1982.

Jacques s'est aussi investi dans les activités sociales à la C.A.S. dont il sera le Vice Président pendant 10 ans de 1973 à 1983.

Là, et parmi un flot d'initiatives, il va prendre une part active dans 3 décisions :

- * En 1976, c'est la construction des locaux du Centre de Loisirs de Péronnas,
- * En 1981, c'est l'acquisition d'une propriété dénommée "LA PIATIERE" à Thoirette...
- * sur laquelle sera construite la Maison Familiale de LA PLATIERE inaugurée en 1984.

A la centrale nucléaire de Bugey, Avec d'autres camarades dont Michel BOURDET, Jacques la construiront... en même temps que l'outil énergétique, l'outil syndical C.G.T. dont nos camarades producteurs avaient et ont besoin.

Son activité interprofessionnelle ne s'arrête pas à l'U.L. d'AMBERIEU. Il est élu au Bureau de l'Union Départementale CGT de l'Ain en 1972, puis au Secrétariat en 1974... où il travaillera avec Robert TURREL jusqu'en 1978.

Il sera ensuite de plus en plus accaparé par la Fédération de l'Énergie : En 1976 il intègre la « sous-commission classement/avancement » de la Commission Supérieure Nationale du Personnel. Au congrès fédéral du Touquet en 1979 il est élu à la Commission Exécutive de la Fédération Nationale de l'Énergie ; il sera réélu au congrès de Toulouse en 1982. Il laissera son mandat en 1986, mais intégrera alors l'Union fédérale des Retraités jusqu'en 1996. Il fera aussi un mandat à l'Union Confédérale des Retraités de 1988 à 1989.

Jacques CEPPI part en Retraite le 7 novembre 1991... Pour poursuivre son activité syndicale au sein de la section syndicale des Retraités EDF-GDF du département de l'Ain, dont il devient le Secrétaire en 1992. Il sera remplacé par Jean François JULLIARD en 1998.

CHABARD Didier

Né le 24 avril 1964 à AUTUN (Saône et Loire) ; agent technique EDF-GDF ; syndicaliste CGT dans l'Ain, secrétaire général du syndicat ouvriers-employés CGT EGF Pays de l'Ain-Beaujolais (1999-2015), Secrétaire général de l'UL de Bourg en Bresse de 2020 à 2024.



Né d'un père cheminot et d'une maman sans profession. Après une scolarité à Dole puis à Besançon, Didier CHABARD entame des études de dessinateur Industriel en 1983 puis, obtient un BEP de Génie Civil et un CAP Construction Bâtiments et travaux Publics en 1985.

Il fait ses premiers pas officiels dans la « grande maison EDF-GDF » le 1er mars 1988 et intègre le bureau de dessin du STE (Service Technique Electricité).

Adhérent à la CGT le 1er mars 1989, il prend rapidement quelques responsabilités syndicales.

En 1991, premier engagement militant : Didier devient collecteur pour les adhérents de la Division Etudes Travaux du STE.

Le 21 novembre 1991 Didier est pour la première fois candidat sur les listes CGT lors des Elections de représentativités.

Il est élu à la CE du syndicat en 1994, puis au Bureau en 1996 et le 8 octobre 1999 il en devient le Secrétaire général. Il le restera jusqu'au 3 avril 2015.

Il exerce de nombreux mandats dans l'entreprise :

- **CHS-CT** : de 1994 à 1998 (local) et de novembre 2008 à novembre 2014 (mandat Régional. Il en fut le Secrétaire).
- **Comité Mixte à la Production** (organisme équivalent du Comités d'Entreprise, mis en place par l'article 33 du Statut National du Personnel des industries électriques et gazières).
- **Commission Secondaire du Personnel** (Commission paritaire ou sont traités tout ce qui concerne l'évolution de carrière des agents). **Didier en fut le Secrétaire** au niveau territorial **de 1996 à 2008** ; puis membre dans une nouvelle version régionale sur la Bourgogne de 2008 à 03.2014 et sur la Savoie de 2014 à 03.2020 avant de terminer sur un périmètre national de 04.2020 à 03.2024.

En 2008, suite à la mise en place des CE et CCE, c'est le début de ses pérégrinations Parisiennes qui dureront jusqu'à fin 2019.

SOURCES : Archives Syndicat CGT EGF Pays de l'Ain-Beaujolais — Renseignements fournis par l'intéressé.

MILIT'AIN - Dictionnaire biographique des militants CGT du département de l'AIN

Le 17 décembre 2007 se tient le premier Comité d'Établissement de l'USL-SR-RAB (Unité Support Logistique-Service Régional de Rhône Alpes Bourgogne). Didier en devient le Secrétaire.

Les spécificités statutaires disparaissant, Didier intègre les nouvelles structures de représentation syndicale et devient :

- Délégué du Personnel d'octobre 2008 à novembre 2017.
- Membre du Comité d'Entreprise de 2008 à fin 2019.
- Membre du Comité Central d'Entreprise de GRDF en tant que suppléant à partir de novembre 2008, avant de devenir titulaire de novembre 2014 à 2016.
- Représentant syndical de ce même CCE d'octobre 2016 à novembre 2019.

Didier s'est vu aussi confier un mandat régional par la fédération Mines-Energie :
Animateur du Secteur Distribution ENEDIS/GRDF RHÔNE ALPES/ BOURGOGNE de mars 2011 à juin 2017 à la suite de Stéphane BERGER.

Il assume également diverses responsabilités syndicales hors de l'entreprise et notamment dans les structures interprofessionnelles de la CGT :

Il est élu à la CE de l'UD de 1998 à 2001 et de nouveau depuis 2019.

Il s'investit à l'Union Locale de Bourg en Bresse, à partir de 1994 et en devient le Secrétaire général 2020 à 2024, après en avoir été l'adjoint de 12.2000 à 03.2015.

Didier est aussi Suppléant au Conseil Départemental 01 de l'URSSAF Rhône-Alpes depuis 2021 et membre de la CFC d'InDeCoSa CGT01 depuis le 24.10.2025

Depuis sa retraite, Didier est investi dans la section Retraités EDF-GDF dont il est membre de la CE et du Bureau de la section.

Et depuis 2024 il a été élu au Conseil d'Administration et au Bureau de l'IHS CGT AIN.

Toujours sportif, Didier participe aux entraînements et matchs de son club de handball.

CHANEL Claude

Né le 31 mars 1944 ; Employé au Trésor public ; syndicaliste CGT de l'Ain, secrétaire général du Trésor public (1971-2002), membre de la CE de l'UD de l'Ain et Président d'INDECOSA CGT AIN (1983-2017).



Né le 31 mars 1944 à Bourg en Bresse, il fit ses études au lycée Carriat et obtint son CAP d'aide-comptable en 1961 puis le brevet commercial. Après un bref passage à la Banque Régionale de l'Ain ; Claude CHANEL fut embauché comme auxiliaire à la Trésorerie générale de l'Ain en septembre 1961. Suite à sa réussite au concours d'agent de recouvrement du Trésor il fut embauché à Annemasse en novembre 1962 avant de revenir dans l'Ain à Villereversure en 1965.

En 1967 Claude épousa Josette, vendeuse aux « Dames de France » à Bourg en Bresse ; qui en 1968 adhère à la CGT pendant les grèves et est élue Secrétaire de son syndicat. C'est Claude qui le soir rédigeait les tracts !

En 1970, à la naissance de leur premier enfant, Josette arrêta son travail et donc son engagement syndical. Claude, en manque de rédaction de tracts, adhéra au syndicat départemental CGT du Trésor. Il en devint rapidement le Secrétaire. Puis, son engagement l'amena à diriger la section départementale de l'UGFF (Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires) à partir de 1973.

En décembre 1982, la CE de l'UD (dont il était membre) décida la création d'**INDECOSA** (Association pour l'**IN**formation et la **DE**fense des **CO**nsommateurs **Salariés** CGT) .

Le 11 janvier 1983 l'assemblée générale constitutive élit Claude CHANEL Président d'INDECOSA CGT AIN.

Dans ce cadre, Claude, lui-même logé dans un appartement de Bourg-Habitat, agit efficacement pour la défense des locataires des HLM (surtout à partir de 2003), jusqu'à porter en tête les listes INDECOSA lors des élections des représentants des locataires chez les bailleurs publics.

Claude donna toutes les dimensions de sa ténacité et de ses compétences dans l'affaire du câble dans les années 1990 : Bourg-Habitat, avec l'aval de la municipalité de l'époque, avait fait installer un câble destiné à la réception de la télé dans les HLM de la ville. Accompagnés par INDECOSA, des locataires ont refusé de payer une redevance pour un service qu'ils n'avaient pas demandé. Plus d'une centaine de locataires a tenu et gagné au tribunal, ancrant ainsi fortement l'INDECOSA dans le camp des vrais défenseurs des locataires. C'est Claude CHANEL qui, le premier en France, a su vraiment imposer INDECOSA aux élections de locataires.

En décembre 2002 Claude partit en congé de fin d'activité avant sa mise en retraite en 2004. Il continua son activité de Président d'INDECOSA jusqu'en 2017.

Claude CHANEL est décédé le 23 août 2019.

SOURCES : Interview IHS CGT AIN 8 novembre 2018

CHENE Rambert

Né le 13 juin 1947 ; ouvrier chez Berliet-Renault ; militant syndical du syndicat CGT de son entreprise, il en est le secrétaire de 1980 à 1983 ; trésorier du CE de 1970 à 1976, membre du CHSCT ; Il est élu au conseil des prud'hommes de Bourg en Bresse de 1992 à 2002 et en assure la présidence 3 années.



Rambert Chêne est né le 13 juin 1945 à Saint-Martin du Mont dans l'Ain. Sa mère tient le café du village. Après son passage à l'école communale, il obtient un CAP de tourneur au lycée Carriat de Bourg en Bresse. Il entre dans une petite entreprise de mécanique à Pont-d'Ain, puis tente sa chance dans un emploi dans la Suisse voisine jusqu'à son départ au service militaire qu'il effectue en 1964-65, dans les parachutistes. Il rejoint l'Afrique ce qu'il lui fait visiter BRAZAVILLE au Congo, BOUAR en République Centre Africaine et FORT LAMY au Tchad. Libéré, il entre en 1966 chez Berliet, usine encore toute neuve. Il y fera toute sa carrière comme monteur, devenant un spécialiste du montage des roues (à la planche), poste redouté pour sa démolition du dos de l'opérateur...

Dès son embauche, il adhère à la CGT, et très vite est arrivé mai 68 : pendant 4 semaines pratiquement sans rentrer chez lui, l'occupation de l'usine l'embarque dans le militantisme : il est chargé de l'intendance, organiser en particulier les repas et le couchage des « occupants ». Ce jeune de 23 ans révèle ses grandes qualités d'organisateur en même temps que ses convictions très fortes de solidarité.

En 1969, Rambert est élu comme suppléant au Comité, où il s'occupera des sports et loisirs, et aussi de la formation. C'est la confirmation d'une vie d'engagement CGT pour toute sa carrière. Défendre les travailleurs, avec la spécialisation du suivi des salaires et du pouvoir d'achat, attentif aux conditions de travail sur les lignes de montage il est de toutes les luttes, les plus longues, les plus dures... Elu délégué du personnel et du Comité dont il devient trésorier, il reste toujours un homme de terrain, toujours « en charge » sur son poste de monteur. Il est également élu au comité hygiène et sécurité. Bébert, comme l'appellent tous les travailleurs, est un des piliers de la longue lutte des monteuses pour que leur qualification soit reconnue et que les O.S. (ouvrier spécialisé) deviennent P1 (professionnel 1er niveau). Ce sont des centaines d'ouvriers qui voient la progression de leur qualification et, un peu, de leur salaire. En 1977, le passage de Berliet dans le Groupe Renault marque une intensification des luttes pour obtenir l'alignement des statuts des deux entreprises.

Il est trésorier du CE de 1970 à 1976 et secrétaire du Syndicat de 1980 à 1983 et ensuite secrétaire à l'organisation jusqu'en 1997. Rambert a un mandat syndical sans interruption de 1969 à 2000.

Il est élu au conseil des prud'hommes de Bourg en Bresse durant 2 mandats de 1992 à 2002 dont il assure la présidence 3 années.

Il part en pré-retraite en 2001 après 35 ans d'ancienneté dans « la boîte », 35 cartes CGT en tant qu'actif, et 35 années de militantisme...

Par ailleurs, Rambert, marié en 1969 avec Chantal, reste fidèle à son village, s'y engageant fortement, en particulier chez les pompiers. Licencié au club de football dès l'âge de 15 ans, puis dirigeant, il est aussi un grand coureur à pied. La longue distance (100 km), est sa passion, qu'il effectue avec des copains de l'usine. Il reste fidèle au syndicat de l'usine en ayant rejoint la section des retraités (ce qui fait, en 2022, 56 ans de CGT).

CHEVAUCHET Sonia

Né le 6 décembre 1960 à Oyonnax ; Infirmière au centre hospitalier du Haut-Bugey ; syndicaliste CGT depuis février 1990 et militante du PCF dans l'Ain.



Issue d'une famille de résistants, de militants communistes, avec un oncle qui en 1936 fut Secrétaire de l'UL CGT d'Oyonnax.

Sonia CHEVAUCHET a effectué une partie de sa scolarité à Oyonnax et ces études secondaires en pension à BOURG EN BRESSE, avant de s'engager dans des études d'infirmière à Oyonnax de 1992 à 1995.

Une fois diplômée, elle exerce à REGINA établissement du Plateau d'Hauteville avant d'être licenciée fin 2002. Par la suite, elle intégrera le CENTRE HOSPITALIER DU HAUT BUGEY comme infirmière à l'EHPAD de NANTUA.

Sonia intégrera le syndicat du CH HAUT BUGEY avec un détachement à temps partiel au syndicat. Elle retournera étudier à Lyon pour passer un DU SOINS PALLIATIF qui lui a permis d'intégrer l'équipe soins palliatif du CH Haut Bugey.

Sonia prendra plus de responsabilité au niveau syndical, elle deviendra secrétaire générale dans son syndicat à partir de 2014. En parallèle, elle s'investira également dans sa branche professionnelle puisqu'elle sera élue le 8 octobre 2008 au congrès de l'Union Syndicale Départementale comme secrétaire générale où elle fera 4 mandats.

Sonia a toujours défendu l'hôpital Public, en participant et animant des débats publics sur la santé.

Sonia s'est aussi engagée dans le secteur interprofessionnel, en premier lieu, à l'Union Locale CGT d'Oyonnax. Ensuite Sonia a rejoint la commission exécutive de l'Union Départementale CGT à compter de 2007 et puis elle est devenue membre de son bureau à partir de 2010.

Militante dans l'âme elle s'est investie au sein de la CGT

Membre du Parti Communiste, elle a siégé à plusieurs reprises en tant qu'élue de l'opposition au sein du conseil municipal d'Oyonnax, notamment de 2008 à 2014. Après une pause, elle avait rejoint la liste menée par Pascal Baudet lors des élections municipales en mars 2020 et élue jusqu'en 2024.

Sonia CHEVAUCHET est décédée le 18 juin 2024.

CHIRICONI Jean

Né le 2 juillet 1906 à Monte-Carlo (Toscane, Italie) ; employé de bureau ; syndicaliste CGT puis Force ouvrière (FO) de l'Ain ; Secrétaire général de l'Union départementale CGT puis FO; militant SFIO.

Secrétaire général de l'Union départementale, Jean CHIRICONI vota, au nom de très nombreux syndicats, contre le rapport d'activités présenté par la direction sortante de la CGT lors du congrès confédéral qui eut lieu du 8 au 12 avril 1946 au Parc des expositions à Paris. Il en fit de même ou il s'abstint lors du scrutin concernant la résolution générale.

Jean CHIRICONI, secrétaire du syndicat CGT du Bâtiment d'Ambérieu, fut élu, les 21 et 22 juillet 1945, secrétaire général de l'Union départementale CGT de l'Ain. Très charismatique, il fut alors préféré à Henri MADRAT, élu le 29 octobre 1944.

Jean CHIRICONI vota, au nom de très nombreux syndicats, contre le rapport d'activités présenté par la direction sortante de la CGT lors du congrès confédéral qui eut lieu du 8 au 12 avril 1946 au Parc des expositions à Paris. Il en fit de même ou il s'abstint lors du scrutin concernant la résolution générale.

Il fut reconduit à la tête de cette UD au cours du congrès du 1er décembre 1946.

Lors de la réunion du comité confédéral national des 12 et 13 novembre 1947, il soutint, au nom de son union départementale, le texte de la minorité présenté par Léon Jouhaux, refusant "...de souscrire à une décision qui, en faisant dépendre l'activité syndicale d'autres assemblées que les assemblées régulières, risque de briser l'unité ouvrière".

En attendant que l'Union départementale de l'Ain fasse son choix entre soit, rester à la CGT soit rejoindre Force Ouvrière, la direction provisoire de la nouvelle confédération désigna Jacques FAVIER comme responsable de Force Ouvrière pour ce département.

Le 23 décembre 1947, cette union départementale opta majoritairement pour Force Ouvrière. CHIRICONI, alors employé au service de l'apprentissage de la chambre des métiers, devint ainsi le premier secrétaire général de l'UD FO.

CHUITEL Georges

Né vers 1920 ; ouvrier du textile, puis électricien EDF ; membre du bureau de la fédération CGT de l'Énergie (1963-1969) ; membre du secrétariat de la fédération communiste du Rhône (1956-1957).



Engagé dans les FTP, Georges CHUITEL fut un des premiers combattants à entrer dans Lyon libéré. Il adhéra au Parti communiste en septembre 1944, à la caserne de la Part-Dieu de Lyon (Rhône). Il déclara, en 1982, avoir été sanctionné : « rétrogradation à la base, refus de la conférence à mon exclusion demandée par Marty, lié aux problèmes des armes détenues par Résistants » ; l'allusion à André Marty* situerait cet épisode vers 1946, à un moment où Marty avait le contrôle politique de la commission des cadres.

De retour à la vie professionnelle, Georges CHUITEL assumait ses premières responsabilités syndicales dans les manufactures du textile de l'agglomération de Villefranche-sur-Saône (Rhône). Élu délégué de son entreprise, il devint rapidement secrétaire du syndicat textile de

Villefranche de 1948 à 1949, jusqu'à son licenciement. Dirigeant communiste de Villefranche-sur-Saône, il milita à l'UJRF en 1946-1948, fut secrétaire du cercle Arnas et membre du comité départemental. Il entra au bureau fédéral communiste en mai 1954 et au secrétariat fédéral en juin 1956, Jean Cagne* étant le premier secrétaire. Son nom disparut du secrétariat dès l'année suivante, mais il resta au bureau fédéral.

Il avait suivi une école centrale de quatre mois en 1957. Chargé du travail paysan en 1959, il quitta le bureau fédéral pour le comité fédéral en 1962.

Entré à EDF en 1949, Georges CHUITEL travailla par la suite à l'usine à gaz de Villefranche-sur-Saône. Il prit rapidement la tête du syndicat CGT de Lyon. Lors du XXII^e congrès de la Fédération CGT de l'Énergie, (Gennevilliers, mars 1963), il fut élu au bureau fédéral et réélu au congrès suivant. Il quitta le comité fédéral communiste en 1964 en raison de ses fonctions à la Fédération CGT de l'Énergie.

Le Parti communiste l'avait présenté comme candidat aux élections législatives, cantonales et municipales, dans la période 1950-1958, dans la circonscription de Villefranche, ainsi qu'aux élections législatives de 1958.

Georges CHUITEL fut mis en inactivité en décembre 1979. Installé dans le département de l'Ain, militant de la section d'Izernore, il siégea au comité fédéral de 1982 à 1990, puis démissionna en cours de mandat.

Marié avec Éliane Andrée, femme au foyer, adhérente du PCF en 1953, il eut cinq enfants.

CLAIR Roger

Né en 1923; Ouvrier métallurgiste à l'entreprise Morgon; militant CGT et mutualiste ; Secrétaire de l'UD de l'Ain ; administrateur de La Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain.



Roger CLERC fut en début de vie professionnelle ouvrier agricole, et apprit le métier de forgeron.

Il participa activement à la Résistance au sein du 1^{er} Bataillon des Francs-Tireurs et Partisans (FTP), et au cours d'une opération il fut grièvement blessé. Sa participation aux combats de la résistance l'ouvrit beaucoup à l'internationalisme en particulier en favorisant les liens avec l'Allemagne d'après-guerre, tenant à faire la différence entre le peuple allemand et les nazis, ce qui était rare à l'époque.

On va retrouver Roger comme militant actif pour la Paix en Indochine et il fut un des premiers militants à débrayer pour la paix en Algérie...

Il travailla dans la métallurgie, à l'entreprise Morgon (Euro-Tungstène) où il fut toujours un militant actif au sein du Syndicat CGT dont il fut, au départ de Charles REMOND, le Secrétaire Général. Son engagement militant s'attacha avec une attention particulière aux conditions de travail et à la prévention des accidents et de la maladie...

Il élargit son engagement à l'interprofessionnel en devenant Secrétaire de l'Union locale CGT de Bourg en Bresse. Egalement élu au Comité exécutif de l'Union départementale CGT de l'Ain de 1958 à son décès en 1979, il en fut le secrétaire à l'organisation de 1960 à 1970.

Il fut également Administrateur CGT à la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain et un des dirigeants de la Mutualité Ouvrière et Familiale de l'Ain (MOFA), dont il fut à l'origine et œuvra à son développement jusqu'à son décès.

Il fut aussi Président de la MOFA et Directeur de l'Union des Mutuelles de travailleurs de l'Ain.

Il était marié à Suzanne et père de famille.

Roger CLAIR est décédé le 24 juin 1979 à l'âge de 56 ans.

COCHET Didier

Né le 12 avril 1965 à Bourg en Bresse, technicien traitement du lait chez BRESSOR site de Servas, syndicaliste, secrétaire du syndicat depuis 2005.



Après 51 emplois dans autant d'entreprises (!), Didier COCHET est embauché chez BRESSOR (Ex BRESSE-BLEU), le 5 juillet 1992 comme technicien traitement du lait.

Il devient membre du CHSCT en 1996 et assume le mandat jusqu'en 2016.

Il est élu délégué du Personnel en 2002 et le restera jusqu'en 2010.

Il adhère à la CGT en 2005 et est élu Secrétaire du syndicat, devient en même temps délégué syndical (mandat qu'il occupe jusqu'en 2010). Il en est aussi le Trésorier.

Il est membre de la CE de l'Union Locale de Bourg en Bresse depuis le congrès de décembre 2012.

Il a participé activement à 3 mouvements de grève :

- Un jour en septembre 1996 pour la reconnaissance du travail au travers de la mise en place d'une grille de classifications.
- Trois jours en février 1999 pour le respect des salariés par l'arrêt des brimades de 2 responsables de service (Ils seront mis à l'écart puis licenciés).
- Trois jours en novembre 2021 : Une douzaine de revendications satisfaites dont 10 embauches.

Didier COCHET est aussi administrateur de la MSA depuis 2010, membre du CA d'INDECOSA CGT 01 puis du bureau depuis l'été 2021. Didier a également été Président de l'Amicale des Donneurs de sang Bénévoles de Dompierre-Lent-Servas de 2013 à 2021.

COLLET Henri

Né le 7 juin 1902 à Montanges (Ain), mort le 27 août 1976 à Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie) ; cheminot ; militant communiste et syndicaliste CGTU puis CGT de l'Ain.

Henri Collet fut, au cours des années 1930, un militant de premier plan dans la région de Bellegarde-sur-Valserine (Ain). Adhérent au PC en 1927, il en fut un membre fidèle pendant la période difficile qui précéda le Front populaire.

Secrétaire du syndicat unitaire des cheminots de Bellegarde avant la réunification syndicale de 1935-1936, Collet devint secrétaire du syndicat réunié et conserva ce poste jusqu'à la guerre de 1939. À la réunification, le syndicat comptait quelque 180 membres ex-unitaires et 70 ex-confédérés.

Collet fut délégué à la commission exécutive de l'Union régionale des syndicats Ain-Jura (remplacée par la suite par l'UD de l'Ain).

Il fut aussi secrétaire général de l'Union locale des syndicats de Bellegarde de 1936 à 1939. Pendant tout ce temps, Collet continua son activité dans le parti dont il resta membre jusqu'à sa mort.

CORNIC Eric

Né le 18 octobre 1961 à Bourg en Bresse, technicien de maintenance en agro-alimentaire ; syndicaliste CGT dans l'Ain.



Eric CORNIC est né à Sainte Adresse (76) le 18 octobre 1961. Il a suivi sa scolarité en Bretagne.

Il arrive à Bourg En Bresse en 1995, et y travaille en tant que technicien de maintenance en agro-alimentaire jusqu'à son départ en retraite en 2022.

Il rejoint la CGT peu de temps après. Rapidement, il s'intègre à l'équipe d'organisation de l'UD, devenant un des rouages indispensables de cette dernière. Officieusement désigné comme responsable de la sono du camion CGT, il effectuait cette tâche pourtant délicate, sans jamais rechigner, et avec grand plaisir.

En parallèle, il est devenu administrateur de l'INDECOSA CGT de l'Ain et membre du bureau en juin 2022 où il occupait la fonction de Secrétaire. Il venait de renouveler son engagement lors de la dernière assemblée générale en octobre 2025.

Eric nous a rappelé ce qu'est la CGT : des femmes et des hommes qui, sans chercher les honneurs, mettent leurs mains, leur temps, leur cœur au service du collectif.

Suite à des problèmes de santé, il est décédé prématurément à 64 ans.

Nous garderons de lui le souvenir d'un camarade toujours disponible, motivé et d'une très grande gentillesse.

COTTON Jean Pierre

Né en 1945 ; enseignant ; syndicaliste CGT de l'Ain, animé par un grand humanisme et de profonds sentiments laïques, Jean Pierre était, tout à la fois salarié et citoyen, militant enseignant, militant politique, militant associatif...



Secrétaire du SDEN (Syndicat Départemental de l'Education Nationale) de l'Ain pendant de nombreuses années, il a œuvré sans relâche pour la syndicalisation et l'audience de la CGT parmi les enseignants.

Fervent défenseur d'un syndicalisme interprofessionnel, soucieux d'appréhender la réalité des salariés des autres secteurs d'activité, il participait à toutes les initiatives de la CGT dans le département, et était de toutes les mobilisations.

Membre de la commission Exécutive et du Bureau de l'Union Départementale CGT de l'Ain pendant plusieurs années, ses interventions étaient remarquées, son analyse et son argumentation appréciées.

Doté d'une grande capacité de travail, Jean-pierre impressionnait tous ceux qui le côtoyaient.

Pédagogue, il a contribué à l'effort de formation syndicale, et animé de nombreux stages et journées d'étude avec l'UD CGT de l'Ain.

Il a été un de ceux qui ont su faire converger les inquiétudes légitimes pour l'avenir de la planète au travers des enjeux environnementaux et le syndicalisme. C'est cette rencontre qui s'est matérialisée par sa participation à la délégation confédérale au Grenelle de l'environnement en 2007 dans le cadre de la délégation confédérale de la CGT.

Jean-Pierre COTTON, c'est aussi celui qui a créé l'association pour la transparence dans le traitement des déchets (ATTD). Avec cette association il a mené ardemment la lutte contre la création d'un incinérateur d'ordures ménagères dans la partie ouest du département de l'Ain. Nul doute que cette association a aidé les élus à abandonner l'incinération au profit de la méthanisation beaucoup moins polluante.

Jean-Pierre, c'était aussi un homme fier de son terroir, de son Revermont. C'est grâce à lui que **musée du Revermont** voit le jour en 1986. A ce musée est associé rapidement **un verger-potager conservatoire** des variétés locales et/ou anciennes. La même année il crée **le marché des fruits d'automne**. Dans la foulée il crée le **sentier ethnobotanique** des anciennes vignes entre Treffort et Cuisiat.

Il avait été sollicité en 2007 pour intégrer l'équipe municipale de Treffort Cuisiat, mais déjà souffrant à ce moment-là, il avait dû décliner l'offre à regret.

Jean Pierre est décédé fin mai 2008 d'un cancer foudroyant.

CURNILLON

Militant de Bourg-en-Bresse (Ain), Curnillon appartient au comité exécutif de l'intersyndicale de l'Énergie industrielle, créée en juillet 1936.

SOURCE : Note de R. Gaudy.

DERREPIERRE Marius

Né le 5 avril 1889 à Oyonnax (Ain).

Le 16 novembre 1913, Derrepierre fut élu secrétaire adjoint de l'UD des syndicats de l'Ain — voir Jarnet Paul*.

Après la Première Guerre mondiale, secrétaire de la Bourse du Travail d'Oyonnax (créée en 1919), il continua à militer dans l'UD, dont il devint, également en 1919, le secrétaire. **Il perdit ce poste quand, en août 1919, le siège de l'UD fut transféré à Bourg-en-Bresse (Ain), et Claude Marlot le remplaça.**

Ayant apparemment pris position pour la IIe Internationale, il fut écarté des responsabilités après les scissions socialiste et syndicale.

Son épouse mourut le 9 mars 1949 à Oyonnax.

DESVIGNES Guy

Né le 3 janvier 1951 à Bourg en Bresse, Cheminot à la gare de Bourg en Bresse; syndicaliste CGT dans l'Ain.



Guy DESVIGNES est une figure incontournable du syndicat CGT des cheminots de Bourg durant toute sa carrière d'actif, en particulier au service exploitation.

La gare de Bourg, les postes d'aiguillage, c'était son domaine, c'est là qu'il passait une grande partie de sa vie, de son temps. Il travaillait pourtant en 3x8, mais les jours de repos il était présent en gare à 7h00 du matin à glaner une info par ci, une info par-là.

Guy a été de tous les combats de toutes les manifs, à Bourg, Ambérieu, Chambéry.

A partir de 1983 il a été délégué du personnel à l'exploitation et, avec d'autres camarades, ils ont essayé d'utiliser au mieux les nouveaux droits pour les cheminots, les nouvelles instances.

Guy a également été élu Délégué du Personnel jusqu'à la fin de sa carrière.

Dans la même période il fut membre du CHS/CT, le plus souvent comme Secrétaire.

Cheminot avant tout, Guy n'oubliait pas l'interpro. Il a fait partie de l'équipe au milieu des années 80 qui, autour d'Alain JURY, a contribué avec d'autres camarades à faire redémarrer l'Union Locale CGT de Bourg en Bresse.

Par la suite, il a exercé plusieurs mandats de conseiller aux salariés.

Guy a également eu un engagement politique pendant de longues années à la cellule Pierre Sémard du PCF.

Et puis la retraite arrivée, il est toujours resté fidèle à la CGT en prolongeant son engagement à la section des retraités des Cheminots CGT de Bourg.

Guy DESVIGNES est décédé le 16 janvier 2026 ; ses Camarades Patricia MEDEVIELLE et Michel DESMARIS lui ont rendu hommage lors de ses funérailles.

SOURCES : Hommage de Patricia MEDEVIELLE et Michel DESMARIS lors des funérailles de GUY.

FOESSEL Guy

Né le 17 septembre 1950 à Lons le Saunier (Jura) ; Electricien ; syndicaliste CGT dans l'Ain ; membre de la CE de l'UD de l'Ain (1978-1991) et Secrétaire général de l'Union Locale de Belley (1977-1991) ; conseiller prud'hommes à Belley.



Fils d'un père métallurgiste, militant CGT, il habite Miribel (Ain) pendant toute son enfance.

C'est dans cette ville qu'il suit sa scolarité en primaire et secondaire jusqu'à l'obtention du CAP d'électricien en 1969 à Lyon et débute sa carrière professionnelle à Villeurbanne en 1969.

Il adhère à la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) dès ses 15 ans.

Après son service militaire en 1971, il travaille dans différentes entreprises à Lyon, puis Miribel et enfin Belley.

Il s'y marie avec Geneviève en 1974 et ont 3 enfants.

Il est embauché en 1975 Entreprise d'électricité générale ATME Deschamps, et y travaille jusqu'à sa retraite en 2010.

Guy adhère à la CGT en 1975 « par l'entremise » d'André Calandre secrétaire de l'UL. Il crée un syndicat interentreprises du bâtiment à Belley regroupant 7 entreprises artisanales. Il milite à l'USC (Union Syndicale de la Construction) de 1979 à 1991. Guy a toujours travaillé dans des entreprises artisanales ou TPE.

Il milite aussi à l'Union Locale CGT de Belley depuis 1975 et en devient le Secrétaire en 1977. Jusqu'en 1991.

Pendant ces mandats, il prend une part active à divers conflits dans différentes entreprises : PINGON, CEFILAC, LE TANNEUR....

Guy est conseiller prud'hommes à Belley de 1979 à 1991.

Il est aussi membre de la CE de l'UD de l'Ain de 1978 à 1991.

Il représente la CGT au conseil d'administration du CFA BTP AIN et participe aux commissions paritaires départementales avec JP BOUILLOUX et Jo CARMINATI.

Depuis 2013 il est secrétaire du syndicat territorial des retraités CGT de Belley.

Militant humaniste, Guy s'investit dans le réseau solidaire du Secours Populaire Français dans les années 1990. Il devient Secrétaire du comité local de Belley en 2011, en même temps qu'il entre au comité départemental de l'Ain puis au secrétariat de la fédération

Adhèrent au Parti communiste Français depuis 1985, il a été élu au conseil municipal de Belley de 1983 à 1989.

Adhèrent à l'IHS CGT AIN depuis sa création en 2012, il fait partie du conseil d'administration depuis l'assemblée générale du 29 septembre 2016.

FONQUERNIE Jean-Michel

Né le 26 septembre 1937 à Montluçon (Allier) ; cadre EDF ; syndicaliste CGT de l'Ain puis de Haute-Savoie, secrétaire national du GNC (1977-1987), membre du bureau de la Fédération CGT de l'Énergie (1979-1986) ; militant communiste jusqu'en 1999.



Le père de Jean-Michel Fonquernie était cadre, « issu du rang » comme le précise son fils. Sa mère était sans profession. Jean-Michel Fonquernie suivit les cours de l'école Bréguet, aujourd'hui École supérieure d'ingénieurs en électrotechnique et électronique (ESIEE) où il obtint le diplôme d'ingénieur. Au cours de ses études, il logea à Paris chez un oncle et une tante qui influencèrent ses engagements ultérieurs.

Il fut embauché en 1963 en qualité de jeune cadre technique au service des études et travaux du Centre de Bourg-en-Bresse (Ain). Il devint ensuite chef adjoint de subdivision puis cadre technique au centre Annecy (Savoie).

Adhérent à la CGT à partir de 1964, Jean-Michel Fonquernie milita au sein du Groupement national des cadres. Entre 1970 et 1977, il fut membre du bureau du syndicat GNC d'Annecy, et secrétaire général adjoint du syndicat d'Annecy de 1972 à 1977, comme responsable de l'activité parmi les cadres. À Annecy, il siégea en commission secondaire et en comité mixte à la production.

Entre 1974 et 1977, il fut responsable régional du GNC, membre de son bureau national, avant d'intégrer le secrétariat national à l'occasion du XIIIe congrès national du GNC. Il fut secrétaire national du GNC jusqu'au XVIe congrès (1987).

Parallèlement, Jean-Michel Fonquernie fut élu au bureau de la Fédération CGT de l'Énergie à l'occasion de son XXVIIe congrès (Le Touquet, juin 1979), comme responsable de l'activité parmi les ingénieurs, cadres, techniciens et maîtrises, aux côtés notamment de Jean Morillon*. Il fut reconduit jusqu'au XXIXe congrès (Mulhouse, février 1986) et quitta alors son mandat fédéral pour assumer des responsabilités au sein de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT), au secteur des libertés et international.

Lors du XXXe congrès de la Fédération de l'Énergie (Caen, juin 1989), il fut désigné comme chargé de mission auprès du secrétariat fédéral. Jean-Michel Fonquernie représenta la Fédération CGT au sein de la commission nationale de la distribution, au conseil national consultatif des comités mixtes à la production et au sein de la sous-commission « classement-avancement » de la Commission supérieure nationale du personnel d'EDF-GDF (CSNP).

Adhérent du Parti communiste à partir de 1972, il exerça diverses responsabilités (secrétaire de cellule, responsable de section, membre du comité fédéral) dans l'Ain, en Haute-Savoie puis à Paris. Entre 1986 et 1993, il fut collaborateur du secteur sciences et technologies du comité central du PCF. En 1999, il quitta le Parti communiste pour exprimer son désaccord avec la décision de privatisation d'Air France, conduite par le ministre des Transports Jean-Claude Gaysot*, et avec la politique du gouvernement Jospin dans le domaine de l'énergie.

Membre de l'association Ain Alzheimer, Jean-Michel Fonquernie fut membre de son bureau puis vice président et il en assure la présidence depuis 2005.

Veuf, père d'un enfant, Jean-Michel Fonquernie se remaria avec Cécile Robaczek, sans profession, mère de deux fils, qui fut membre du Parti communiste.

Jean-Michel Fonquernie est décédé le 20 septembre 2018.

SOURCES : Force militant, n°359, juin 1986. — R. Gaudy, Les porteurs d'énergie, tomes 1 et 2, Paris, Le Temps des cerises, 2009. — Renseignements fournis par l'intéressé (juillet 2010).

GAILLARD Gérard

Né en 1952 ; agent technique EDF ; syndicaliste CGT de l'Ain, secrétaire général du syndicat des cadres et agents de maîtrise CGT d'EDF GDF de Bourg en Bresse (1987-1996), membre du Bureau de l'UD de l'Ain (1986-1996).



Enfant de Saint Gervais né d'un père montagnard chevronné et agent EDF, Gérard GAILLARD entre à l'Ecole Nationale des Métiers EDF de La Pérolrière en 1968. A sa sortie de l'école il est affecté au centre de distribution EDF-GDF de Bourg en Bresse comme agent technique. Adhérent à la CGT dès sa titularisation, il prend rapidement des responsabilités syndicales au sein du GNC (Groupement National des Cadres CGT). Il succède à Jean François JULLIARD comme secrétaire général du syndicat. Secrétaire du Comité Mixte à la Production de **1986 à 1996**, il siège également en commission Secondaire du Personnel.

Parallèlement Gérard GAILLARD s'investit à l'Union Départementale CGT dont il a été membre du Bureau durant de nombreuses années.

Très attaché à son travail « d'homme au service des hommes », il avait souhaité y retourner après les années de détachement et avait repris ses fonctions de technicien exploitation en **1996**.

Il s'investit alors dans le club sportif des électriciens et gaziers l'ASEGF, notamment dans la section « Ski et rando » dont il devient un des animateurs.

Passionné de montagne, il meurt le 12 août 1999 avec sa compagne, victime d'une chute mortelle sur un glacier de la Vanoise.

GALANTUS Henri

Né le 15 décembre 1869 à Paris ; ouvrier ferblantier ; secrétaire de la Fédération CGT de la Métallurgie ; secrétaire de l'Union régionale CGT Ain-Jura de 1922 à 1928.

Syndicaliste, Henri GALANTUS appartient, dès 1894, au conseil d'administration du syndicat parisien des ouvriers ferblantiers. Trois ans plus tard, il était trésorier du comité CGT de la Grève générale et, en 1898, à vingt-neuf ans, il était un des secrétaires de la Fédération de la Métallurgie. Il appartenait également à la commission administrative de la Bourse du Travail de Paris et à la commission exécutive de l'Union des syndicats de la Seine.

Durant une dizaine d'années, GALANTUS eut une activité très grande sur le plan national. Il sillonna la France, se rendant particulièrement dans l'Ouest, le Nord, le Centre, l'Est, multipliant les conférences et développant les thèmes traditionnels du mouvement ouvrier : dénonciation de l'exploitation capitaliste, nécessité de la constitution de syndicats ; aussi les thèmes d'époque. Chaque année, durant cette période, il assista au congrès de la CGT et c'est ainsi qu'il fut présent du IXe congrès national corporatif — 3e de la CGT — Toulouse, septembre 1897, au XVIIe — 11e de la CGT — Toulouse, octobre 1910. En juin 1901, il s'était rendu au Danemark au congrès international de la Métallurgie.

En 1909, GALANTUS donnait sa démission de secrétaire de la Fédération de la Métallurgie. Deux ans plus tard, fin mai, il venait se fixer à Bourges où il exerçait, en 1913, les fonctions de secrétaire adjoint de la Bourse du Travail de Bourges et de l'Union des syndicats du Cher.

Vers la fin de la guerre, GALANTUS était secrétaire de l'Union départementale des syndicats ouvriers du Jura. **Il remplaça Arthur DANREZ* à la tête de l'UD-CGT du Jura, puis assura le secrétariat de l'Union régionale CGT Ain-Jura-Doubs** ; cette UR, créée au congrès du 4 juin 1922, pour pallier l'affaiblissement régional de la CGT à la suite de la formation de la CGTU, se réduisit bientôt à l'Ain et au Jura. Henri GALANTUS dirigea cette UR jusqu'à la fin décembre 1928.

Sa direction, peut-être à cause de son autorité, ne fut pas toujours sans nuages ; en 1925, GALANTUS démissionna du secrétariat de l'UR (novembre-décembre). Il accepta, le 28 décembre 1925, après intervention du Bureau confédéral de la CGT de reprendre sa fonction « sous réserve de certaines conditions qui seront soumises à l'approbation du Comité ».

H. GALANTUS était également un militant coopérateur (membre du conseil d'administration de « la Fraternelle » à Saint-Claude) et socialiste, il entra au comité de la Fédération socialiste du Jura. Il fut enfin, en mai 1925, élu conseiller municipal socialiste de Saint-Claude. Il démissionna de toutes ses fonctions locales et régionales fin décembre 1928, pour reprendre ses fonctions au secrétariat de la Fédération CGT des Métaux, le 15 janvier 1929 et devenir membre de la CA confédérale ; il y fut réélu le 19 septembre 1931.

En 1937, il collaborait à Syndicats, l'hebdomadaire syndical créé en octobre 1936, dont le rédacteur en chef était René Belin*.

Il fut nommé conseiller municipal du XIXe arr. de Paris en 1941 et maintenu jusqu'en 1944.

Henri GALANTUS est mort le 25 novembre 1949 à Paris.

SOURCES : MAITRON.

GALLAND Alphonse

Né en 1925 ; Ouvrier à la Tréfilerie-Câblerie de Bourg; militant CGT et mutualiste ; membre du Secrétariat de l'UD CGT de l'Ain de 1956 à 1976.



Militant CGT à l'Entreprise Tréfilerie-Câblerie de Bourg (qui a souvent changé de nom et qui en 2023 s'appelle ARCELORMITAL). Cette usine a marqué la ville de Bourg, tant par l'ancienneté de son implantation que par l'importance sociale qu'a pu jouer son syndicat CGT au niveau local et départemental.

Alphonse Galland était marié à Marie-Louise et le couple a eu trois enfants.

Alphonse, que ses camarades appelaient « *Phonse* », fut dans son entreprise secrétaire du Syndicat CGT, délégué du personnel et élu au Comité d'entreprise. Sur un plan plus large, il fut membre du Comité Exécutif de l'UD CGT de l'Ain de 1953 à son décès en 1978, et membre de son Secrétariat de 1956 à 1976,

Président de l'Union des Mutuelles de Travailleurs, Vice-président de la Mutuelle Ouvrière et Familiale de l'Ain, Administrateur de la Sécurité Sociale.

Toute sa vie fut donnée à l'activité syndicale et politique (il était membre du parti Communiste). Il fut, lors d'un conflit, licencié et l'action du syndicat et des travailleurs le fit réintégrer.

Il fut l'un des membres fondateurs de la Mutuelle ouvrière et familiale de l'Ain (MOFA) et son vice-président, en même temps que président de l'Union des Mutuelles de Travailleurs.

Orateur passionné, à la voix puissante, sa carrure en imposait, et sa force tranquille marqua l'U.D. de l'Ain pendant toute sa vie de militant.

Alphonse Galland est décédé le 11 août 1978 à l'âge de 53 ans.

GAUTHIER André

Né le 4 février 1919 à Bourg en Bresse (Ain); Employé PTT; militant CGT ; Secrétaire général du syndicat CGT des PTT de l'Ain (1955-1976) ; Trésorier de l'UD de l'Ain (1968-1982).



Entré à la Poste à l'âge de 13 ans comme télégraphiste, André GAUTHIER entre dans la Résistance en avril 1943 et participe aussitôt au transport et au parachutage d'armes. A l'établissement du Central Clandestin il en assure l'exploitation jusqu'à la libération. Il participe également à la protection du central téléphonique pendant la débâcle allemande et à l'occupation de la préfecture le 4 septembre 1944.

A la libération, André GAUTHIER a reconstitué le syndicat CGT des PTT de l'Ain après la scission de 1947 où Eugène VEREL est parti avec la caisse du syndicat, pour fonder FO.

Il prend part également à la mise en place de la première caisse de Sécurité Sociale dans le département.

Sollicité par Lucienne MAITREPIERRE, il prend en 1953 ses premières responsabilités syndicales et lui succède comme Secrétaire Départemental des PTT en 1955. Il le restera jusqu'en 1976.

Membre de la Commission Exécutive de l'Union Départementale de 1958 à 1982 et du Bureau jusqu'en 1976, son sens de l'organisation, son intégrité lui feront prendre en 1968 la charge la trésorerie, responsabilité qu'il occupera jusque en 1982.

André finira sa carrière à la Poste en 1979, comme contrôleur divisionnaire.

La retraite n'arrête pas ses activités syndicales. Le 11 janvier 1983 il participe à l'assemblée générale constitutive d'INDECOSA CGT AIN, dont Claude CHANEL est le premier Président.

Dans ce cadre, lui-même logé dans un appartement de Bourg-Habitat, il agit efficacement pour la défense des locataires des HLM et réussi à présenter des listes INDECOSA aux élections H.L.M. Il est mandaté par la C.G.T. comme Administrateur à l'OPAC ainsi qu'à l'office de H.L.M.

Auparavant le mandat d'Administrateur à l'URSSAF lui a déjà été confié.

Malgré toutes ses activités, André trouvait le temps de pratiquer son sport favori, le basket. Il a été joueur, dirigeant et entraîneur de l'ASPTT pendant de nombreuses années. Il est devenu arbitre officiel pendant plus de 20 ans, et à plus de 50 ans, il lui arrivait parfois de rechausser ses baskets pour rendre service aux copains.

Les œuvres sociales du département resteront marquées à jamais par lui., puisqu'avec son copain Paubel, il est membre fondateur de la Maison de Vacances de La Londe en 1958, Maison de vacances familiales qu'il a défendue tout au long de sa vie pour que tous les agents P.T.T puissent en profiter.

André a aussi été à l'origine de la création du restaurant administratif des PTT.

André GAUTHIER est décédé le 20 décembre 1993 à Viriat.

SOURCES : Archives UD CGT AIN

GAUTHIER Daniel

**Né le 1er septembre 1914 à Lons-le-Saunier (Jura) ;
syndicaliste de l'électricité et du gaz du Jura et de l'Ain.**

Enfant unique d'une mère ouvrière repasseuse dans une teinturerie et d'un père ouvrier boulanger, puis ouvrier d'usine et livreur d'épicerie, Daniel Gauthier vécut à Saint-Claude (Jura) de 1921 à août 1935, puis à Bourg-en-Bresse (Ain). Après avoir obtenu le certificat d'études primaires, il fut embauché à l'Union électrique le 3 novembre 1927, sans formation particulière. Il entra dans la petite formation syndicale CGT et aux Jeunesses socialistes (par la suite, il n'adhéra jamais à un parti). Après son service militaire (septembre 1935-août 1937), la direction accepta de le réintégrer, mais sans affectation d'office, au secteur de Bourg-en-Bresse dans un poste de début de carrière non défini. Il s'intégra dans l'équipe de direction du syndicat CGT qui réunissait la majorité du personnel des deux secteurs, Saint-Claude et Bourg. Les principaux dirigeants étaient alors Jean Bollard (1906-1972), Joannès Grivet, Gustave Monnet, Henri Monnet, Maurice Serre et Charles Benoît (Benoît, dessinateur, fut délégué de Bourg au XVe congrès de la Fédération CGT de l'Éclairage en juin 1937).

Mobilisé en août 1939, Daniel Gauthier revint à la vie civile fin juillet 1940. Il participa à la Résistance, s'opposant à la Charte du Travail et agissant en faveur de ses collègues prisonniers de guerre. En 1943, il entra dans un réseau et fut arrêté au cours d'une rafle le 10 juillet 1944. Ayant été dénoncés par la milice, Daniel Gauthier et Jean Bollard furent désignés comme otages, ils réussirent à s'évader d'une caserne de Bourg à la faveur des actions de harcèlement de la Résistance qui avaient semé la confusion dans les états-majors des occupants et de la milice. En septembre, Bourg fut libéré. Le syndicat, dont D. Gauthier restait l'un des responsables, occupa immédiatement les centres vitaux de la distribution d'électricité et de gaz afin d'éviter les tentatives de sabotage. Daniel Gauthier fut membre du secrétariat du syndicat CGT jusqu'à sa retraite en octobre 1973. En 1946-1948, après la nationalisation de l'électricité et du gaz, il participa activement à la mise en place des organismes d'EDF-GDF dans la région et prit des responsabilités dans plusieurs d'entre eux : il fut notamment trésorier (1948-1970) et vice-président (1970-1983) de la Caisse mutuelle complémentaire d'action sociale (CMCAS) de l'Ain. En octobre 1983, il fut tête de liste CGT aux élections pour la Sécurité sociale dans l'Ain et fut élu.

Sa femme Andr ea, née le 16 mars 1913 à Saint-Claude, d'origine ouvrière, fut ouvrière de la maroquinerie « Le Tanneur »   Bourg pendant environ quinze ans. Leurs trois filles, Monique, Yvette et Nicole étaient, en 1984, enseignantes.

Daniel Gauthier fut nommé chevalier de la Légion d'honneur par promotion du ministère des Affaires sociales au 1er janvier 1979. Début 1984, il vivait avec sa femme à Bourg-en-Bresse.

SOURCES : Renseignements fournis par l'intéressé. — Arch. Féd. CGT de l'énergie (ex-éclairage).

René Gaudy

GIRARD André

Né le 22 juillet 1929 à Macornay (Jura); Employé SNCF; militant CGT et communiste de l'Ain.



André Girard, employé en gare de Bourg-en-Bresse au bureau des expéditions de wagons du fret, fut un militant CGT très engagé chez les cheminots. Dès son arrivée en 1965, il s'emploie à dynamiser son syndicat, notamment par la création de sections par services.

Secrétaire à l'organisation de la section de Bourg depuis 1966, il est élu délégué du personnel en 1968.

Mai 1968 et de nombreuses luttes ont jalonné sa vie militante.

Durant de nombreuses années il participe aussi au Bureau du Secteur cheminots de Chambéry.

Et fut élu par les cheminots pour les représenter dans de nombreuses instances de l'entreprise.

Son engagement militant dépassa les frontières professionnelles pour s'engager dans le syndicalisme interprofessionnel. Membre de la CE de l'Union Départementale CGT de l'Ain de 1968 à 1982, Il fut longtemps en responsabilité dans les différentes structures de son UD.

Toute sa vie a été au service de la défense des travailleurs, sur le lieu de travail, mais aussi dans le monde si important de la protection sociale et de la mutualité. Très soucieux de ne pas rester en marge de mouvement mutualiste départemental, il a siégé plusieurs années au conseil d'administration de l'Union Départementale des Mutuelles de France dont il fut le Président.

Son départ à la retraite ne mit pas un frein à son inlassable activité : Il intègra aussitôt le Bureau de sa Section de Retaités.

Il fut aussi de ceux qui mirent sur pied l'Union Syndicale des retraités CGT de l'Ain dont il deviendra le premier responsable. Il y resta fidèle jusqu'au bout, malgré ses problèmes de santé.

Tout comme il sera présent dans les manifestation en compagnie de sa femme Luce.

Adhérent au PCF depuis 1961, il fut membre du bureau fédéral du PCF de l'Ain de 1966 à 1968.

André GIRARD est décédé le 18 janvier 2010.

GIRAUD Yvon

Né en 1940 ; agent technique EDF ; syndicaliste CGT du Rhône et de l'Ain, secrétaire général adjoint du syndicat ouvriers-employés CGT d'EDF GDF de Bourg en Bresse (1976-1986), Président de la CMCAS de Bourg en Bresse (1980-1986).



Né à Saint Fons (Rhône) le 19 janvier 1940, mais enfant de la « Calade » (Villefranche sur Saône) Yvon GIRAUD a été embauché au district EDF de Villefranche Urbain.

Adhérent à la CGT dès sa titularisation, il prend rapidement des responsabilités syndicales au sein de sa section syndicale dont il devient le Secrétaire. Il s'implique aussi dans le collectif de l'Union Locale CGT de Villefranche dont il est membre du Bureau.

Dans le même temps il est élu à la Commission Exécutive du syndicat ouvriers-employés CGT d'EDF GDF de Bourg en Bresse dont il est le Secrétaire général adjoint de 1976 à 1986.

Il siège plusieurs années au Comité Mixte à la Production du centre de distribution mixte d'EDF-GDF.

Elu Président de la CMCAS (Caisse Mutuelle Complémentaire et d'Action Sociale) de 1980 à 1986 ; Il sera remplacé par Jean François JULLIARD lors de sa mutation pour convenances personnelles dans la Région parisienne. C'est pendant ses mandatures que furent construites la maison familiale de La Platière et la salle Marcel PAUL à Ambérieu.

Très soucieux de ne pas rester en marge de mouvement mutualiste, il a favorisé les relations avec l'Union Départementale des Mutuelles de France dont il était membre du conseil d'administration et du Bureau.

Attaché à l'activité interprofessionnelle, Yvon GIRAUD s'est investi à l'Union Départementale CGT de l'Ain dont il a été membre du Bureau durant plusieurs années avec la responsabilité de la Commission Sociale.

Yvon GIRAUD est décédé le 21 novembre 2018.

GOIFFON Maurice



Né le 04 août 1936 à Ambérieu en Bugey (Ain); Conducteur de train à la SNCF; militant CGT.

Pour Maurice GOIFFON, devenir conducteur de train était un rêve d'enfant. Ambarrois de naissance, son père Georges avait été nommé avant lui mécanicien de machine à vapeur au dépôt d'Ambérieu-en-Bugey. Son fils Thierry suivra la même « voie ».

À 15 ans il suit la formation des apprentis au dépôt d'Ambérieu, promotion 1951/1954.

À la suite de son apprentissage, il mute à Oullins et intègre le 1^{er} octobre 1954 l'atelier d'entretien des voitures voyageurs, où l'on répare le matériel SNCF. À 18 ans, il adhère à la CGT, comme son père. Puis il est nommé au service autorail de Vaise le 1^{er} février 1956.

Après une coupure de vingt-cinq mois, pour effectuer son service militaire au Maroc, il réintègre le dépôt de Vaise mi-janvier 1959, puis revient au dépôt d'Ambérieu en juillet 1960.

Il se marie avec Arlette en 1959, et ils auront trois enfants, Thierry, Catherine et Nathalie. Son épouse, mère au foyer, sera avant tout la « Secrétaire de Maurice », comme elle aime à le dire. Elle apporte son aide précieuse en répondant au téléphone ou en portant des tracts aux autres militants.

En janvier 1961, il intègre une formation de conducteur de locomotives électriques, et il est nommé élève conducteur en 1962, avant de devenir conducteur en 1965.

Maurice adhère au Parti Communiste en 1965 (tout comme son père Georges) et à « l'Orphelinat » (O.N.C.F), association nationale créée en 1904 par le syndicat des cheminots.

Il prend quelques responsabilités syndicales, en étant un des représentants CGT au Comité Mixte local. A la même période, il devient collecteur et trésorier de sa section syndicale agent de conduite. Même s'il ne s'est jamais considéré comme étant un militant de premier plan, il participe activement à plusieurs gros conflits au dépôt d'Ambérieu, comme celui de mai 1968, ou, plus catégoriel dans les années 1970, comme celui sur les extensions de connaissances lignes jusqu'à Laroche-Migennes. Il n'hésite pas non plus à battre le pavé lors des manifestations locales ou nationales.

Il finit sa carrière de conducteur au dépôt d'Ambérieu et part en retraite le 1^{er} octobre 1986. Il devient secrétaire de sa section de retraité et cèdera les rênes à Yves PERRET en 2013. Il est aussi participant à la vie de l'U.L. d'Ambérieu. Il est au bureau de « l'Engagement Moral », association locale caritative créée pour aider les familles de cheminot lors d'un décès, en participant au frais d'obsèques. Il en est le président au moment de sa dissolution.

Parmi ses passions, il aime se véhiculer à vélo et continue de porter les timbres syndicaux à ses collègues retraités, jusqu'à son opération du cœur en janvier 2021. Autre passion : le jardinage, il cultive toujours son « petit jardin » autour de sa maison.

SOURCES : Interview IHS CGT AIN du 23 août 2023

GOULETTE Gérard

Né le 09 janvier 1951 à Fontenay sous Bois (Val de Marne); Conducteur de train à la SNCF; militant CGT.



Gérard est né dans une famille de sept enfants. Son père est agent des P.T.T., il finira sa carrière comme receveur, responsable d'un bureau de poste. Sa mère est femme au foyer. Malgré la proximité de Paris, Gérard grandit « à la campagne, au milieu des champs », comme il aime à le dire.

A 14 ans, il rentre comme apprenti dans un centre de formation SNCF, à Noisy-le Sec. A la fin de son apprentissage, et un court passage à la forge de l'Atelier de Noisy, il devient aide-conducteur. Il adhère en 1969 à la CGT, à l'Orphelinat du Chemin de Fer (ONCF), et enfin au Parti Communiste. Rapidement Gérard enchaîne les formations de conducteur de manœuvre puis celle de conducteur de ligne. Il est nommé rapidement au grade d'élève-conducteur sur le réseau Paris-Est, en 1972.

Cherchant à quitter la région parisienne, il est muté au dépôt d'Ambérieu-en-Bugey en 1974. Il exerce différentes responsabilités au sein du syndicat d'Ambérieu. Gérard siège au Comité Mixte de son établissement de 1978 à 1983. Il est représentant syndicale au CE Multifonction d'Ambérieu en Bugey (1983 – 1986), puis au CER de Chambéry (1986 – 1996) lors de la disparition des CE locaux.

Lors du conflit de « l'hiver 86 », il sera l'un des principaux leaders locaux du conflit. L'occupation du poste d'aiguillage n°3, poste stratégique, lui vaut quelques parties de cache-cache et autres désagréments avec les forces de l'ordre.

Autre conflit marquant en 1990, parmi tous ceux que Gérard a vécu, le combat contre la perte de charge de travail des conducteurs de la Région de Chambéry en faveur de ceux de Dijon. Après différents blocages et actions, la direction SNCF veut



[1]

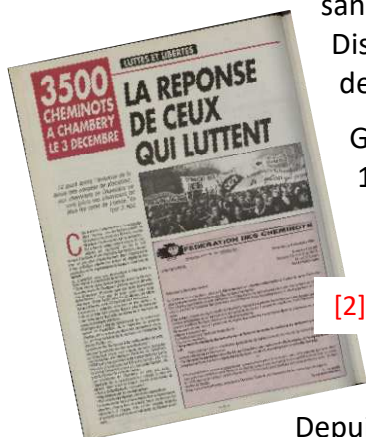
sanctionner environ 25 agents dont Gérard et convoque un Conseil de Discipline pour trois agents de conduite. Il en suivra une manifestation de cheminots rassemblant plus de 3000 personnes à Chambéry.

Gérard est aussi élu à la Commission Exécutive de l'UD de l'Ain, de 1982 à 1995. Il est membre du Bureau de l'UD de 1985 à 1992. Au niveau de la fédération des cheminots, il est au Bureau du Secteur de Chambéry, chargé de l'Orga. (1985 – 1993) puis au Bureau Fédéral, secteur Orga., jusqu'à son départ en retraite en 2001. Pendant cette période, il suivra les différents secteurs fédéraux du réseau Sud-est de la France.

Depuis son départ en retraite, ce passionné de mécanique et de motos, se mobilise pour son écomusée « Les Vieux Clous », qu'il crée avec quelques amis à Neuville-sur-Ain. Président de ce musée associatif, il participe à faire vivre un patrimoine local de vieilles machines agricoles dont plusieurs dizaines de tracteurs.

SOURCES : Interview IHS CGT AIN du 1er juin 2015.

[1] source : journal « Le Progrès », décembre 1986. [2] source CGT : journal « La Tribune des Cheminots », novembre 1990.



[2]

GREUSARD René

René GREUSARD né le 4 mai 1908 à Coligny (Ain),; employé des PTT puis de la radio-diffusion et imprimeur ; résistant ; syndicaliste CGT ; militant socialiste.

René GREUSARD est le fils de Maurice GREUSARD (brigadier de gendarmerie) et de Marie CHANEL (femme au foyer).

Après ses études à l'École primaire de Dole (Jura), René GREUSARD entre en 1926 aux PTT de Lyon comme « surnuméraire ».

En 1928, il interrompt son activité professionnelle pour effectuer son service militaire à Besançon.

Secrétaire de la section CGT des PTT de 1935 à 1938. Le syndicat comptait à cette époque 150 membres.

Il fut le trésorier de l'UD-CGT de l'Ain de 1938 à août 1940.

Ayant réussi un concours d'entrée à la Radio-diffusion nationale, il quitta les PTT et devint délégué de la Radio-diffusion nationale, pour le département de l'Ain.

Sympathisant socialiste, il fut jusqu'à la guerre un actif militant de la SFIO.

Mobilisé aux transmissions de l'État major du 1er Groupe armé, il fut évacué à Dunkerque en juin 1940 puis démobilisé en juillet.

En août de la même année, René GREUSARD s'oppose à la fusion des différents syndicats ouvriers et patronaux dans le « Comité de coordination » vichyste, mise en œuvre par René Belin ; il recommande la constitution d'une Union Départementale clandestine, et il est exclu de la CGT. À partir de la fin de 1940, il organise des groupes syndicaux clandestins qui s'inscriront dans la mouvance du MOF (Mouvement ouvrier français).

Fin 1941, il monte des groupes paramilitaires en liaison avec l'État-major de Cannes³, ou Réseau Carte, créé par le peintre antibois André Girard.

Au printemps 1942, il rejoint, sous le pseudonyme de Dupleix, le réseau Libération-Sud et devient membre de l'Armée secrète de l'Ain en juillet.

Après la fusion des mouvements Libération, Franc-Tireur et Combat en mars 1943, il devient président du Directoire départemental des Mouvements unis de la Résistance¹.

René GREUSARD s'oppose alors au commandant Henri Romans-Petit, chef des maquis de l'Ain à partir de juin 1943 : il défend la primauté du politique sur le militaire, l'indépendance vis-à-vis des alliés anglo-saxons, la protection des populations civiles, et l'armement des FTP « oubliés » par celui-ci[réf. nécessaire]. Il tente, en vain, de s'opposer au défilé des maquisards dans les rues d'Oyonnax le 11 novembre 1943, action qu'il juge trop dangereuse pour la population.

Il est évincé en juin 1944 par Alban Vistel[réf. nécessaire] ; Henri Romans-Petit tente de faire arrêter René GREUSARD et menace de le faire fusiller[réf. nécessaire]. Il est également démis du Comité départemental de Libération (CDL) de l'Ain. Après l'arrestation de Romans-Petit, il est rappelé en décembre 1944, ce qui vise aussi à faire pièce aux visées hégémoniques du PCF au CDL, et reprend alors ses fonctions de président départemental des MUR qui deviennent le MLN, et de vice-président du CDL.

Il est alors détaché au CDL, puis regagne un an plus tard la Radiodiffusion française qui a remplacé la Radiodiffusion Nationale en mars 1945. Il accomplira tout le reste de sa carrière comme Inspecteur départemental de la redevance de l'Ain, dans ce qui deviendra plus tard la Radiodiffusion-télévision française (1949), puis l'Office de Radiodiffusion-Télévision Française (1964).

Avec l'échec prévisible du MLN, il reprend en 1945 sa place à la SFIO, dont il devient secrétaire de la section de Bourg-en-Bresse.

Ses positions critiques à la ligne de Guy Mollet au sein de la SFIO : aboutissent à son exclusion en 1952.

Il fait partie du conseil d'administration et du conseil de surveillance de La République Nouvelle, quotidien remplaçant en 1944 le Journal de l'Ain (confisqué pour collaboration et confié par la Société Nationale des Entreprises de Presse au CDL, en même temps que l'Imprimerie Bressane, et repris par d'anciens résistants à la dissolution de celui-ci)Note 1. Il fonde également en 1948 les Éditions Bressanes pour permettre la parution d'un nouveau Libérateur, proche de la SFIO.

Le Libérateur et La République Nouvelle, en crise financière récurrente, sont portés à bout de bras par les travaux commerciaux des Éditions Bressanes, par ses deniers personnels et par ceux d'autres militants. En 1962, le quotidien est mis en liquidation judiciaire.

René GREUSARD est mort dans un accident de la circulation le 8 novembre 1974 à Bourg-en-Bresse.

INGARAO Laurianne

Né en 1976 ; Technicien de maintenance chez Kem One ; délégué syndical depuis 2011.

Né à St Martin d'Hères(Isère) en 1976, Laurianne INGARAO est embauchée à la mairie d'Ambérieu en Bugey en 2011 comme Adjoint administratif – assistante culture et communication.

Syndiquée depuis 2013, elle est élue à la CE de son syndicat en 2014. La même année elle est mandatée pour siéger en CHSCT.

Elle devient délégué syndical en 2011.

Depuis 2016 elle est membre de la commission exécutive de l'Union Locale d'Ambérieu..

JACQUET Claude



Né le 31 janvier 1964 à Bourg en Bresse (Ain) ; syndicaliste CGT de l'Ain ; Employé à Renault Trucks puis à La Poste dont il sera le Secrétaire général de 2003 à 2017.

Après quelques mois de « Tueur et découpeur de poulets et autres galinacés » à la SARL LEOBAL à Chavannes sur Suran, il est embauché à l'usine Renault Trucks le 1^{er} avril 1982 comme ouvrier monteur jusqu'à fin janvier 1992 ; date à laquelle il entre à La Poste comme Facteur puis agent courrier à la plate-forme de concentration de Bourg en Bresse.

Il adhère à la CGT en janvier 1983, et devient rapidement Secrétaire à l'Orga de la section « montage » du syndicat Renault Trucks et exerce deux mandats de délégué du Personnel et de membre du comité d'entreprise.

A La Poste il sera Secrétaire général du syndicat de mars 1998 à 2002.

Chez Renault Trucks il est élu à la CE de l'UL de Bourg en Bresse et membre du Bureau en décembre 2000, il en devient le Secrétaire général de 2003 à 2017.

Élu à la CE de l'UD de l'Ain lors d'un comité général en ????, il participe au Bureau pendant plusieurs années, avec notamment comme responsabilité le suivi et l'aide à l'organisation des élections professionnelles dans les entreprises.

Claude est adhérent au PCF depuis les années 80.

Il a été le premier représentant CGT à la commission locale économique et sociale de la ville de Bourg en Bresse.

Membre de la commission départementale des jeunes enfants depuis 2015, Il exerce toujours le mandat en 2019.

JARNET Paul, Pierre

Né le 11 février 1877 à Pont-de-Vaux (Ain) ; artisan mécanicien ; syndicaliste et militant socialiste puis communiste de l'Ain.

Issu, dit-il, d'une famille ouvrière, Paul Jarnet fit un stage à l'école primaire supérieure de Lyon avant d'entrer à la compagnie PLM comme mécanicien, vers 1903. Il fut trésorier de la section d'Oullins du syndicat national des cheminots lorsqu'éclata la grève de 1910. À la suite de cette grève, il fut révoqué et se retrouva dans l'Ain, se fixant à Oyonnax, où il gagna sa vie comme « artisan mécanicien ». Militant syndical de premier plan, il fut élu secrétaire général permanent de l'Union départementale de l'Ain le 16 novembre 1913, lors de la création de celle-ci par suite de la division de l'ancienne UD Ain-Jura.

Après la guerre, Jarnet ne reprit pas ce poste. Il milita néanmoins, mais plutôt au Parti socialiste (SFIO). Il fut candidat à Oyonnax aux élections municipales du 30 novembre 1919 sur la liste socialiste de René Nicod*, mais il ne partagea pas le succès de la plupart de ses colistiers.

Dans un article publié dans *L'Éclaireur de l'Ain* du 19 septembre 1920, Jarnet prit position pour l'adhésion à la IIIe Internationale. Le 10 février 1921, lors de la première réunion du nouveau comité administratif fédéral (SFIC), Jarnet fut nommé secrétaire fédéral, par suite de la démission d'Alexis Falnot*. En janvier 1922, Jarnet se démit de sa fonction et fut remplacé par Falnot ; celui-ci démissionna une fois encore lors du congrès fédéral du 14 janvier 1923 et laissa de nouveau le poste à Jarnet. Jarnet resta secrétaire fédéral jusqu'en 1924, quand la diminution des effectifs du PC rendit le poste moins pénible et quand René Nicod*, toujours le « patron » de la Fédération, perdit son siège de député et revint à Oyonnax pour reprendre en main les affaires du Parti. Mais Jarnet continua de partager les responsabilités de la section communiste d'Oyonnax avec Falnot.

Paul Jarnet fut le candidat du PC dans la deuxième circonscription de Bourg aux élections législatives des 22 et 29 avril 1928. Même sans concurrence socialiste (il n'y eut pas de candidat SFIO), Jarnet ne put recueillir que 662 voix sur 13 056 votants au premier tour. Suivant la tactique « classe contre classe », Jarnet se maintint au deuxième tour et ne retrouva que 190 voix contre 7 437 au radical élu. Après ces élections, Jarnet cessa de jouer un rôle de premier plan. Il mourut en 1936 et ses obsèques civiles furent célébrées le 2 novembre.

JULLIARD Jean François

Né en 1943 ; agent technique EDF ; syndicaliste CGT de l'Ain, secrétaire général du syndicat des cadres et agents de maîtrise CGT d'EDF GDF de Bourg en Bresse (1987-1996), membre du Bureau de l'UD de l'Ain (1986-1996).



Né à Aranc de parents agriculteurs, Jean François JULLIARD entre à l'Ecole Nationale des Métiers EDF de La Pérolrière en 1964. A sa sortie de l'école en 1965 il est affecté au centre de distribution EDF-GDF de BOURG EN BRESSE (Ain) comme dessinateur. Il adhère à la CGT dès son arrivée.

Il prend rapidement des responsabilités syndicales en siégeant au Sous-comité mixte à la Production du Service Technique Electricité ; responsabilités sociales également en devenant responsable de la section ski de la CAS (Caisse d'Action Sociale).

Devenu agent de maîtrise, il rejoint le GNC (Groupement National des Cadres CGT) et y intègre la Commission Exécutive.

Il prend aussi des responsabilités au Bureau de l'Union Départementale CGT de l'Ain au coté de Joseph GREGOIRE.

Marié avec Marie-Lou en 1974, ils ont trois enfants dont l'ainé Xavier se tue dans un accident de montagne fin aout 1990.

Il succède à Bernard CARRAT comme secrétaire général du syndicat GNC en **1978** ; il siège en commission Secondaire du Personnel pendant la même période.

Pendant ses mandats, Jean François JULLIARD, anime, avec Alain JURY Secrétaire général du syndicat Ouvriers-Employés, plusieurs mouvements de grève dans le cadre de mouvements nationaux dont le plus marquant est celui de **janvier 1987** ; et au plan local pour des revendications de défense du service public : Fin **1981**, deux semaines d'actions et de grève conduisent à 57 créations d'emplois (L'effectif du centre de distribution passe de 691 à 747 postes !).

Jean François JULLIARD est remplacé par Gérard GAILLARD comme secrétaire général du syndicat GNC en **1986**.

Administrateur de la CMCAS (Caisse Mutuelle complémentaire et d'Action Sociale depuis **1983**, il en devient le Président en 1986, suite au départ d'Yvon GIRAUD. Il le restera jusqu'en 1995.

Il réanime la publication du bulletin d'information trimestriel : « CMCAS INFOS ». Publication qui permet de larges mobilisations pour la Défense de la Mutuelle et de la Sécurité

Il impulse l'écriture et l'édition de l'ouvrage historique publié en 1995 : « De Charmines à Saint Vulbas » dont la rédaction fut confiée à Maurice MOISSONNIER.

Peu après son départ en Retraite, Il remplace Jacques CEPPI en 1998 comme Secrétaire de la section syndicale des Retraités EDF-GDF du département de l'Ain. Jacques SIMARD le remplacera en 2011.

Impliqué dans la vie de sa commune, il en sera le Maire de 1995 à 2014.

JURY Alain

Né le 6 novembre 1949 à GIVORS (Rhône) ; agent technique EDF-GDF ; syndicaliste CGT au Havre puis dans l'Ain, secrétaire général du syndicat ouvriers-employés CGT d'EDF GDF de Bourg en Bresse (1982-1992).



Enfant de Givors Canal né de parents militants chrétiens cégétistes dont le père est délégué du personnel aux Ateliers SNCF d'Oullins, Alain JURY entre à l'École Nationale des Métiers EDF de La Pérolrière en 1967. A sa sortie de l'école en **1969** il est affecté au centre de distribution EDF-GDF de CAEN (Calvados) comme dessinateur. Adhérent à la CGT dès son arrivée, il prend quelques responsabilités syndicales à son retour du service militaire fin **1971** (Section Hygiène et Sécurité).

Muté au centre de distribution EDF-GDF du HAVRE un an plus tard, il devient secrétaire de la section syndicale des services centraux début **1973** et anime la Commission Jeunes avec André GOBBE. Au départ de Robert BELLENGE en **1974**, remplacé par André GOBBE comme Secrétaire général du syndicat ; il est élu Secrétaire-adjoint. Parallèlement il devient secrétaire de la Commission Secondaire du Personnel. Il milite aussi à l'Union Locale du HAVRE et à la commission ORGA de l'UD de Seine Maritime.

Il se marie en 1973 avec Colette. Celle-ci sera mutée de la centrale thermique du Havre à la centrale nucléaire de Bugey en septembre 1976. Permanent syndical, la mutation d'Alain n'est pas évidente ! Il faudra l'intervention de la Fédération de l'Energie pour qu'il rejoigne le centre de distribution EDF-GDF de Bourg en Bresse en **avril 1977**. Il reprend alors une activité professionnelle comme contrôleur de travaux.

Adhérent au Parti Communiste Français depuis **1974**, il devient Secrétaire de la cellule des Electriciens et Gaziers de Bourg en Bresse dès son arrivée. Soucieux de l'indépendance du syndicat, il abandonnera ce mandat lorsqu'il deviendra secrétaire général du syndicat. En désaccord avec l'absence d'analyse du PCF des causes de l'effondrement du communisme dans les pays de l'est Il cesse d'y adhérer au en **1992**.

Après plusieurs années de militantisme dans la section syndicale des services centraux et un mandat de délégué au Comité Mixte à la Production dont il sera le Secrétaire de **1979** à **1982**, il succède à Jacques CEPPI comme secrétaire général du syndicat en **octobre 1982**. Il continue son mandat au Comité Mixte à la Production et devient Secrétaire de la commission Secondaire du Personnel. Il est membre de la Conférence Régionale de Perfectionnement de la Direction Régionale EDF-GDF Rhône-Alpes et participe aux réunions de la Commission Régionale Rhône-Alpes CGT d'EDF-GDF.

SOURCES : *Archives Syndicat CGT EGF Pays de l'Ain-Beaujolais* — Renseignements fournis par l'intéressé.

Il met en place une publication systématique de « L'Eclairage » (Bulletin d'information du syndicat) après chaque réunion des principaux organismes statutaires et du conseil d'administration de la CMCAS.

Pendant ces mandats, Alain JURY anime plusieurs mouvements de grève dans le cadre de mouvements nationaux dont le plus marquant est celui de **janvier 1987** ; et au plan local pour des revendications de défense du service public : Fin **1981**, deux semaines d'actions et de grève conduisent à 57 créations d'emplois (L'effectif du centre de distribution passe de 691 à 747 postes !).

Parallèlement en **1978** il est élu à la Commission Exécutive de l'Union Départementale CGT de l'Ain dont il a été membre du Bureau de 1991 à 1995, avant d'être membre de sa Commission de Contrôle Financier jusqu'en 2010. Il milite aussi à l'Union Locale de Bourg en Bresse jusqu'en **1994**.

En **1984** l'UD le désigne comme **administrateur de l'URSSAF de l'Ain**. Il y restera jusqu'en 2014 ou, à la mise en place de l'URSSAF Rhône-Alpes, il en devient administrateur sur désignation du Comité Régional CGT jusqu'en 2017.

Après 10 ans à la tête du syndicat, il reprend une activité professionnelle en **avril 1992**. Il conserve jusqu'à son départ en retraite en **2002** différents mandats CGT de délégué au Comité Mixte à la Production, en commission Secondaire du Personnel et au CHSCT.

Pendant la même période il fait aussi partie d'un « triumvirat » avec Bruno CAMET et Patrick THENON qui anime le syndicat de Bourg en Bresse du Groupement National des Cadres CGT.

Dès sa « mise en inactivité de service » il prend une place active dans la section syndicale des Retraités EDF-GDF du département de l'Ain.

Il participe à la création en **2012** de l'**Institut d'Histoire Social CGT de l'Ain** dont il est toujours membre du Bureau.

LE BREÛS Émile

Né le 12 août 1917 à Condeissiat (Ain), mort le 27 juin 1998 ; instituteur dans l'Ain ; militant syndicaliste ; militant communiste, conseiller municipal de Pont-d'Ain.

Fils d'un buraliste d'origines bretonnes et d'une épicière, Émile Le Breüs, surnommé « Milo », élève de l'école primaire supérieure de Châtillon-sur-Chalaronne (Ain), puis de l'École normale d'instituteurs de Bourg-en-Bresse, devint instituteur dans l'Ain (Miribel en 1937-1938, Lagnieu en 1940-1941, Miribel de 1941 à 1944, La Chapelle-du-Châtelard de 1944 – 1960, où il fut secrétaire de mairie). Il devint en 1960 directeur de l'école de garçons dans le quartier du Blanchon à Pont-d'Ain. Il y créa des classes d'observation de sixième et cinquième jusqu'à son élargissement en collège d'enseignement général où il enseigna les mathématiques tout en le dirigeant jusqu'à sa retraite en 1972. Il animait aussi le centre aéré créé par le Sou des écoles et la cantine scolaire.

Le Breüs effectua son service militaire dans l'infanterie puis dans l'armée de l'Air en 1938 à Tours (Indre-et-Loire). Resté aux armées au début de la guerre, il fut démobilisé en juillet 1940 comme capitaine, observateur dans l'aviation.

Le Breüs se maria en décembre 1940 à Miribel (Ain) avec une institutrice, fille d'un instituteur socialiste, directeur de l'école de Miribel. Le couple eut trois enfants.

Pendant la Résistance, Le Breüs fut membre de l'Armée secrète, au camp Didier (secteur IV Lyon) à Miribel.

Membre du Syndicat national des instituteurs depuis 1938, Le Breüs fut, après la guerre, membre et trésorier du conseil syndical de la section départementale du SNI. Responsable des correspondances interscolaires et de la télévision scolaire et post-scolaire, il était membre du conseil d'administration départemental de l'Office de coopération à l'école. Dans le cadre de la Fédération des œuvres laïques, il était le responsable départemental de la section télévision. Il fut aussi le secrétaire d'un foyer rural et militait aux Francs et franchises camarades. Il participa à la création et à l'animation d'un foyer d'éducation populaire à Pont-d'Ain comprenant un Club de jeunes avec diverses activités sportives. Il dirigeait personnellement la section de basket-ball. Il organisa une course cycliste qui devint annuellement « le prix du 8 mai » et créa aussi deux chalets pour la pratique du ski dans le cadre de la FOL.

Le Breüs adhéra au Parti communiste français en 1945. Il participa au stage pour les instituteurs communistes organisé par le PCF en septembre 1956. Secrétaire de la section communiste de Villars, membre du comité de la fédération communiste de 1957 (ou de 1959 selon les sources) à 1965, puis membre de la commission fédérale de contrôle financier, il devint secrétaire-adjoint de la section communiste de Pont-d'Ain où il militait aussi dans l'association France-URSS. Comme [René Chauville](#), lors de la conférence fédérale du 3 mai 1964, il fut absent en raison de sa participation au congrès de la Libre Pensée.

Le Breüs, candidat aux élections législatives en 1958 dans la troisième circonscription (Ambérieu-Trévoux), obtint 6 427 voix, puis au deuxième tour, 6 760 voix sur 62 731 inscrits. Il fut le suppléant du candidat communiste aux élections législatives de 1973 dans la première circonscription (Bourg-en-Bresse). Il fut candidat aux élections cantonales en 1958, en 1973

SOURCES : MAITRON.

et en 1979 dans la canton de Pont-d'Ain. Conseiller municipal (1977-1989) à Pont-d'Ain, il s'investit dans les questions scolaires, notamment la construction d'un nouveau collège.

Au début des années 1970, Le Breüs présidait à Pont-d'Ain les sections de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance et de l'Association républicaine des anciens combattants. Il siégeait à l'Office départemental des anciens combattants.

Athée, Le Breüs fut incinéré le 1er juillet 1998 dans le jardin du Souvenir qu'il avait contribué à créer. Quatre ans plus tard, la mairie de Pont-d'Ain inaugurait une rue Émile Le Breüs.

LICOPOLI Robert

Né le 17 décembre 1958 à Saint Rambert en Bugey (Ain) ; agent technique EDF-GDF ; syndicaliste CGT dans l'Ain, militant CGT d'EDF GDF et des activités sociales de la CMCAS de Bourg en Bresse. Membre du Bureau du syndicat EDF-GDF de Bourg en Bresse (1987-2015), de la CE de l'UD de l'Ain (2007-2016) et Secrétaire général de l'Union Locale d'Ambérieu de 2007 à 2017.



Fils d'immigrés italiens (Calabrais !), dont le père maçon arrive en France en 1948 et la mère en 1952 ; Robert LICOPOLI naît donc italien avant d'être naturalisé français en 1966.

C'est dans sa ville natale qu'il suit sa scolarité en primaire et secondaire jusqu'à l'obtention du CAP d'électromécanicien en 1976 au lycée Carriat dont il est (déjà !) délégué des élèves.

En juillet de cette même année il est embauché comme électricien d'entretien à l'usine de La Schappe-Burlington à Saint Rambert en Bugey. Il y travaille jusqu'en 1980.

Il se syndique à la CGT en 1979, est élu délégué du personnel et participe activement aux 15 jours de grève des salariés de l'usine. Evacué comme les autres par les CRS à l'issue du conflit.

Après un an de travail en 1980 aux « Presses de Sud-Est » à Chassieu puis divers emplois, il est embauché en 1982 à EDF comme releveur de compteurs.

Il adhère immédiatement à la CGT.

En 1984 il est muté au district de Belley comme monteur exploitation, avant de revenir à Ambérieu (District d'Albarine) dans un poste de monteur-plombier en 1987.

Dès son arrivée Robert succède à Robert FRANCK comme Secrétaire de la Section syndicale d'Ambérieu en Bugey et intègre le Bureau du Syndicat EDF-GDF de Bourg en Bresse.

Dans les années qui suivent il siège au Sous Comité Mixte à la Production de la subdivision d'Ambérieu et en Commission Secondaire du Personnel du centre de distribution mixte EDF-GDF de Bourg en Bresse.

Jusqu'à son départ en retraite en 2014, Robert participe et anime différents mouvements revendicatifs : Mouvement contre le Plan Stratégique de Centre en 1994 ; grève de décembre 1995 contre le plan JUPPE et la réforme des retraites ; négociation du passage aux 35 heures et combat victorieux aux prudhommes pour la prise en charge par l'entreprise de l'entretien des bleus de travail.

.../...

En parallèle à son militantisme à l'entreprise, Robert LICOPOLI s'engage en 1995 dans l'activité syndicale interprofessionnelle au sein de l'Union Locale d'Ambérieu.

Il en est le Secrétaire général de 2007 à 2017. Il participe à la défense des salariés, au suivi et à l'aide aux salariés en lutte, aux permanences juridiques. Il est aussi et toujours conseiller des salariés et défenseur syndical. Dans ce cadre il prend une part active à divers conflits : Grève de 10 jours chez ARMAGIV en 1997, conflits cheminots, JV PLAST, TIFLEX, Grève de 60 jours chez GUY NOEL-ALTRAD en 2005...

Il est membres de la CE de l'UD de l'Ain de 2007 à 2015.

Robert s'investit également dans les activités sociales de la CMCAS de Bourg en Bresse dont il est administrateur, Vice-président et responsable de la commission pensionné depuis 2021 après l'avoir été de celle de l'action sanitaire et sociale & santé prévention de 2017 à 2021.

Père de 3 enfants et grand-père de 3 petits-enfants, Robert partage, entre autres, son temps libre entre le jeu de boules lyonnaises et aussi grand amateur de basket et supporter de la JL Bourg basket.

MACHARD Louis

Né le 4 juillet 1903 à Oyonnax (Ain), syndicaliste CGT, Secrétaire des employés communaux d'Oyonnax et de l'Union locale d'Oyonnax.

Fils d'un ouvrier en peignes, Louis MACHARD, membre des Jeunesses communistes en 1921, puis du PCF en 1925, fut secrétaire adjoint de la cellule de sa commune natale jusque dans les années 1930.

En 1930, il devint employé de la municipalité d'Oyonnax, , comme conducteur de travaux, poste qu'il occupa jusqu'à sa retraite. Dès lors son activité militante fut syndicale. Il adhéra, en 1930, à la section des employés communaux de la CGTU. Après le congrès de Toulouse en 1934, il forma le syndicat CGTU des employés communaux d'Oyonnax, dont il fut secrétaire, et qui, à la fin de 1935, comptait, selon la police, environ 35 adhérents. En décembre 1936, ce syndicat se transforma en Groupement départemental des employés des Services publics et de Santé. MACHARD en fut le secrétaire jusqu'en 1939, puis de 1945 à 1958.

Il devint également membre de la commission administrative de l'UD des syndicats de l'Ain de 1946 à 1950 et secrétaire de l'Union locale d'Oyonnax.

Marié en 1923 à Oyonnax, Louis MACHARD y mourut le 24 novembre 1988.

MACHURAT Émile

Né le 30 mai 1925 à Marchon, commune d'Arbent (Ain), ouvrier des matières plastiques dans l'Ain, directeur de coopérative ouvrière ; résistant FTP ; Syndicaliste CGT du peigne d'Oyonnax.

Né le 30 mai 1925 à Marchon, commune d'Arbent (Ain), mort le 19 février 2009 à Oyonnax (Ain) ; ouvrier des matières plastiques dans l'Ain, directeur de coopérative ouvrière ; résistant FTP ; secrétaire fédéral communiste de l'Ain de 1956 à 1966.

Fils d'un artisan et d'une ménagère, Émile MACHURAT naquit dans une famille de cinq enfants. Il obtint son certificat d'études primaire puis suivit pendant un an le cours supérieur. Il commença à travailler en 1939 comme ouvrier en matière plastique aux établissements Desquartier.

En janvier 1944, MACHURAT entra au FTP et appartint au 1er bataillon FTP de l'Ain, 10e compagnie. C'est dans la Résistance qu'il adhéra au Parti communiste, en mai 1944 ou dans l'été 1944 selon les sources. À la Libération, il s'engagea dans l'Armée et fut démobilisé en octobre 1945. Ses affectations successives furent : dans un bataillon médical puis à la surveillance de la frontière suisse et dans un camp prisonnier de guerre allemand à Thol ; il suivit un stage de sous-officier à en juillet 1945.

Syndicaliste CGT du peigne d'Oyonnax depuis 1946, Émile MACHURAT gravit les échelons : secrétaire de cellule de Marchon, membre du comité de section d'Oyonnax, secrétaire de section en 1950. Il suivit une école de section en 1948 et une école fédérale du soir en 1949. Le Parti communiste envisagea de lui faire suivre une école centrale d'un mois en 1951 mais cette participation fut repoussée à une date ultérieure. Il suivit une école de quatre mois en 1952 et fut dès lors permanent. À partir de 1951, il avait été invité au secrétariat fédéral et au bureau fédéral ; en 1952, il entra formellement au secrétariat. En 1956, il remplaça [Marcel Rosette](#) comme premier secrétaire. Malade à partir de février 1965, il demanda au début de 1966 à être déchargé de ses fonctions. Il fut alors remplacé par [Marcel Benoit](#).

Maintenu au bureau fédéral, Émile MACHURAT devint le responsable du mouvement des coopérations dirigé par des communistes. Il quitta le bureau fédéral en 1974, lors du départ de son département.

Le PCF le présenta aux élections législatives de novembre et de novembre 1962 .

À la suite d'une manifestation non déclarée contre les dix-huit mois, il fut l'objet de poursuite en décembre 1950.

Il était marié avec Yvette PICCO, membre du PCF, le 30 mars 1946 à Oyonnax. Le couple eut trois enfants. Au titre des parents d'élèves, il fut membre du comité départemental de défense laïque.

MADRAT Henri

Né le 20 août 1909 à Dagneux (Ain), mort le 30 janvier 1993 à Balan (Ain) ; syndicaliste CGT puis Force ouvrière (FO) du textile dans l'Ain ; résistant.

Fils d'un maçon et d'une tisseuse, Henri Madrat fut tour à tour chef de service dans un grand magasin d'Ambérieu-en-Bugey puis comptable et enfin ouvrier en textile à Montluel. En 1936, il devint responsable de l'intersyndicale CGT du Textile et, en 1937, il fut désigné par la commission administrative de l'Union des syndicats de l'Ain-Jura comme responsable du département de l'Ain.

Lors de la constitution de l'Union départementale, le 1er mai 1938, Madrat fut élu secrétaire général et devint permanent. Il était aidé de Charles Santenac et de Camille Tartavez.

Après 1940, sollicité par René Belin, ministre du Travail sous Vichy, pour participer à une réunion de militants afin d'adhérer à la Révolution nationale, il refusa et entra dans la clandestinité comme la grande majorité des membres de la commission administrative fédérale. Devenu l'un des responsables du mouvement syndical français, il eut la charge de reconstituer les structures syndicales dans quarante-deux départements et en Afrique occidentale française.

De retour dans l'Ain en 1945, Madrat reprit le poste de secrétaire permanent de l'UD, mais en octobre 1946, à la demande de Léon Jouhaux et de Robert Bothereau dont il fut un petit-cousin par alliance et appartenant au même réseau de résistance que lui, il devint permanent du bureau national de la CGT. Il quitta le secrétariat de l'UD après s'être assuré de l'homogénéité du bureau départemental composé uniquement d'ex-confédérés tout en appliquant la représentation proportionnelle au sein de la commission administrative.

En attendant que l'Union départementale choisisse entre soit rester à la CGT soit rejoindre Force ouvrière, la direction de la nouvelle confédération désigna Jacques Favier (Préfectures) comme le responsable provisoire de Force Ouvrière pour le département de l'Ain.

Le 23 décembre 1947, l'UD-CGT opta majoritairement pour Force ouvrière et Chiriconi, secrétaire général de l'UD-CGT conserva cette fonction au sein de la nouvelle organisation. Lors du congrès du 13 juin 1948, Chiriconi fut réélu à la tête de Force Ouvrière dans l'Ain.

Au premier congrès de la CGT-FO, en avril 1948, Henri Madrat entra à la commission exécutive confédérale et il y resta jusqu'en mai 1977. Il y fut notamment chargé de l'organisation des fédérations départementales. Ce n'est qu'en 1949 ou en 1950 que Henri Madrat remplaça Chiriconi comme secrétaire général de l'union départementale. Il fut ensuite responsable "hors structure" des fédérations Rhône-Alpes. Il resta secrétaire général de son UD jusqu'au 23 mai 1976.

SOURCES : Témoignage de H. Madrat. — L'Éclairer de l'Ain, 26 juin 1938. — Force Ouvrière, hebdomadaire de la CGT-FO, 1er janvier, 24 avril, 8 juillet 1948, 10 février 1949, FO Hebdo, 10 février 1993 (notes de Louis Botella). — Comptes rendus des congrès confédéraux d'avril 1948 à mai 1977. — État-civil. — Notes de Louis Botella.

SOURCES : MAITRON.

MAITRE Andrée

Née le 8 mai 1941 à Sainte Olive (Ain); Cadre ux PTT; militante CGT ; Secrétaire générale du syndicat CGT des PTT de l'Ain (1976-1980) ; membre de la CE de la Fédération CGT des PTT/ FAPT de 1987 à 1990.



Andrée MAITRE est née à Sainte Olive le 18 mai 1941, de parents cultivateurs métayers dans une ferme de 100 hectares,

Son père, 20 ans de plus que sa mère, avait fait la guerre de 14-18, dans les tranchées. Ne pouvant être mobilisé pour la guerre de 39/45, il a rendu de grands services aux maquisards, à la famille et aux personnes dans le besoin.

Après une scolarité dans la petite école du village, Andrée MAITRE est entrée au collège de Châtillon sur Chalaronne, et c'est là, en 1953, qu'elle fait sa première grève (!) Les repas servis étaient insipides, peu variés et insuffisants. Avec ses aînés elle décide de faire

la grève de la faim. Cela a duré 3 repas avant de gagner.

Elle continue ses études jusqu'au BEPC et prépare ensuite des concours d'entrée dans une Administration, en effectuant des remplacements d'auxiliaire d'été au Central téléphonique de Bourg d'avril 1961 à octobre 1963.

Elle passe le concours d'agent d'exploitation le 3 mai 1962, et est nommée le 8 octobre 1963 aux Chèques postaux de Lyon ; avant un retour au central téléphonique le 16 novembre 1963 en dérogation pour rapprochement d'époux (elle s'était marié le 28 avril 1962).

Elle se syndique à la CGT dès son retour et s'implique dans la vie syndicale : Réunions le soir après le travail, dans un tout petit local à Bourg. Le Secrétaire Départemental était André Gauthier. Elle participe aux réunions le dimanche matin à Lyon où le Secrétaire Régional était Louis Viannet ; aux piquets de grève devant l'entrée du bâtiment des PTT rue Lalande.

En 1964 le nouveau bâtiment des PTT place Jourdan étant terminé elle déménage dans des locaux plus fonctionnels. L'automatisation du téléphone n'était pas terminée, les opératrices avaient toujours des conditions de travail déplorables : Plus d'une heure d'attente aux usagers sur les circuits internationaux, ce qui provoquait parfois des insultes de leur part et une fatigue accrue pour le personnel.

La grève de 1968 est arrivée, inoubliable : Pendant un mois les piquets de grève ont eu raison des non grévistes qu'il ne fallait pas laisser rentrer Il fallait aussi assurer les services d'urgence par la mise en place d'horaires de travail, tenus à tour de rôle par les grévistes.

Pendant toute cette période les grévistes étaient en permanence devant le bâtiment des PTT, les OS organisaient des réunions, informaient de l'avancée, ou non, des négociations et puis c'était parti pour manifester dans la rue. Les outils de travail étaient sous protection syndicale en permanence.

SOURCES : Renseignements fournis par l'intéressée.

Andrée MAITRE est reclassé des télécoms au guichet de Bourg RP le 1^{er} octobre 1969 suite à l'automatisation du téléphone

Elle passe le concours de contrôleur, elle est nommée le 21/novembre 1974 sur place.

Elle participe à la grande grève des PTT d'octobre 1974 qui a duré plus d'un mois . La CGT avait informé le personnel et alerté l'opinion publique sur les conséquences désastreuses du projet de démantèlement des PTT. Les revendications essentielles portent sur les rémunérations et les effectifs, le mouvement s'amplifie au fil des jours et se terminera fin novembre avec la promesse d'embauche et de négociations salariales dans la fonction publique.

Suite au concours de contrôleur divisionnaire, elle est nommée le 23/10/81 à Chassieu dans le Rhône, avant un retour au centre de tri de Bourg début 1982 en dérogation rapprochement époux.

Nommée receveuse de La Poste de St Nectaire en septembre 1985, elle revient à la poste de Marboz en 1986 et celle de Péronnas de 1988 à 1996.

Secrétaire Départementale CGT des PTT de l'AIN de 1976 à 1980 , qu'elle a été contrainte de quitter suite au décès accidentel de sa sœur pour s'occuper de ses 5 enfants en bas âge. Elle avait succédé à André Gauthier, et c'est Guy Coulon qui l'a remplacée.

Elle est membre du CE et du Bureau de son syndicat de 1970 à 2019, avec responsabilités successives : Organisation, social, cadres et retraités.

Elle fut membre de la CE de la Fédération CGT des PTT/ FAPT de 1987 à 1990 et élue à la Commission de contrôle financière de la Fédération de 1990 à 1998.

Elue CGT dans le collège cadres, au Conseil d'administration de La Poste du 18 décembre 1995 au 18 décembre 2000.

Elle participe également à la Commission Nationale des chefs d'établissement CGT de La Poste : de 1986 à 2013.

Andrée MAITRE milite aussi dans les structures interprofessionnelles de la CGT : CE de l'UD de 1972 à 1985. Puis à la CE de l'USR de 2002 à 2023 et à son Bureau depuis 2004.

Elle siège au Conseil d'administration de la Caisse primaire de Sécurité Sociale de l'Ain de 1970 à 1982 au côté de Camille PIANE, en remplacement d'Alphonse Galland décédé. Et participe aux commissions d'action sanitaire et sociale et de recours gracieux.

Elle est élue au comité de section de la Mutuelle Générale des PTT à Bourg de 1979 à 2003 ; Au CA du Comité des œuvres Sociales de La Poste de 1972 à 2022, Présidente de 2006 à 2011.

Elle participe aussi à la Commission de surveillance du restaurant PTT de 1990 à 1997.

Elle est membre du Bureau de l'ASPTT tennis, dont elle assure la trésorerie de 1993 à 2009.

Andrée est adhérente au Parti Communiste Français depuis 1976.

Elle a 4 petits enfants et déjà 7 arrières petits enfants... Les réunions de famille sont très animées ! Depuis sa retraite en 2001, pour occuper ses loisirs elle fait de la peinture sur porcelaine après avoir fait de la peinture sur soie, et des activités physiques : marche, danse country, Qi Gong.

SOURCES : Renseignements fournis par l'intéressée.

MAITRE Maurice

Né le 22 avril 1928 à Bourg-en-Bresse (Ain) ; agent EDF ; syndicaliste CGT, vice-président de la CMCAS de Bourg-en-Bresse ; militant communiste.



Maurice Maitre naquit d'un père routier et d'une mère au foyer.

Après des études secondaires qui le menèrent au baccalauréat, il devint aide magasinier dans le secteur de l'Énergie dès 1943 puis fut embauché en 1948 à l'usine à gaz de Bourg-en-Bresse. Il y devint par la suite employé de bureau, animateur des ventes, puis responsable commercial.

Dès 1948, Maurice Maitre adhéra à la fédération CGT de l'Éclairage. Il y exerça les responsabilités de secrétaire de l'Union locale de Bourg-en-Bresse (1959-1964). Membre de l'Union départementale CGT de l'Ain depuis 1952, il en fut le secrétaire de 1959 à 1961, le trésorier en 1973, et fut également secrétaire départemental du syndicat EDF, d'abord en tant qu'adjoint (1962-1964) puis en tant que secrétaire général (1964-1965). En 1962, il fut secrétaire général du syndicat de centre. Enfin, il siégea au Comité d'hygiène et de sécurité (CHS).

Vice-président de la CMCAS de Bourg-en-Bresse durant trente-cinq ans, il siégea douze années au conseil d'administration de l'UD-CGT et de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) de l'Ain (1973-1984).

Adhérent du Parti communiste depuis 1956, Maurice Maitre fut élu au comité fédéral PCF de l'Ain en 1959 puis, de 1961 à 1966, à la commission fédérale de contrôle financier.

Séparé de sa femme, il eut deux enfants, dont une fille, Catherine Maitre, secrétaire du syndicat hospitalier à l'hôpital de Fleyriat-Bourg-en-Bresse et membre de l'UL-CGT de Bourg-en-Bresse.

Maurice MAITRE est décédé le 17 août 2012.

SOURCES : Arch. Comité national du PCF. — Renseignements fournis par l'intéressé (juillet 2010).

Julien Lucchini

MAITREPIERRE Lucienne

Née le 28 mars 1914 à Rive-sur-Fure (Isère) ; contrôleur des PTT à Bourg-en-Bresse (Ain) ; syndicaliste CGT de l'Ain ; militante du Parti communiste.



Très jeune elle participa aux grèves de 1936 et milita pour le front populaire.

En 1940, elle était auxiliaire aux PTT à Hauteville-Lompnès. Licenciée le 21 janvier 1941, elle passa un concours d'infirmière et intégra le « sana » où elle prendra contact avec un groupe de résistance. Elle vécut alors la fraternité du maquis dans les FFI et effectua des dizaines de missions comme agent de liaison.

En septembre 1944 elle participa à la libération de Bourg en Bresse.

Au titre de cet engagement dans la résistance, elle reçut trois distinctions : Certificat d'appartenance aux FFI, Carte de Combattant Volontaire de la Résistance, Carte du Combattant.

Le 1er août 1945 elle réintégra les PTT et adhéra au PCF. Elle fut membre du bureau de la Fédération de l'Ain du Parti communiste et l'une des responsables départementales de l'Union des femmes françaises. ;

Lucienne MAITREPIERRE fut aussi une militante CGT active.

Elle fut membre du bureau de l'Union départementale CGT de l'Ain de 1949 à 1960, et trésorière de l'UD de 1949 à 1952.

Lucienne MAITREPIERRE est décédée à Narbonne (Aude) le 7 août 2013.

MARLOT Claude

Né et mort à Bourg-en-Bresse (Ain) : 20 décembre 1886-27 mars 1970 ; cheminot ; syndicaliste CGT de l'Ain ; libre-penseur.

Claude Marlot, cheminot, avait été délégué de l'Union des syndicats de l'Ain au congrès CGT de Lyon en 1912.

Après la guerre, il fut secrétaire général de l'Union des syndicats du PLM à Bourg-en-Bresse. En août 1919, le siège de l'Union fut transféré d'Oyonnax à Bourg, et Marlot en fut élu secrétaire.

Il fut assesseur au congrès de l'Union tenu à Bellegarde-sur-Valsérine les 22 et 23 août 1920 et dans le rapport consacré à ce congrès, la police le désigne comme « membre du Parti communiste ».

Claude Marlot fut délégué des syndicats de chemin de fer de Culoz (Ain) au congrès CGT d'Orléans en 1920.

Le 26 décembre de cette année, il renonça à son poste de secrétaire de l'Union en raison de son changement de résidence et fut remplacé par Joseph Venin.

On retrouve Claude Marlot en 1947 et 1948 comme président du groupe « Edgar-Quinet » de la Libre pensée de Bourg.

MARTINERO Louis

En 1935, Louis Martinero était secrétaire administratif du syndicat de l'Union électrique de Saint-Claude (Ain) qui, créé en 1934, fusionna avec celui de Bourg-en-Bresse (Ain) en 1938.

SOURCE : Notes de Jean Maitron

MARTIN SISTERON Yves

Né le 28 juillet 1965 à Bourgoin-Jallieu (Isère.). Mécano à la SNCF ; syndicaliste CGT de l'Ain ; Secrétaire général du syndicat des cheminots d'Ambérieu de 1996 à 2003 ; membre de la CE de l'UD de l'Ain (1998 à 2001 et depuis 2019) ; Secrétaire général de l'UL d'Ambérieu de 2017 à 2023.



Son père était ouvrier du bâtiment et sa mère secrétaire dans une maison familiale rurale

Étude : niveau Bac mécanique F1(1984)

A 20 ans il se marie avec Catherine et devient père avec un petit Renaud, Bastien agrandira la famille quelques années plus tard.

Yves exerce d'abord plusieurs métiers : dans le bâtiment, intérimaire, ou gérant de commerce.

Yves apprend que la SNCF recrute. Il postule donc et commence l'école de conduite le lundi 5 février 1990 à Ambérieu ; après quelques péripéties il réussit l'examen de conducteur de train. Yves est nommé au grade d'élève conducteur en 1991.

En 2008 lors de la séparation des activités de la SNCF, Yves est affecté au roulement TER.

Il prend sa retraite en 2017 après 28 ans de présence effective à la SNCF.

Cette courte carrière professionnelle cache une carrière syndicale débutée en 1993 par son adhésion à la CGT et des luttes menées à Ambérieu, comme la défense du triage par exemple.

Il s'investit rapidement dans la vie syndicale et se retrouve « *propulsé sur le tonneau* » pour tenir les assemblées générales de la grève de novembre/décembre 1995 gagnée contre le plan Juppé. Il devient Secrétaire général du syndicat des cheminots d'Ambérieu en 1996.

Il occupera ce poste jusqu'en 2003 ou suspecté de « dérive gauchiste », il est convoqué au siège de la fédération des Cheminots à Paris avec deux autres responsables du syndicat. Ce rendez vous de conciliation ne donnera rien : une dizaine de militants du syndicat des cheminots Ambarrois dont Yves, sont poussés à la démission.

L'Union départementale CGT prendra ses responsabilités et calmera le jeu en syndiquant directement Yves et les cheminots incriminés à l'Union Locale CGT d'Ambérieu. Une nouvelle direction du syndicat d'Ambérieu sera élue durant ces années difficiles. En 2006 Yves comme les autres réintègre enfin son syndicat des cheminots.

Mais pendant ces 3 ans de 2003 à 2006 Yves s'est investi dans le champ interprofessionnel qui lui ouvre d'autres horizons et où ses compétences sont fort appréciées.

C'est une suite logique. Yves s'était déjà en 1997 investi dans le combat interprofessionnel pour une salariée d'Armagyl petite entreprise locale du textile venue chercher de l'aide suite à une brimade humiliante. Avec les camarades de l'UL, Michel Bérard, Denis Bertrand, Antoine Jacono, Robert Licopoli, David Berthod, Catherine, Yves a organisé la riposte. Grève et piquet de grève devant l'entreprise pendant plusieurs jours, saisie de l'inspection du travail, articles dans la presse, et enfin négociation dans l'entreprise en présence de l'UL. Les salariées, toutes des femmes payées au SMIC sont augmentées de 10% et de nouvelles règles de management sont appliquées excluant les brimades et les humiliations.

Cet épisode marquant a montré à l'époque la nécessité d'avoir une UL en ordre de marche, apte à réagir rapidement et qui fonctionne pour la défense des salariés.

Le renouveau et la relance de l'UL commencés dès 1995 vont dès lors s'accélérer sous l'impulsion des secrétaires généraux David Berthod puis Robert Licopoli et avec l'aide des membres de la commission exécutive.

A partir de 2003 Yves s'investit encore plus dans l'interpro, il est élu à la Commission Exécutive de l'UD en 1998. Il s'investit dans la formation syndicale en animant et dirigeant de nombreux stages.

Depuis 1996, il est membre de la CE de l'union locale d'Ambérieu. En 2017 il en devient le Secrétaire général en prenant la succession de Robert Licopoli.

Pendant ses deux mandats à la tête de l'UL, il en continue le développement dans la lignée de ses prédécesseurs. Les fondamentaux ne sont pas oubliés : défense des salariés, suivi et aide aux salariés en lutte, formation syndicale et permanences juridiques. Yves met aussi l'accent sur le combat contre l'extrême droite et le racisme.

On note aussi de la part d'Yves une véritable volonté d'ouverture de la CGT vers le féminisme Il est également convaincu de la nécessité de redonner une vision politique au syndicalisme et aux salariés et, sous son impulsion, le collectif éducation populaire propose régulièrement des débats, des projections et des spectacles pour développer les consciences syndicales et politiques.

Le 1er mai à Ambérieu devient un événement festif solidaire et revendicatif alliant réflexion et débats.

Adhérent à l'IHS et membre de son conseil d'administration depuis sa création en 2012, Yves intègre son Bureau lors de l'AG de 2018.

MARTINOD Yvonne, Marie, Elise

Née le 3 mars 1901 à Journans (Ain), morte le 22 décembre 1982 à Magnieu (Ain) ; professeur à Paris; militante du Syndicat national des collèges modernes et du Syndicat national de l'enseignement secondaire.

Fille d'un boulanger et d'une débitante devenue institutrice, Yvonne Martinod entra à l'École normale d'institutrices de Bourg-en-Bresse (Ain) en 1917. Titulaire du brevet supérieur et du certificat d'aptitude à l'enseignement de la gymnastique, elle entra en quatrième année à l'ENI de Grenoble (Isère) en 1920 pour suivre les cours de l'Institut commercial de Grenoble et de l'Institut dactylographique de France. Elle fut nommée institutrice à l'école primaire supérieure d'Annecy (Haute-Savoie) en 1922 pour donner un enseignement commercial. Reçue au degré supérieur du certificat d'aptitude à l'enseignement commercial en 1923, titularisée comme professeur en 1925, elle enseignait dans neuf disciplines différentes dont l'anglais.

Elle épousa en août 1924 Louis Meunier Louis, instituteur chargé de l'enseignement de l'histoire et des lettres à l'EPS (garçons) d'Annecy. Le couple se sépara cinq ans plus tard puis divorça.

Yvonne Meunier obtint sa mutation pour l'EPS de Montluçon (Allier) en 1930. Puis, ayant repris son nom de naissance, elle fut mutée comme professeur d'enseignement commercial à l'EPS filles de Versailles en 1935. Elle était alors déléguée de la société de comptabilité de France et de l'Institut sténographique de France. En 1940, mutée à l'EPS Paul Bert à Paris, elle enseignait uniquement dans les sections techniques et fut rayée, à sa demande, des cadres du second degré en 1955 pour relever de l'enseignement technique. Ses excellents rapports avec les milieux industriels et commerciaux lui permettaient d'organiser de bons stages pour ses élèves. Elle prit sa retraite en 1963 et quitta Paris pour retourner dans l'Ain.

Elle était membre du Syndicat national des EPS avant la guerre puis du Syndicat national des collèges modernes à la Libération. Membre de la commission administrative du SNCM en 1947-1948, candidate sur la liste cégétiste des établissements modernes à la commission administrative du SNES (classique et moderne), elle fut élue titulaire en 1949 et 1950. A partir de 1955, elle adhéra au Syndicat national de l'enseignement technique.

SOURCES : Arch. Nat., F17 28177. - Arch. IRHSES

SOURCES : *MAITRON*.

MAZUIR André

Né le 19 novembre 1924 à PERONNAS (01) ; ouvrier à l'usine, « la Tréfilerie », aujourd'hui Arcelor-Mital ; syndicaliste CGT de l'Ain.



Dédé et Paulette

André est né dans une famille nombreuse de parents agriculteurs à Péronnas. Il va à l'école primaire et commence sa vie professionnelle dans l'agriculture jusqu'à son entrée à la Tréfilerie.

C'est donc à l'usine, « la Tréfilerie », aujourd'hui Arcelor-Mital, que notre camarade et ami Dédé, comme on l'a toujours appelé, a vécu toute sa vie professionnelle

Il adhère rapidement à la CGT et s'engage à fond dans toute la vie syndicale de l'usine, spécialement dans la défense des revendications en étant délégué du personnel et aussi dans les activités du C.E., participant aux réunions du groupe sidérurgique dont l'usine de Bourg faisait partie.

L'occupation de l'usine en 68 l'a beaucoup marqué. Il avait le souci que l'usine reste propre, sans casse de l'outil de travail, et que cette lutte soit unitaire. Il a toujours refusé des promotions de « chefaillon », comme il disait, qui l'auraient mis en porte-à-faux vis-à-vis des autres ouvriers et il s'opposait régulièrement aux briseurs de grève.

Dans le même temps, il adhère au Parti Communiste et participe aux combats politiques, dont les plus engagés pour lui fut sans doute la lutte contre la guerre d'Indochine, puis celle d'Algérie.

En 1950, il épousa Paulette, de 5 ans sa cadette, qui, après avoir été secrétaire à la Préfecture, fut pendant de nombreuses années secrétaire administrative de l'UD CGT et qui partagea avec lui tous ses combats.

Au cours de sa vie militante, il mena, avec Alphonse Galland tous les grands combats de son époque, avec la mise en place de la Mofa, la défense de la Sécurité Sociale et la défense de la paix. Il n'est pas un conflit auquel il n'ait participé.

Dédé n'était pas un théoricien, mais un homme pratique, adroit de ses mains, dévoué, et costaud par-dessus le marché. Dans les Congrès, il ne prenait pas la parole, mais il était toujours là, tant qu'il en a eu la force, pour mettre en place la salle, pour servir à la buvette, et en finale pour tout ranger et remettre la salle en état. Il a fait partie de ses militants fidèles, discrets et efficaces, sans lesquels une organisation ne saurait fonctionner.

SOURCES : IHS 01, avec des éléments fournis par sa fille Colette

Alors qu'il arrive à 55 ans, dans le cadre des restructurations de la Sidérurgie, auxquelles l'usine de Bourg n'échappe pas, Dédé est licencié, mesure qu'il aura longtemps beaucoup de mal à avaler, même si les conditions de départ étaient assez intéressantes. Il n'acceptait pas, lui le travailleur, d'être largué ainsi. Il résumait ainsi sa situation : « *On me met dehors parce que je coûte trop cher et maintenant, c'est la société qui me paie à rien faire* ».

Sa retraite fut, comme toute sa vie, extrêmement laborieuse, y compris à la CGT, quand il y avait besoin d'un coup de main.

Sa famille l'a beaucoup entouré jusqu'à son décès, le 4 juin 2021.

MEDEVIELLE Patricia

Née le 03 juin 1961 à Toulon (Var); Agent commercial à la gare SNCF de Bourg en Bresse de 1982 à 2000, puis agent mouvement (CSRMV*) de 2000 à 2019, militante CGT à la fédération des Cheminots et aux sein des instances Confédérales. Elue PCF au conseil Municipal de Bourg en Bresse. *(Chef de service mouvement voyageurs)



Patricia est née dans une famille de deux enfants. Son papa est dans un premier temps marin dans la Marine Nationale pendant 20 ans, basé à l'arsenal de Toulon. Il quitte l'armée et la famille déménage à Pau, il devient Chef de chantier dans le BTP. Il est Délégué du Personnel et membre de la CE de l'UD 64. Il restera conseiller prud'homme jusqu'à ses 75 ans. Sa maman est assistante dentaire à Pau. En 1971, suite à la séparation de ses parents, sa maman déménage dans l'Ain à Bourg en Bresse. Elle veut se rapprocher de sa sœur, qui habite à Sainte Julie (01). Sa maman exerce alors plusieurs métiers et après un litige avec son dernier employeur, elle est défendue par Jean MOLLARD aux

prud'hommes.

En 1978, à 17 ans, après avoir obtenu le CAP d'employée de bureau, Patricia découvre le monde du travail et sa réalité à travers de nombreuses missions d'intérim chez ECCO ou BIS (usine, travail à la chaîne, en posté, au rendement, travail de bureau, ménage, standardiste...). Lassée par des contrats courts et la précarité de sa situation, elle postule à une annonce repérée dans « Le Progrès » pour devenir agent SNCF. Elle est recrutée le 15 février 1982 pour travailler en gare de Bourg en Bresse comme agent commercial et commence sa formation de nouvel agent à Culoz. L'entreprise recrute massivement à cette époque, pour compenser les futurs départs en retraite de cheminots et surtout, sur l'impulsion du Ministre communiste des Transports de l'époque, Charles FITERMAN. Elle a un premier contact avec des militants CGT, au cours d'une journée de présentation des OS aux nouveaux embauchés. En 2000, Patricia change de métier au sein de la SNCF en passant l'examen d'agent mouvement et termine sa carrière comme chef d'escale en gare de Bourg en Bresse. C'est dans cette même gare que Patricia fait connaissance d'Yves PERRET, qui devient son compagnon à partir de 1984.

Après sa titularisation, elle adhère au syndicat de Bourg en Bresse en 1983. Elle est rapidement sollicitée pour intégrer le CE de son établissement et est élue jusqu'à fin 1985. Début 1986, les CE locaux sont supprimés, ils sont remplacés par un Comité Central d'Entreprise et des CE Régionaux, qui reprennent l'ensemble des activités sociales de la SNCF. Patricia devient cette même année, déléguée du personnel, pour deux mandats jusqu'en 1991. Fin 1986, elle connaît son premier gros conflit à la SNCF, contre la mise en place d'une grille de salaire et d'un avancement au mérite. Résultat, le pays est bloqué pendant plus de trois semaines et le gouvernement de Jacques CHIRAC retire son projet.

En 1991, c'est aussi l'année de naissance de son fils et une petite fille arrive en 1994. Pendant toute cette période, elle décide de se mettre « un peu » en retrait, son compagnon Yves PERRET ayant lui aussi une activité syndicale. Elle reste une représentante CGT locale pour ses collègues du service commercial, une trentaine d'agents. Avec Yves, elle s'implique aussi, dès 1992, dans la CLAS Bressane (Commission Locale des Activités Sociales). Beaucoup

SOURCES : Interview IHS CGT AIN du 26 octobre 2023.

d'enfants et d'adultes de l'Ain profitent du travail de cette commission. Des sorties sont organisées pour le parc Astérix, Disneyland, le Futuroscope, et bien d'autres activités tels que la fête de l'Huma ou des spectacles parisiens. Patricia et Yves s'en occupent jusqu'en environ 2002.

Décembre 1995, elle participe à un autre conflit d'importance parmi tous ceux qui ont marqué sa carrière. Ce conflit est symbolique par son ampleur et son caractère fédérateur contre le plan « JUPPE ». Trois semaines de lutte et le quasi blocage du pays poussent le gouvernement à retirer son projet.

Dans les années 2000, elle est mandatée par l'Union Départementale pour participer au Conseil Administration de l'éducation spécialisée.

En 2004, Patricia reprend un mandat au CHS-CT. Elle en effectue trois successifs. Elle apprécie le travail fait au travers de cette instance, car cela oblige la Direction de l'entreprise à faire face à ses responsabilités en matière de réglementation du travail et des conditions de vie des Cheminots. Elle reste profondément marquée par le suicide d'un de ses collègues et ami, militant CGT. Malgré deux ans d'enquête avec Stéphane MAUCHAMP, la Direction SNCF fait tout pour minimiser voire nier ses responsabilités, refusant de considérer cet acte comme un accident du travail. Le contexte de l'époque avec la vague de suicides à France Télécom fortement médiatisée, inquiétait les autres entreprises publiques qui redoutaient qu'une situation identique puisse leur arriver.

Pendant cette période, elle siège au bureau du Secteur Fédéral de Chambéry. En tant que responsable départementale de secteur, elle supervise les différents syndicats cheminots de l'Ain.

En 2006, Patricia devient secrétaire du syndicat des cheminots de Bourg, elle a 45 ans. Elle assume cette fonction jusqu'en 2016. Elle est membre de la CE de l'UD de l'Ain dès 2010. Elle est également mandatée par l'UD 01 pour intégrer la commission paritaire d'AGEFOS PME.

Janvier 2014, elle intègre le Bureau de l'UD de l'Ain comme Secrétaire Générale adjointe au côté de Fabrice CANET (Secrétaire Général). Elle fait deux mandats jusqu'en 2019.

Elle retire de cette nouvelle expérience de riches rencontres, pleines d'enseignements. Son investissement, notamment sur la formation syndicale, l'éducation populaire, la mise en place des collectifs « Femmes, Mixité » ou « Environnement », au côté de Fabrice CANET, marquent leur volonté d'offrir une image ouverte de la CGT, moderne et une dynamique tournée vers l'extérieur.

Patricia part en retraite le 1^{er} mai 2019. Elle continue son mandat au secrétariat de l'Union Départementale bénévolement pendant six mois, jusqu'en novembre 2019 date du congrès de l'UD 01.

Depuis elle milite au sein du Bureau National de l'Union Fédéral des Retraités (UFR) des cheminots. Elle continue à œuvrer à l'UL de Bourg en Bresse. En 2020, elle est élue pour le PCF au conseil municipal de Bourg en Bresse, sur une liste d'union de la gauche.

Patricia veut profiter de sa retraite pour s'occuper de son petit-fils, de ses futurs petits-enfants et de sa famille. Elle souhaite accorder plus de place à ses amis et amies, trop souvent négligés par sa vie militante et, si possible, voyager un peu plus. Elle reste une militante attentive aux évolutions de notre société et au monde qui nous entoure. Son combat féministe est l'une de ses priorités.

MICHEL Christian

Christian MICHEL, né le 15 novembre 1957 à Bourg-en-Bresse, technicien de maintenance en signalisation électrique de la SNCF. Fils de cheminots, père agent SNCF au service équipement, mère garde-barrières.



Après le collège de Nantua et une seconde technique au lycée Carriat de Bourg-en-Bresse, il entre sur concours au centre d'apprentissage SNCF de Toulouse en formation sur la maintenance de la signalisation électrique de la SNCF, de septembre 1974 à septembre 1976.

A la sortie de l'apprentissage, il est muté sur la région SNCF de Chambéry où il effectue un stage jusqu'en mars 1977.

Il adhère à la CGT le 1er janvier 1977 à Bourg-en-Bresse durant son stage.

Sa première affectation sera à Montréal-La-Cluse où il sera en charge des installations électriques (signaux, passages à niveaux...) sur une portion de ligne SNCF.

Fin 1977, il se marie et effectue ensuite son service militaire de décembre 1979 à novembre 1980. En 1981 et 1984 naissent deux filles.

Elu DP sur l'établissement équipement de Bourg-en-Bresse durant plusieurs mandats, il intègre le secrétariat du secteur CGT cheminots de la région de Chambéry comme responsable à la politique financière de 1996 à 2002.

Sur la même période, il est élu au Comité d'Etablissement SNCF de la région de Chambéry.

Au niveau interprofessionnel, il intègre la Commission Exécutive et le Bureau de l'UD CGT de l'Ain en 1995.

Il devient secrétaire général de l'Union Locale CGT d'Oyonnax en 1998 à la suite d'André PERRIN. Il restera à cette responsabilité jusqu'en 2004. C'est l'époque des 35h et de la négociation des accords d'entreprises. Dans les entreprises dépourvues de syndicat, des salariés venaient solliciter un mandat de la CGT pour négocier un accord 35 heures.

Une période compliquée où les salariés, en particulier ceux en travail posté (3X8 ou 2X8), avaient des attentes très fortes d'amélioration des conditions de travail, avec une perspective de 4 heures de travail en moins par semaine ou une compensation par des jours de récupération (RTT) à prendre sur l'année.

Le patronat, considérant que désormais les pauses obligatoires d'une demi-heure par séance de travail n'étaient plus du travail effectif, ne voulait réduire le temps de travail que d'une heure et demi par semaine. Tout était donc fonction du rapport de force dans l'entreprise... Et du syndicat qui négociait...

En 2004 Christian MICHEL est élu Secrétaire général adjoint de l'UD CGT de l'Ain, responsable de la politique revendicative. Il le restera jusqu'en 2013.

Il a animé de nombreuses journées d'étude dans les syndicats et les UL et préparé de nombreux diaporamas de présentation des projets de réformes gouvernementales. Par exemple, en 2007 et 2010 sur les projets de réforme des retraites. Ces journées d'étude ont permis de mobiliser les militants et d'aboutir à une forte mobilisation.

En effet, ces 3 mandats ont été marqués par de nombreuses luttes interprofessionnelles dont la lutte gagnante contre le Contrat Première Embauche (CPE) en 2006, contre la réforme des retraites de 2007, contre celle de 2010 et ses 12 manifestations. L'UD a aussi apporté son aide et son soutien à de nombreuses luttes d'entreprises dont Rencast à Reyrieux, La Bresse à Mézériat, Lejabby, Eider...

Militant de terrain, il a aussi visité de nombreux syndicats dans tout le département et assuré le suivi de différentes Unions Locales (Trévoux, Montluel, Belley, Oyonnax, Lagnieu...).

Au niveau de la formation syndicale, il a formé de nombreux syndiqués sur les questions économiques (stage niveau 2) et dirigé de nombreux stages dont le stage éco CE.

Il a participé à la mise en place de CoGiTiel (logiciel de gestion des adhérents de la CGT) et formé de nombreux trésoriers et secrétaires de syndicat pendant plusieurs années.

Il a contribué à équiper l'UD au niveau informatique (achat de matériel, serveur, gestion du site internet...)

En 2008, lors du déménagement de l'UD dans la nouvelle maison des syndicats 3, impasse Alfred CHANUT, il a travaillé à l'aménagement des nouveaux locaux.

Concernant la préparation des congrès de l'UD, il a beaucoup aidé à la présentation des documents d'orientation et à rendre le déroulement des congrès plus attractifs

Retraité en janvier 2014, Christian MICHEL exerce encore plusieurs mandats en 2024 :

- Mandaté à Pôle Emploi depuis 2010, au comité de liaison et à l'instance paritaire statuant sur les recours des demandeurs d'emploi concernant, entre autres, les trop-perçus, les départs volontaires...
- Mandaté au conseil d'administration de la CAF de l'Ain depuis 2011, vice-président du CA depuis 2022. Son mandat prendra fin en 2026.
- Trésorier de l'IHS CGT de l'Ain.

MOLARD Jean

Né en 1934 ; ordonné prêtre en décembre 1961 ; syndicaliste CGT de l'Ain chez Berliet devenu Renault Trucks (1970-1994), membre de la CE de l'UD de l'Ain de 1974 à 1998, de son Bureau et Secrétariat de 1978 à 1985.



Né à Rillieux (Ain à l'époque) de parents petits maraichers, après la fréquentation de l'école républicaine et laïque, Jean MOLARD entre à 9 ans comme interne à l'« Ecole apostolique Saint-Nicolas à Bourg en Bresse. Il suit « le parcours classique du petit apprenti curé » pour entrer en **1946** au petit séminaire de Meximieux ; puis en **1954** au grand séminaire de Belley. Il sera ordonné prêtre en décembre **1961**.

120 ans de la CGT le 24 septembre 2015

Auparavant il a vécu le passage à l'armée du 2 septembre **1956** à mi-décembre **1958**. Après les premiers mois effectués en France, il part en Algérie comme infirmier dans une unité d'intervention. Il le restera jusqu'à la fin, 2ème classe. Il racontera son vécu dans un livre publié en 2003 « *Djebel Amour - Et De Haine - Un Séminariste Dans La Guerre D'Algérie* ».

De retour, après 9 ans de sacerdoce il décide de devenir prêtre ouvrier en **1970** et il est embauché comme OS sur une chaîne de montage de camions chez Berliet à Bourg en Bresse, devenu ensuite RVI puis Renault Trucks.

Après 6 mois de réflexion, en avril **1971** Jean demande à Maurice PRETO de lui faire sa carte à la CGT.

Il prend rapidement des mandats dans son syndicat : Délégué du personnel dès **1972** (Il le restera jusqu'à son départ à la retraite), puis membre du CHSCT, représentant syndical au Comité d'Entreprise et Secrétaire à la propagande.

Son talent d'écrivain est alors mis au service de la rédaction de nombreux tracts distribués deux ou trois fois par semaine et du journal mensuel « *le Rétroviseur* » appelé par tous « Le Rétro ». Puis dans les années **1970** pour répondre aux journaux patronaux, l'impression d'une simple feuille « *Le Manard enchainé* ». Pendant plusieurs années il fait partie à la Commission Confédérale de Propagande de la CGT à Montreuil..

En parallèle en **1990** il découvre la revue « Goliath » appartenant à la « presse d'opposition catholique » et s'embarque pour plusieurs années dans l'équipe de rédaction.

Il participe et anime les grèves dans son usine et aussi en soutien à d'autres entreprises en lutte. Il est en effet membre de la CE depuis **1974**, du Bureau et du Secrétariat de l'UD avec Robert TURREL. Il quitte la CE en juin **1998** lors du 25^{ème} congrès de l'UD

En avril **1980** il participe à l'aventure de « Radio Bresse CGT » avec notamment Robert TURREL, Pierre BILLAUD, Patrick ROCHON. Cette radio de lutte ne fonctionnera que quatre jours. Jean et les autres responsables seront inculpés avant une ordonnance de non-lieu en janvier **1982**.

Infatigable touche à tout au service des autres Jean prend une part active pour la défense des salariés dans le domaine juridique devant les conseils de Prud'hommes et la cour d'appel.

SOURCES : Livre de Jean MOLARD « Des hommes, des camions...et Dieu ? » et archives UD CGT Ain.

Jean a toujours habité en HLM et c'est donc tout naturellement qu'il s'investit à INDECOSA CGT et qu'il est candidat sur cette liste et élu membre du conseil d'administration de l'office Public HLM par les locataires de **1995** à **2007**.

Passionné d'histoire sociale, Jean accompagne Pierre VUILLAUME et d'autres camarades pour impulser une nouvelle activité militante lorsque l'Union Départementale prend la décision de créer l'Institut CGT d'Histoire Sociale de l'Ain courant **2012**. Il fait toujours partie du Bureau de l'IHS.

Son amour pour les hommes et l'histoire alimentent sa passion pour la photographie. Photos de réunions, de luttes, de manifs et surtout de femmes et d'hommes trouvent leur place dans les documents et livres publiés par l'IHS.

Sans doute adepte de la maxime « Un esprit sain dans un corps sain », après avoir beaucoup pédalé et randonnée en montagne avec son ami Jo Carminatti, Jean a joggé sur les routes du département, participant à des courses un peu folles comme la Saint Etienne Lyon ou les cents kilomètres de Bourg-Bellegarde.

Le « **Lève-toi et marche** » de l'Evangile qu'il cite souvent peut sans doute résumer sa vie d'engagement au service des autres.

MONNET Gustave

Né le 12 février 1905 à Thoiry (Ain), mort le 30 mars 1976 à Thoiry ; contrôleur ; militant SFIO et syndicaliste CGT, membre du bureau de la Fédération CGT de l'Éclairage (1948-1963), président de la CMCAS de Bourg-en-Bresse (Ain), administrateur du CCOS et de la CCAS.



Gustave Monnet fréquenta l'école primaire et fut ouvrier à la construction du barrage de Chancy-Pougny, puis entra à l'Union électrique de Saint-Claude (Jura), comme contrôleur des appareils de comptage.

En 1935, il participa à la création d'un syndicat adhérent à la Fédération CGT de l'Éclairage.

Durant la même période, il entra à la SFIO.

Lorsqu'en 1937 la direction générale supprima le secteur de Saint-Claude pour rassembler tout le personnel à Bourg-en-Bresse, Gustave Monnet œuvra auprès des directions locales et régionales ainsi qu'auprès du ministère intéressé pour obtenir une charte comportant des compensations substantielles devant atténuer les difficultés causées aux familles des agents déplacés. Après la jonction des deux secteurs, il lutta pour réaliser la fusion des deux personnels au sein d'un seul syndicat puissant qui groupa rapidement la quasi-totalité des agents.

Avant la Seconde Guerre mondiale, Gustave Monnet siégea également au conseil d'administration de la caisse de l'Ain des Assurances sociales.

Sous l'occupation, il fut Résistant et anima l'organisation clandestine : sous sa conduite s'organisèrent dès 1941 les opérations de ravitaillement destinées à aider les familles. Ensuite, il fut membre du Comité local de libération qui mit en place une nouvelle municipalité à Bourg-en-Bresse.

Toujours membre de la SFIO, il refusa en 1947 de suivre la consigne de son parti interdisant à ses adhérents de demeurer à la CGT, ce qui ne l'empêcha pas de rester membre du Parti socialiste SFIO jusqu'à sa mort.

En janvier 1948, il entra comme suppléant au comité de la Fédération CGT de l'Éclairage. Lors de son XVIIe congrès (Paris, mai 1948), il fut élu à son bureau et y fut réélu sans interruption jusqu'au XXIIe congrès inclus (Gennevilliers, mars 1963).

Il avait été élu administrateur du Conseil central des oeuvres sociales (CCOS) dès sa constitution et en fut le trésorier dans le bureau élu le 12 janvier 1950 ; il le fut à nouveau dans le bureau de la Caisse centrale d'activités sociales (CCAS) élu le 3 mai 1963.

MILIT'AIN - Dictionnaire biographique des militants CGT du département de l'AIN

De 1948 à 1970, il fut le président de la Caisse mutuelle complémentaire d'action sociale (CMCAS) de Bourg-en-Bresse.

Il représenta également la CGT au conseil d'administration de la Caisse régionale Rhône-Alpes de Sécurité sociale.

Gustave Monnet prit sa retraite professionnelle en 1961 et fut fait chevalier dans l'Ordre national du Mérite par décret du 16 juin 1966.

Marié, il eut un fils, Roland (voir Roland Monnet*) qui travailla également à l'EDF-GDF.

SOURCES : *Force Information*, n° 245 (juin 1976). — *Le Progrès*, 31 mars et 30 avril 1976. — *Journal officiel*, 19 juin 1966. — Arch. FNE-CGT : militants décédés. — Notes d'E. Belouet et de D. Gauthier. — R. Gaudy, *Les porteurs d'énergie*, Paris, Temps Actuels, 1982.

Michel Dreyfus

SOURCES : MAITRON.

MORISSETTI Jean

Né le 16 juillet 1906 à Oyonnax (Ain), mort le 30 novembre 1971 à Oyonnax ; militant du Parti communiste et de la CGTU dans l'Ain.

Membre de la Libre pensée et du Parti communiste dans les années trente, Jean MORISSETTI, ouvrier charpentier, fut avant 1935 secrétaire du syndicat unitaire du Bâtiment de sa ville natale, fief communiste de René NICOD. Il fut délégué de son syndicat aux congrès nationaux de la CGTU de 1933 et 1935 et membre de la commission administrative fédérale de l'Ain.

Arrêté à la suite des événements du 12 février 1934 à Oyonnax, il fut condamné le 7 décembre 1934 à une amende de 25 francs avec sursis. Arrêté encore une fois à la suite d'une manifestation violente à Oyonnax, le 28 mai 1935, il fut condamné par le tribunal de Nantua, le 14 novembre 1935, à une semaine de prison sans sursis.

Lors de la réunification syndicale de 1935-1936, le syndicat unitaire du Bâtiment d'Oyonnax devint le syndicat du Bâtiment et des Travaux publics CGT de l'arrondissement de Nantua (Ain). Jean MORISSETTI en fut le secrétaire et le délégué au congrès national de la CGT de 1936. Avec Briche et Eugène Perrin, il signa, le 1er juillet 1936, la convention collective pour le syndicat du Bâtiment de Bellegarde-sur-Valserine et, le 16 septembre 1936, celle de l'Ain. En novembre 1936, Jean MORISSETTI devint délégué de la 10e Région fédérale (région lyonnaise). Il prit la parole lors de la manifestation du 1er Mai 1939 à Bourg-en-Bresse. À cette occasion il fut présenté comme "employé communal".

Sous l'Occupation, il fut interné au camp de Saint-Paul-d'Eyjeaux (Haute-Vienne) du 28 juin au 18 novembre 1941. Après la guerre, il devint forain, puis artisan menuisier et charpentier. À cause de divergences avec la direction communiste de l'Ain, il ne reprit pas sa carte du parti, mais resta sympathisant jusqu'à sa mort. Il ne semble pas avoir eu d'activité syndicale après la guerre.

Jean MORISSETTI mourut le 30 novembre 1971 à Oyonnax.

MOSSAZ Georges

- Né le 20 janvier 1942 à BELLEGARDE, cheminot, syndicaliste, secrétaire de l'UL CGT de Bellegarde (1982/1993).



Depuis son plus jeune âge, la vie de Georges a été rythmée par de nombreuses luttes au sein de la CGT. Il a été dès son entrée dans la vie active chez les cheminots un militant, et a vite occupé des mandats syndicaux, tout d'abord au sein de la SNCF en tant que responsable du syndicat cadres cheminots.

Il s'est ensuite investi dans l'union locale CGT bellegardienne, dont il a été secrétaire de 1982 à 1993.

Son militantisme n'était pas que local. En effet, il s'est aussi engagé au niveau de la commission exécutive de l'Union départementale de l'Ain dont il fut membre de 1985 à 1991.

En parallèle, il a été conseiller du salarié CGT, élu dans les instances prud'homales d'Oyonnax, où il a défendu de nombreux salariés du privé de toute la région.

A la retraite, il a continué son militantisme en tant que secrétaire dans le syndicat des retraités cheminots.

Érudit de l'organisation et de l'histoire du syndicat, c'était un militant rassembleur, mobilisateur qui savait placer les mots justes sur un tract, parfois vite fait sur un coin de bureau.

Il a été de tous les combats de la confédération CGT, que ce soit pour la défense de la Sécurité sociale, des retraites, de la lutte des Manufrance, des métallos de RVI et bien d'autres...

Depuis sa deuxième maison qu'était l'union locale CGT au 51 Rue Lafayette, il a été en permanence en soutien aux entreprises bellegardiennes en lutte, de Pechiney à Lejaby en passant par Perrot, Cebal, Sadag, Coutier, etc.

Beaucoup de ces entreprises ont aujourd'hui disparu, mais elles n'ont jamais été fermées sans que Georges MOSSAZ n'organise la bagarre contre le patronat local avec l'UL CGT.

Georges MOSSAZ est décédé le 23 juillet 2021.

NICOLET Marcel

Né le 23 décembre 1894 à Lyon (Rhône), Marcel NICOLET, militant CGT et socialiste de l'Ain.

Né le 23 décembre 1894 à Lyon (Rhône), Marcel NICOLET, constitua le 24 mai 1919 le syndicat des filieristes et tréfileurs de Trévoux (Ain) et de la région dont il fut élu secrétaire général. Le syndicat comptait 180 hommes et 90 femmes au moment de sa création.

Marcel NICOLET fut également le principal animateur du groupe socialiste de Trévoux dont il fut le secrétaire et le délégué aux congrès fédéraux des 6 avril 1919 et 12 décembre 1920. Il se prononça en faveur de l'adhésion à la IIIème Internationale et devint secrétaire de la section communiste locale.

Mais Marcel NICOLET adopta vis-à-vis de la scission syndicale une attitude plus centriste que celle qu'il avait prise politiquement. **Il avait été élu en juillet 1921 secrétaire permanent de l'Union des syndicats de l'Ain.** Il tenta d'éviter une scission syndicale par la dissolution des CSR sans exclusions. Il fit voter une résolution dans ce sens au congrès de l'Union départementale qui se tint le 29 janvier 1922 à Bourg-en-Bresse. Délégué au comité confédéral national (13-15 février 1922), Marcel NICOLET vota contre Léon Jouhaux mais déclara sa volonté de maintenir l'unité syndicale.

Il s'opposa donc à la création de l'Union syndicale unitaire et ne se rendit pas à son congrès constitutif du 28 mai 1922. Il accepta d'être secrétaire adjoint de la **nouvelle UD-CGT dont Henri GALANTUS fut secrétaire. L'UD eut son siège à Saint-Claude** ce qui diminua considérablement l'influence de Marcel NICOLET. Il s'occupa surtout du secrétariat des filieristes et tréfileurs de Trévoux.

Selon un rapport de police de septembre 1932, il avait cessé ses activités militantes depuis deux ans "pour conserver son emploi de chef d'équipe à l'usine de condensateurs" à Trévoux. À la fin de 1932, il adhéra au groupe local de la Libre pensée.

Il quitta en 1938 Trévoux pour Villefranche-sur-Saône (Rhône) où il occupa un poste de gardien de la paix. Il mourut dans cette ville le 26 mai 1970.

PECORA Alain

Né le 4 décembre 1961 à Bourg en Bresse; agent EDF à la centrale nucléaire de Bugey; militant CGT ; secrétaire général du syndicat du CPN Bugey ; secrétaire général de l'UL de Lagnieu ; conseiller prud'hommes à Belley.



Alain PECORA est né le 4 décembre 1961 à Bourg en Bresse, il est le sixième enfant d'une famille de 8 enfants (4 sœurs et 4 frères).

Son père était tourneur/fraiseur dans la société SA Guillet à Villebois. Sa mère était mère au foyer. Son père n'était ni adhérent à un syndicat ni à un parti politique. Alain a acquis ses connaissances syndicales par le biais du syndicat Cgt de son entreprise.

Il est entré au sein de la centrale nucléaire de Bugey le 24 août 1981 avec le statut d'exploitant. Il partira à la retraite le 31 décembre 2016. Il a donc fait toute sa carrière à la centrale.

Il adhère à la CGT le 1er mai 1983 et ne quittera plus le syndicat. Il intègre le bureau syndical et la commission exécutive en 1993 et y restera jusqu'à son départ en retraite. Il est secrétaire du syndicat du 1er juillet 2007 au 1er septembre 2013 (avec 350 adhérents au début de son mandat). Depuis 1997 il est également défenseur syndical.

Il est mandaté au CHSCT de 1985 à 1989 puis délégué du personnel (ainsi qu'au comité d'entreprise) de 2007 à 2013.

Il devient secrétaire général de l'Union Locale CGT de Lagnieu de 2000 à 2007 et membre de la commission exécutive de l'Union Départementale CGT de Bourg en Bresse de 2000 à 2006. En parallèle, amateur de rugby, il sera secrétaire du club de rugby de Sault Brenaz.

Il est élu au Conseil de Prud'hommes de Belley de 1er janvier 2002 au 31 décembre 2017, dans la section encadrement (où il prendra aussi la présidence de sa section à plusieurs reprises) puis mandaté du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025 dans la section industrie.

Il participera activement aux conflits internes, les plus marquants sont :

En 1989, grève de trois semaines où il était régulateur de grève dans les équipes de quart (3x8) du service conduite.

En 1996, négociation d'accords sur les salaires, sur la formation et les conditions de travail, cette action durera trois semaines.

En 1995, une grève de trois semaines contre le plan Juppé.

Du 7 janvier 2000 au 31 mars 2000 lutte pour l'intégration des primes de 3x8 dans le salaire de base et donc pour le calcul de la retraite (ce qui représente plus ou moins 30% de salaire)

En 2002, sur deux semaines, négociation du passage à 32h dans les équipes de quart, passage de 6 à 7 équipes (embauche de personnel et RTT obtenus).

En 2006 bataille contre le CPE et le CNE.

Pour lui le militantisme à EDF est plus simple qu'ailleurs car c'est une entreprise qui ne « broyait » pas les militants CGT, aujourd'hui le militantisme est bien plus dur.

En 2005, il intègre la fac de droit Jean Monnet à Saint Étienne pour obtenir une licence de droit en 2007. En parallèle, en interne, il devient cadre.

Il a eu la chance de piloter un réacteur nucléaire pendant 7/8 ans, mais ses dix dernières années il était « détaché permanent » au syndicat de la centrale nucléaire, ce qui n'est pas sa période préférée car pouvoir alterner travail employeur et travail syndical est bien plus intéressant et on garde un pied côté entreprise.

Il a toujours préféré le travail syndical interprofessionnel à celui en interne à la centrale du Bugey. Les autres salariés ont besoin qu'on les guide, qu'on les aide, qu'on les accompagne dans leurs démarches de négociation (ou de grève) et cela a été très enrichissant.

Aujourd'hui, il « s'éclate » en tant que formateur syndical et prud'homal... Mais les kilomètres commencent à lui peser !

PELUX Henri

Né en 1919 ; tréfileur ; syndicaliste CGT de l'Ain, Henri fut ce qu'on peut appeler sans aucune exagération un militant fidèle de la CGT. Résistant, délégués du personnel et du Comité d'Entreprise à la Tréfilerie-Câblerie de Bourg.



Il connut très tôt une vie difficile : placement dans une ferme avant de devenir apprenti boucher, avec des cours du soir au lycée Carriat.

A 14 ans, il entre à la Tréfilerie-Câblerie de Bourg, (aujourd'hui Tréfilunion), non comme ouvrier de production, mais comme employé à la Coopérative au rayon boucherie et alimentation.

A 18 ans, en 1937, il s'engage dans la cavalerie et devient brigadier-chef. Lors de la déclaration de guerre, il est sur la ligne Maginot, se retrouve en Hollande et est fait prisonnier à Amiens, en mai 1940. Il passe trois ans dans un camp en Allemagne.

En février 1944, il est rapatrié sanitaire en France et passe deux mois à l'hôpital de BOURG. Guéri, il rejoint les forces de Résistance à Villereversure, dans l'Armée Secrète (A.S.) où il devient "Moustique" (les "maquisards" prenaient un surnom pour protéger leur famille de la répression des troupes d'occupation). Après la libération de la région, il rejoint les troupes alpines et participe à l'occupation de l'Allemagne à Trèves.

En 1946, il retrouve la vie civile et... la TCB, qu'il quitte en 1948 pour un an, désireux de travailler ailleurs. Il y revient en 1949, année où il adhère à la CGT. Qu'il ne quittera plus jusqu'à sa mort. 52 ans à la CGT !

Doué d'une grande force physique, toute sa vie professionnelle, il sera tréfileur, mais en assumant diverses responsabilités syndicales, tant au niveau des délégués du personnel que du Comité d'Entreprise. L'histoire d'Henri à la TCB se confond avec l'histoire du syndicalisme dans ce qui fut longtemps le fleuron industriel du bassin d'emploi de la Bresse. On rappellera ici le nom du responsable du syndicat de cette fameuse époque : Alphonse Galland, un grand parmi les grands.

En 1978, nous sommes à l'époque des attaques contre toute la sidérurgie française. A 59 ans, Henri se voit "remercié", et si son départ marque pour lui la fin d'une vie dure, par contre il vit très mal le fait de partir dans ces conditions.

Et naturellement, à la retraite, il rejoint le groupe des retraités CGT de l'interpro, dont le noyau essentiel est fait des anciens de la TCB.

On verra souvent Henri aux permanences, aux manifs, aux petites fêtes du loto ou des rois...

PERRIN André

Né le 16 avril 1941 à Oyonnax ; Fraiseur P3 à l'entreprise BILLION à Oyonnax; Délégué Syndical et Secrétaire du Comité d'Entreprise ; militant CGT et communiste de l'Ain ; Secrétaire de l'UL d'Oyonnax (1977-1998) : Secrétaire général de l'UD de l'Ain (1998-2004) ; maire-adjoint à la mairie de Dortan (1995-2020).



Fils de paysan, ses parents habitaient une ferme isolée située sur la commune de Dortan en zone montagneuse.

Ecole primaire à l'école de Bonaz, commune de Dortan, jusqu'à 11ans (4 kms à pied matin et soir pour aller à l'école) puis interne à l'ENP (Ecole Nationale Professionnelle, maintenant lycée Paul Painlevé à Oyonnax) jusqu'à 19ans.

Embauché chez BILLION en juillet 1960 comme fraiseur P3, resté P3 toute sa carrière alors que tous ses collègues sont passés cadres ou assimilés !

Il y est resté jusqu'en 1998.

André a effectué son service militaire de mars 1961 à fin décembre 1962, dont 16 mois en Algérie.

Retour chez BILLION à partir de janvier 1963.

Adhésion au syndicat CGT dès sa création en 1966, élu secrétaire du Comité d'Entreprise aux élections qui ont suivi.

A été beaucoup aidé au départ par l'UD (Robert TURREL et René CLERC)

Délégué Syndical CGT en 1968, participe aux nombreuses grèves chez BILLION, dont celle de 1971 (3 semaines), qui ont permis d'obtenir des acquis importants dont le 13ème mois.

Le syndicat CGT de chez BILLION était une référence sur Oyonnax avec celui de l'hôpital.

Elu membre de la CE de l'UD en 1976 puis membre du bureau de l'UD en 1980, secrétaire de l'UL d'Oyonnax de 1977 à avril 1998.

Adhère au PCF en 1977.

Parmi les nombreuses actions menées au niveau de l'UL, le suivi de la grève gagnante des salariés de l'entreprise DAVID en 1982 a été un événement marquant qui a eu un retentissement sur toute la ville d'Oyonnax.

Les salariés en grève pour une augmentation de salaire et de meilleures conditions de travail ont dû faire face à une manifestation de 300 patrons de la région issus de l'Ain, du Jura et des 2 Savoies, membres du SNPMI, venus pour « casser de l'immigré » qui ont tenté de rentrer dans l'entreprise avec un bulldozer.

André PERRIN a dû aller chercher les salariés grévistes à l'intérieur de l'entreprise encadré par les forces de l'ordre, a participé ensuite aux négociations qui ont eu lieu en préfecture.

Dans les jours qui ont suivi, une manifestation organisée par les UL CGT et CFTD a rassemblé plus de 1000 personnes à Oyonnax.

D'autres conflits grévistes ont eu lieu sur Oyonnax avec occupation d'usines, notamment aux Etablissements Moulages Modernes.

MILIT'AIN - Dictionnaire biographique des militants CGT du département de l'AIN

A instauré au niveau de l'UL des permanences hebdomadaires pour accueillir et renseigner les salariés et a préparé de nombreux dossiers prud'homaux.

A parfois organisé des réunions de syndiqués le dimanche matin pour les salariés en 3 X 8.

En avril 1998, quitte le secrétariat de l'UL et est remplacé par Christian MICHEL.

En juin 1998, suite à un congrès de l'UD houleux, IL est élu secrétaire général de l'UD dans des conditions difficiles.

Quitte son mandat de Délégué Syndical CGT chez Billion au bout de quelques mois, est remplacé par Georges ARPIN, s'impliquera malgré tout plus tard dans la préparation du bon accord 35h signé par la CGT.

A été beaucoup aidé au cours de ses 2 mandats par Patricia ACCARY, secrétaire administrative de l'UD, qui connaissait parfaitement le fonctionnement de l'UD et des syndicats.

A eu l'objectif tout au long de ses 2 mandats de rassembler la CGT, de construire une CE et un bureau de l'UD opérationnels

S'est beaucoup investi dans la visite des syndicats, la négociation des accords 35h mais aussi dans le suivi et la préparation des congrès d'UL afin de redynamiser leur activité (UL de Bourg en Bresse, Bellegarde, Ambérieu, Gex, Lagnieu, Trévoux...)

S'est beaucoup impliqué dans l'aide aux syndicats du secteur privé et dans les conflits grévistes : ELLONY, BRESSE-BLEU...

A beaucoup impulsé la formation syndicale et la tenue des stages au niveau de l'UD. De nombreux militants ont été formés.

En 2002, suite à une campagne prud'homale de terrain intense menée sur tout le département, la CGT progresse globalement de plus de 6% sur le département. Cette victoire a dynamisé l'activité de la CGT.

Suite à la création de syndicats CGT dans des entreprises sous-traitantes du CERN (dont SECURITAS), André PERRIN a travaillé avec l'aide de Jack TORD, conseiller confédéral, à l'élaboration d'une convention de site.

Ce projet de la CGT avait pour objectif de gagner plus de sécurité d'emploi sur le CERN pour les salariés sous-traitants, notamment en cas de changement d'entreprise suite à de nouveaux appels d'offre qui étaient renouvelés tous les 3 ans.

Cette convention de site a été présentée le mercredi 22 octobre 2003 à St Genis Pouilly en présence de Bernard THIBAUT.

Elle n'a pu être mise en œuvre du fait des manœuvres du CERN qui ont conduit à la disparition du syndicat CGT SECURITAS.

André PERRIN a renouvelé son mandat en 2001. Durant ces 2 mandats, par une gestion rigoureuse, il a nettement amélioré les finances de l'UD.

Il a ensuite passé la main en 2004 mais a apporté son aide au cours du mandat suivant sur de nombreux dossiers difficiles (élections MSA, conflit gréviste chez Rencast à Reyrieux, suivi des syndicats de la métallurgie...)

Par ailleurs, André PERRIN a été conseiller municipal pendant 37 ans (1 mandat à Bellignat (1971-1977), 5 mandats à Dortan (1989-2020), maire-adjoint à la mairie de Dortan pendant 25 ans de 1995 à 2020.

SOURCES : Interview IHS CGT AIN le 30 juin 1922

PIANE Camille

Né le 9 mars 1913 à Villereversure (Ain), mort le 16 février 2008 à Ares (Gironde) ; employé des PTT; syndicaliste CGT de l'Ain ; militant du Parti communiste ; adjoint au maire d'Ambérieu-en-Bugey.



Fils d'un facteur et d'une mère sans profession, Camille PIANE, employé des PTT, vérificateur, se maria le 19 août 1937 à Dijon (Côte d'Or).

Il adhéra à la CGT en 1934 et au Parti communiste en 1944. Il fut, en 1945, adjoint au maire d'Ambérieu-en-Bugey. Lors du scrutin de 1947, il fut battu ainsi que toute sa liste. Il siégea au bureau de la fédération communiste de l'Ain.

Nommé le 15 août 1939 aux PTT comme agent des installations extérieures d'Ambérieu-en-Bugey, mobilisé le 9 septembre dans l'armée des Alpes, libéré le 20 juillet 1940, il réintégra son service.

Plus tard, un voisin cheminot, chargé de reconstituer le syndicat le fit rencontrer Jules BLANCHET, futur capitaine

Gérard des unités FTPF (qui fut élu député communiste à la Libération) et il rentra dans la Résistance.

Son premier travail clandestin fut de collecter et transmettre des renseignements concernant le transport ferroviaire. Il profita aussi de son activité professionnelle pour récupérer cartes d'identité et tickets de ravitaillement, l'intérieur de son guidon de vélo permettait un transport sans histoire... Il procéda régulièrement à des écoutes téléphoniques clandestines... Et à des sabotages des communications. En juin 1944 il entra dans la clandestinité et fut chargé d'organiser un cantonnement et son intendance. Puis il constitua un groupe de téléphonistes pour assurer la liaison entre les divers PC des sections du maquis.

Au titre de cet engagement dans la Résistance, il reçut trois distinctions : Médaille de la Résistance, Croix de Combattant Volontaire de la Résistance et Chevalier dans l'Ordre National du Mérite.

Secrétaire du syndicat CGT des PTT d'Ambérieu-en-Bugey et secrétaire départemental adjoint, il fut d'abord membre du bureau de l'Union locale CGT de cette commune puis son secrétaire général et membre du conseil d'administration de l'UD-CGT (1952). En 1953, il était secrétaire départemental adjoint de la fédération postale et membre de la commission administrative de l'UD-CGT de l'Ain.

Au printemps 1947 lors des premières élections à la Sécurité Sociale, il participe à la mise en place de la CPAM de l'Ain dont il est élu Secrétaire du conseil d'administration (Le Président est Gustave MONNET, et le Vice-Président Jean BOLLARD). Il sera administrateur de la CPAM jusqu'en 1967.

Militant communiste, Camille PIANE fut secrétaire de la section locale d'Ambérieu-en-Bugey de 1953 à 1964, puis siégea de 1965 à 1966 au comité de section. Membre du bureau fédéral de 1953 à 1957, il siégea ensuite au comité fédéral jusqu'en 1961, puis à la commission fédérale de contrôle financier de 1961 à 1966.

Camille PIANE est décédé le 16 février 2009 à Arès (Gironde).

PICCIOLI Emmanuel

Né en 1969 ; Technicien de maintenance chez Kem One ; délégué syndical depuis 2011.

Né à Lyon en 1994, Emmanuel PICCIOLI est embauché par l'entreprise KEM ONE en 1994 comme Technicien de maintenance.

Syndiqué depuis 2007, il est élu à la CE de son syndicat en 2008.

Il devient délégué syndical en 2011.

Depuis 2019 il est membre de la commission exécutive de la FNIC (Fédération Nationale des Industries Chimiques).

PLANCHE Alain

Né le 23 mars 1953 à Paris ; Employé des PTT puis de France Telecom ; syndicaliste CGT de l'Ain, secrétaire général du syndicat des PTT de Bourg en Bresse (1988-1998), membre de la CE et du Bureau de l'UD de l'Ain (1988-1995) puis de son Secrétariat de 1995 à 1998.



Fils d'un père cheminot syndiqué à la CGT, Alain PLANCHE déménage avec sa famille à Leyment puis Ambérieu en Bugey.

C'est dans cette ville qu'il suit sa scolarité avant un essai de 3 mois dans une école militaire à Sainte ; abrégé pour cause d'allergie à la discipline de l'armée !

A 16 ans il commence à travailler aux Ponts et chaussée, puis un an plus tard il entre au PTT auxiliaire au service des lignes à Ambérieu en Bugey en **1971**.

Il adhère à la CGT en **1972**.

En **1976** nommé à Cluses (Haute Savoie) suite à un concours d'agent d'exploitation service des lignes, dans la foulée il intègre la Commission Exécutive du syndicat départemental des PTT de Haute Savoie (En charge du suivi des services des lignes).

En **1977**, muté dans l'Ain au Centre de construction de lignes d'Ambérieu en Bugey. Il intègre la Commission Exécutive du syndicat départemental des PTT de l'Ain.

En **1982** à sa mise en place, il siège au premier CHSCT du Centre de construction de lignes de France Telecom et également au CHSCT régional.

Il succède à Pierre BILLAUD comme Secrétaire général du syndicat CGT des PTT de l'Ain de en **1988**.

En décembre **1995** il prend une part active à la grève des Postiers contre le projet de privatisation des PTT et pour la retraite à 55 ans. Il portera la défense du service public et la présence postale dans le département.

Remplacé par Claude JACQUET en **1998**, il réintègre France Télécom à Lyon où il est coopté à la CE du syndicat des télécoms du Rhône.

En février 2005 France Telecom devenu Orange met en place le Comité d'Entreprise Rhône Alpes Auvergne, il y est élu avec son camarade et ami Christian GOURAT.

Egalement militant communiste, Alain PLANCHE s'implique dans les structures interprofessionnelles de la CGT : Elu à la Commission Exécutive et au Bureau de l'UD de l'Ain (1988-1998) puis au Secrétariat de 1995 à 1998.

En plus de son engagement syndical et politique, il est actif dans le mouvement associatif à Ambérieu en Bugey : Président du club de Volley-ball pendant 25 ans, il fut aussi Président de l'Association de parents d'élèves.

En **2005** il déménage à Hauteville.

Après son départ en retraite en **2008**, il milite au sein de l'Union Locale CGT, à la section retraité(e)s, et en parallèle il devient Secrétaire de la Section du PCF.

Alain PLANCHE habite aujourd'hui dans les Pyrénées Orientales où il milite à la CGT comme membre de la Commission Exécutive du syndicat départemental des PTT et au Secrétariat de sa Section Retraités.

PRETO Maurice

Né le 17 avril 1934 ; ouvrier chez Berliet-Renault ; militant syndical du syndicat CGT de son entreprise, membre de la CE de l'UD 1968 à 1982; Il est mandaté au Conseil d'Administration de l'URSSAF et de l'ASSEDIC.



Maurice PRETO est né le 17 Avril 1934 à Biesles, un village de la Haute-Marne, situé à proximité de Nogent. La région était spécialisée dans l'industrie de la coutellerie. Le père est arrivé du Portugal en 1923, travaille dans une fabrique de couteaux et s'est marié avec une fille du village. Le ménage a eu neuf enfants, dont Maurice est le cinquième.

A l'âge de 14 ans, Maurice démarre son apprentissage, évidemment dans la coutellerie. Son travail consiste d'abord à faire les courses, et à approvisionner en charbon avec une brouette l'atelier d'un forgeron qui travaille à son domicile. En fin de journée, toujours avec sa brouette,

Maurice va porter à la Poste du village les colis de couteaux. Peu à peu, il intègre la fabrication des lames et leur polissage. Un premier incident avec son patron amène son licenciement, annulé par l'intervention de la mère de Maurice qui travaille comme lingère chez la femme du patron...

En juin 1955, Maurice est appelé au service militaire qu'il commence à Toul dans un groupe de Transport, où après avoir réussi le caducée (brevet d'infirmier de l'armée), il travaille à l'infirmerie. En Juin 1956, il part pour l'Algérie, dans un train pour Marseille qui est bloqué par des manifestants anti-guerre. En arrivant à Alger, malgré la beauté de la ville, il découvre une situation de guerre. Il sera affecté en ville au contrôle routier et à l'application du couvre-feu. Il escortera aussi les convois de militaires se rendant en opérations...

En octobre 1957, il est libéré et retrouve son travail à la coutellerie. En 1958, son frère parti à Paris le fait venir à la capitale où il trouve un emploi dans le journal « Le Petit Echo de la Mode » : il prend livraison des paquets de journaux à la sortie de l'imprimerie et les livre dans les gares et autres lieux d'expédition, mais cette fois, pas avec une brouette. En 1958, il adhère à la CGT, à la suite d'un problème dans la boîte concernant les horaires de travail.

En 1959, il vient à Bourg en Bresse pour préparer un CAP de plombier au C.F.P.A. et c'est là qu'il rencontre Ginette qui devient son épouse. Les conseils d'un oncle l'emmènent à l'embauche chez Renault à Billancourt, où il travaille à la fonderie dans l'ébarbage des carters de fonte, travail dangereux. Maurice découvre ses premières manifs : c'est l'époque où Renault tente de s'implanter aux USA avec la « Dauphine », marché qui sera un fiasco, et les voitures retournent à la fonderie.

En 1960, Maurice épouse Ginette et pour se rapprocher de la région demande son embauche chez Berliet à Vénissieux, toujours en fonderie où le travail est toujours aussi dur. Il arrive à se faire muter au montage-camions, où il découvre une bonne ambiance syndicale et devient trésorier de la section.

En 1964, Berliet ouvre son usine de Bourg-en-Bresse et Maurice y obtient sa mutation et participe à la mise en place du syndicat, facilitée par sa connaissance des responsables de Vénissieux.

Maurice est élu à la C.E. de l'UD de 1968 à 1982 et parallèlement, au niveau départemental, il exerce un premier mandat à l'URSSAF où il découvre les difficultés à faire payer les patrons. Après deux années

d'exercice, l'UD le nomme au Conseil d'Administration de l'ASSEDIC de l'Ain-2 Savoie, dont les réunions se tiennent à Annecy et qui débattent des recours des salariés. Maurice exercera ce mandat pendant 15 ans.

Maurice restera à l'usine jusqu'à sa préretraite en 1992 et pour lui, toutes les responsabilités syndicales se succéderont au gré des besoins... D'un point de vue professionnel, Maurice occupera principalement le poste de préparation des valves et autres raccords destinés aux circuits de freinage et il ne sera jamais « permanent syndical », attaché qu'il était à cette conviction qu'un militant doit rester au contact, dans l'atelier.

La retraite mettra un terme à ses mandats de l'UD et l'amènera naturellement à la section du Syndicat des retraités de RVI, devenu Renault-Trucks. Le décès de son épouse en 2017 sera dur à vivre, mais Maurice poursuivra les rencontres avec ses camarades, où sa « sagesse » et ses analyses de militant expérimenté seront toujours appréciées. Il rejoint aussi la CE de l'USR dont il sera le Trésorier DE 2004 à 2016.

RAVOT André

Né le 17 août 1944 à Champdor (Ain); Receveur des PTT; militant CGT à la FAPT et à l'UL de Culoz. Militant du PCF.



André est né le 17 août 1944 à Champdor (Ain), dans une famille de paysans et d'artisan charpentier. Il est le deuxième d'une fratrie de quatre enfants. Sa jeunesse est rythmée par les travaux de la ferme et dans les champs, lui laissant que peu de temps libre.

En juillet 1962, il est embauché comme auxiliaire à la Poste d'Hauteville, pour faire des remplacements au service de tri et d'expédition du courrier, puis fin 1962 comme facteur. Début 1963, il tombe gravement malade et doit être hospitalisé suite un problème de reins (taux d'urée trop important). Il est à deux doigts de perdre la vie. Mais cette infection lui permet d'être réformé du service militaire. Il devient monteur de lunettes à l'usine Pittion de

Champdor deux mois, de septembre à octobre 1963, puis comme aide-comptable de novembre 1963 à mai 1964.

En juin 1964, il est reçu au concours d'agent d'exploitation des PTT. Il hésite alors entre un travail mieux payé dans la comptabilité et celui de postier. Ses soucis de santé et la garantie d'un emploi stable, certes moins rémunéré, le pousse à choisir ce dernier. André part pour Paris, il est hébergé chez un oncle et une tante. Cette même année, il adhère à la CGT.

En septembre 1965, il est muté à Trévoux, au service téléphonique puis au guichet. Il y reste jusqu'au mois de mars 1968. Muté à Culoz, il participe au conflit de mai 68, trois semaines de grève.

A la suite du conflit de l'automne 1974, après un mois de grève, il est reçu au concours de contrôleur, les effectifs étant rehaussés de 900 à 1200 à l'issue de ce conflit. Il est nommé à Culoz et y reste 20 ans. Il participe aussi à la diffusion large de la presse syndicale catégorielle « Le Maître de Poste », ayant pour emblème un coquelicot.

En 1975, il adhère au Parti Communiste Français. Cette même année il devient membre de la Commission Exécutive du syndicat des PTT (FAPT) et y reste jusqu'en 2007. Il est nommé receveur fin avril 1988 à Brénod. Poste qu'il l'occupe par la suite à Seyssel (Ain) à partir de 1989, puis à Virieu-le Grand de 1993 à février 2001, date de son départ à la retraite. En 2000, André a été acteur de la mise en place des 35 heures à La Poste en participant à des visites dans tous les bureaux de poste du département de l'Ain, encore nombreux à cette époque.

Il rencontrait le personnel et élaborait avec les agents de nouveaux règlements intérieurs et les défendaient en commission administrative paritaire 2 à 3 fois par semaine. La mise en place des 35 h a permis la création d'environ 80 emplois dans l'Ain.

Il a également siégé de nombreuses années au CHSCT départemental où il a défendu, avec pugnacité, l'amélioration des conditions de travail des postiers. C'est cette pugnacité qui lui a valu le surnom de « Rackam Le Rouge » donné par les militants de Force Ouvrière dans l'objectif de tenter de le ridiculiser dans leur journal interne. Objectif manqué puisque ce surnom, il l'a porté avec fierté car, pour tous, il est devenu la représentation de celui qui se battait sans rien lâcher !

SOURCES : Interview IHS CGT AIN du 24 octobre 2023.

MILIT'AIN - Dictionnaire biographique des militants CGT du département de l'AIN

Il est membre de la CE de l'UL de Culoz de 1982 à 1995 ; trésorier de la section des retraités du syndicat Multi-Pro de Belley de 2001 à 2021. Il est aussi Conseiller aux Salariés de 1988 à 2002.

Son travail de receveur l'amène à aider ses concitoyens à remplir leurs déclarations d'impôt. Activité qu'il poursuit en retraite.

Très attaché à la vie syndicale et à la convivialité, il ne manquera jamais de réunir les postiers syndiqués, actifs et retraités, du Bugey autour d'un casse-croûte et ce, jusqu'à sa retraite.

Adhérent à l'amicale d'Ardosset (commune de Ceyzérieu) en 2002, il participe à sa fête du four et autres animations. Il aime aussi supporter son club local de football, à domicile ou lors des déplacements.

André RAVOT est décédé le 7 octobre 2024

REMOND Charles

Né le 6 août 1908 à Dasle (Doubs) ; syndicaliste CGT de l'Ain.

Charles REMOND, père de trois enfants, membre du Bureau de l'UD de 1948 à 1960, il fut secrétaire général adjoint de l'Union départementale CGT de l'Ain dans les années 1950.

Il fut aussi secrétaire général de l'Union locale CGT de Bourg-en-Bresse.

Il assumait également des fonctions au sein du Mouvement de la paix et fut aussi le trésorier de l'association paroissiale de l'Église réformée de France à Bourg-en-Bresse.

REVEILLARD André

Né le 6 novembre 1943 à Saumur Maine et Loire; **ouvrier ; syndicaliste CGT de l'Ain ; conseiller prud'hommes à Belley.**



Deuxième enfant d'une fratrie de 4 garçons dont 3 créeront un syndicat CGT durant leur vie. Scolarisé à l'école des Récollets puis au lycée de Saumur il quitte l'Anjou en 1960 et entre au Tanneur à Belley. En 1963 il passe un CAP de fraiseur au centre CFP des Vennes à Bourg en Bresse et est embauché aux JMF (joint métallo-plastiques) à Belley.

L'année suivante il crée le syndicat CGT dans cette entreprise. En 1968 il lancera le mouvement de grève avec occupation de l'usine. Il y exercera tous les mandats syndicaux représentatifs du personnel, DP, CE, CHSCT, comité central d'entreprise et comité de groupe dans le cadre de l'absorption de CEFILAC dans le groupe PECHINEY

Durant cette période il sera élu conseiller Prud'hommes et président du conseil de Belley.

Suite à la nationalisation de la multinationale PECHINEY en 1984, il sera élu au conseil d'administration de celle-ci (1984 1989) ainsi que dans deux conseils d'administration de filiales de groupe (Carbonne - Lorraine et Céfilac)

En 1985 il commencera une formation à la Maison de la Promotion Sociale de Grenoble et durant 3 ans il intégrera l'université de Grenoble où il obtiendra une maîtrise AES (administration économique et sociale)

En 1989, un poste de cadre commercial lui sera proposé dans une usine du groupe CEFILAC à St Etienne où il exercera pendant 12 ans (l'usine de Belley avait été vendue pendant durant son mandat d'administrateur)

En 1998 il montera un dossier adressé à Martine Aubry alors ministre du travail afin de faire classer les usines de CEFILAC de Belley, St Etienne, Montbrison comme sites amiantés. Ceux-ci seront reconnus comme tels en juillet 2000 et publiés au Journal Officiel

De 2012 à 2016 avec 32 camarades il participe activement au procès intenté à l'employeur au sujet du risque amiante. Ils obtiendront la reconnaissance du « préjudice d'anxiété amiante avec indemnité » nouvellement reconnue par la justice (2 prud'hommes, les cours d'appel de Lyon et Grenoble et deux arrêts de la cours de cassation)

Durant ces années dans l'Ain il a siégé au comité départemental de la médecine du travail et pendant 15 ans il fut administrateur de l'URSAF.

SOURCES : Renseignements fournis par l'intéressé.

Il a participé à diverses commissions préfectorales (formation professionnelle, emplois des handicapés, agrément des "maîtres d'apprentissage" et des organismes de formations habilités à percevoir la taxe d'apprentissage)

Il a également siégé à la direction départementale du travail et de l'emploi où étaient décidées les conditions d'application des conventions FNE dans les entreprises. Avec le patronat départemental il a participé à la rédaction de la convention collective métallurgique de l'Ain.

Retraité en 2001 il prendra la direction de la section des retraités de Belley qu'il transformera en syndicat territorial des retraités CGT Belley - Virieu le Grand - Culoz. Celui-ci a pour originalité de regrouper et mobiliser sur place dans une même structure tous les syndiqués CGT retraités du territoire, qu'ils soient adhérents directs ou adhérents dans les fédérations (EDF, PTT, SNCF, impôts...) ceci pour une action concertée et militante sur leur lieu de vie

Il participe activement aussi à la commission exécutive de l'UL ainsi qu'aux commissions exécutives de l'union syndicale des retraités départementale.

Il participera à la création de Tourisme et travail par la CGT à Belley et en assurera la présidence durant 15 ans.

Son engagement politique

André adhère au PCF en 1964 et en 1966 il suit une école de formation d'un mois. Elu secrétaire de section il développe les cellules d'entreprise (Pignon, Céfilac, Tanneur) et celles des villages environnants (Peyrieu, Parves, Chazey-Bons)

Il fut à l'origine de la fête de "la Terre" qui deviendra la fête des vendanges à Peyrieu. Pendant 20 ans, chaque année, celle-ci fut incontournable dans le Bas-Bugey.

Membre du bureau fédéral pendant de nombreuses années il fut candidat aux élections cantonales en 1973. Elu à Parves il en devient premier adjoint en 1983 et le restera jusqu'en 2014. Avec ses camarades élus il mettra en œuvre une gestion participative originale afin de réaliser les infrastructures nécessaires à la vie du village. 48 bénévoles y participeront (salle des fêtes, jeux de boules, parcours santé, caserne de pompiers, création d'un belvédère, fleurissement)

REYDELET Gilberte

Née vers 1922 ; employée dactylographe à Bourg en Bresse ; Secrétaire du syndicat CGT des communaux ; membre du Bureau de l'UD de l'Ain de 1956 à 1960.

Gilberte REYDELET adhéra au Parti communiste en 1946.

Membre du bureau fédéral de 1953 à 1954, elle siégea la même année au secrétariat de la section locale de Bourg (Ain).

De 1956 à 1957, Gilberte REYDELET siégea à la commission fédérale de contrôle financier.

Elle était alors Secrétaire du syndicat CGT des communaux de Bourg.

Elle fut membre du Bureau de l'UD de l'Ain de 1956 à 1960.

RICOL André

Né le 21 décembre 1926 ; ouvrier tréfileur-métallurgiste ; militant communiste de l'Ain ; syndicaliste CGT.



Tréfileur à Bourg-en-Bresse (Ain), André RICOL était un militant syndicaliste CGT. Membre du bureau de l'Union départementale de 1956 à 1957, il siégea au secrétariat de l'UD-CGT de 1957 à 1959, puis à sa commission administrative de 1959 à 1964. Entre 1962 et 1966, il fut également délégué du personnel de son entreprise (Tréfilerie de Bourg).

Militant communiste, André RICOL avait adhéré au Parti communiste en 1948. Il fut secrétaire de la section locale de Bourg-en-Bresse de 1959 à 1962, membre du secrétariat de la même section de 1962 à 1965 puis de son bureau de 1965 à 1966.

Il fut également responsable du Parti communiste au sein de l'entreprise Tréfilerie de Bourg de 1961 à 1968. Au niveau départemental, André RICOL siégea au bureau fédéral de 1953 à 1968, puis au comité fédéral jusqu'en 1969 au moins.

ROCHON Patrick

Né le 24 février 1952 ; Inspecteur des Finances Publiques, syndicaliste au SNADGI CGT, Secrétaire général de l'UD de l'Ain (1980-1987).



Né à Pont d'Ain (Ain) d'un père militaire de carrière et d'une mère employée aux Soieries BONNET à Jujurieux, après la fréquentation de l'école laïque et obtention du BEPC, Patrick ROCHON est embauché comme Auxiliaire au service de l'Enregistrement le 1er octobre 1969, puis à la DGI à compter du **01/01/1970** (date de la fusion des régies financières (Contributions Directes, Indirectes et Enregistrement). Il est titularisé le **01/05/1975** comme agent de constatation des Impôts.

Patrick avait déjà adhéré à la CGT en mars **1974** au SNADGI (Syndicat National des Agents de la Direction Générale des Impôts). Il devient rapidement membre de la CE et du bureau du syndicat ; ainsi qu'à la CE de l'UGFF (Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires),

Membre de la CE de l'UD et du Bureau à partir de **1974**, il est Secrétaire du CDJ (Centre départemental de la jeunesse CGT 01) de **1974 à 1980**.

Il devient permanent au Secrétariat de l'UD le **01/01/1977**.

En 1977 il épouse Marie Christine PELUX, militante CGT chez LEJABY.

Au Congrès en **1980**, il remplace Robert TURREL comme Secrétaire Général de l'UD. Il le reste jusqu'en **1987**.

Deux grands conflits ont notamment marqué son mandat :

- Celui qui a eu lieu sur le chantier de construction du tunnel creusé en partie sous le Jura pour accueillir un accélérateur de particules : le LHC (Large Hadron Collider).
- Et celui de l'entreprise "Le Tanneur".

Il réintègre alors les services de la Direction Générale des Impôts le **01/9/1987**.

Il passe le concours de contrôleur en **1989** et de contrôleur divisionnaire des impôts en **1991**.

Sur proposition de l'UD, Il exerce la fonction d'assesseur au TASS (Tribunal des affaires de Sécurité Sociale).

Il est nommé Inspecteur le **01/09/2001** à la Cellule informatique de la Direction des Services Fiscaux à Melun (Seine et Marne).

Retour dans l'Ain le **01/09/2002**.

Il est élu en Commission Administrative Paritaire cadre A de la Direction des Services Fiscaux et ensuite de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Ain.

Il est nommé Inspecteur divisionnaire des Finances Publiques lors de son départ en retraite le **01/03/2012**.

Passionné de Généalogie, c'est tout naturellement que Patrick participe avec Pierre VUILLAUME et d'autres camarades à la mise en place l'Institut CGT d'Histoire Sociale de l'Ain courant 2012. Il intègre le Bureau et devient Trésorier.

Il effectue un mandat de délégué régional de la MACIF (représentant CGT) de **2013 à 2017**)

Il devient Président de l'IHS le **16/09/2015** après le décès de Pierre VUILLAUME.

ROUSTIT Fernand

Né le 16 février 1946. Agent SNCF. Militant syndical CGT de l'Ain, secrétaire du syndicat CGT des cheminots d'Ambérieu (1977-1981), militant politique, conseiller municipal (1983-2020) et régional (1986-1992).



Fernand est né le 12 février 1946 à Mireval (Hérault), dans une famille de viticulteurs. Suite à la crise viticole des années 50-60, ses parents deviennent ouvriers agricoles dans la viticulture. A 14 ans, Fernand, pas trop passionné par l'école et devant aider sa famille, devient apprenti menuisier. Mais l'exploitation patronale lui fait prendre conscience de sa condition ouvrière. Il démissionne rapidement. A 15 ans, il rentre dans une usine de métallurgie et connaît son premier mouvement social. Il y reste un an et demi. Il travaille alors comme vendeur dans une enseigne des Magasins Economiques Méridionaux, et il adhère à la CGT au sein de l'UL

de Montpellier. Il est licencié parce qu'il demande une augmentation de salaire pour ses collègues et lui-même. Après un service militaire de 18 mois, il rentre à la SNCF en 1966, comme Agent de manœuvre, et fait toute sa carrière en gare d'Ambérieu en Bugey. Il occupe ce poste jusqu'en 1984, puis il se met en disponibilité pour devenir permanent politique.

Dès son arrivée à Ambérieu, il prend sa carte chez les cheminots CGT du site et s'investit syndicalement. En 1967, Robert CHÊNE, le Secrétaire du syndicat, lui demande de représenter la CGT au Comité-Mixte Exploitation (agents du transport des gares, des triages). Il exerce ses mandats de représentant du personnel en tant qu'élu DP (1968-1984) et élu au Comité Régional de la région SNCF de Chambéry (1973-1981). Il est en premier lieu Secrétaire-Adjoint du syndicat et secrétaire de section technique « Exploitation » (1969-1977). Puis, il devient Secrétaire du syndicat en 1977. Il le reste jusqu'en 1981 et sera remplacé par Gérard GOULETTE. Pendant la période de 1973 à 1981, il est Permanent de la Fédération des Cheminots et membre du bureau du Secteur Fédéral de Chambéry. Il est responsable de la « commission des jeunes » et de la formation syndicale (1969-1981). Tout au long de sa vie de militant, le renforcement de la CGT et l'éducation sont ses chevaux de bataille. Parmi tous les conflits qu'il a vécus, celui qui revêt une importance toute particulière, est une action collective des agents de manœuvre. Ils obtiennent des mesures catégorielles (revalorisation des postes, meilleures prises en compte des conditions de travail, ...) après un rassemblement d'environ 3000 agents en 1976. Cette action nationale fait suite à son « Tour de France » des sites ferroviaires. Il permet d'établir un cahier revendicatif national de la filière et de faire remonter les revendications d'agents qui comptent parmi ceux les moins bien rémunérés de l'entreprise.

Son engagement est aussi politique. Il manifeste pour la fin de la guerre d'Algérie au début des années 60. Cette volonté d'œuvrer pour la paix et de combattre toutes les formes d'injustice le conduise à adhérer aux Jeunesses Communistes dès 1962. Il représente le Parti Communiste Français comme conseiller municipal à Ambérieu en Bugey (1983-2020), conseiller régional Rhône-Alpes (1986-1992) et il est même maire-adjoint (2008-2014). Permanent Politique (1984-2008), il est candidat pour le PCF aux élections cantonales, législatives et sénatoriales, sans succès, malgré l'estime des milieux populaires.

SCHEPF Jean Paul

Né le 22 juin 1943 ; agent technique EDF-GDF ; syndicaliste CGT dans l'Ain, militant du CGT d'EDF GDF et des activités sociales de la CMCAS de Bourg en Bresse.



Jean Paul SCHEPF, militant discret mais combien efficace, a été un fidèle de la CGT pendant toute sa vie de salarié et de retraité.

Après une formation d'électricien à l'Ecole de Métier EDF de Soisson, dès son embauche au district d'Ambérieu au début des années 60, il se syndique à la CGT et milite rapidement dans sa section syndicale, puis à la commission exécutive du syndicat de centre EDF-GDF de Bourg en Bresse. Il en restera membre jusqu'en 1989. Il sera mandaté pour siéger au Comité Mixte à la Production du Centre de distribution et au Sous Comité Mixte à la Production de la subdivision d'Ambérieu dont il assura le Secrétariat pendant quelques années.

Puis, le moment de la retraite venu, c'est tout naturellement que Jean Paul a continué son engagement syndical au sein de notre section syndicale CGT des Retraités, ou il est élu à la commission exécutive qu'il quittera seulement en octobre 2021 lors de son assemblée générale. Il fut aussi membre du Bureau de la section Retraités jusqu'en 2017 et, durant plusieurs années, responsable de la sous-section d'Ambérieu.

Fortement engagé dans les activités sociales, il a été responsable de la SLV d'AMBERIEU pendant des décennies, élu au conseil d'administration de la CMCAS (Caisse Mutuelle et d'Action Sociale) de Bourg en Bresse de 1986 à 1989, membre des commissions Solidarité, Patrimoine et Pensionné., Bénévole du réseau solidaire de la CMCAS sur le secteur d'Ambérieu, il a assuré ce mandat avec dévouement jusqu'à aux derniers mois de sa vie.

Jean Paul était de toutes les actions, manifestations pour la défense du service public de l'électricité et du gaz, et celle du Statut national de leurs personnels. Avec nous il a arpenté maintes fois le bitume des rue de Bourg, notamment devant la préfecture, pas seulement pour défendre nos intérêts corporatifs, mais aussi ceux de tous les salariés actifs et retraités.

Il s'était d'ailleurs engagé dans les structures interprofessionnelles de la CGT : Membre de la commission exécutive de L'Union départementale de 1974 à 1977, il fut aussi un membre actif de celle le l'Union Locale d'Ambérieu. Son mandat de conseiller au tribunal de prud'hommes de Belley fut un autre aspect de son engagement pour la défense des travailleurs.

Retraité, il avait rejoint les rangs de l'Union Syndicale des Retraités CGT de l'Ain, avec laquelle il milita jusqu'à ces dernières années.

Jean Paul SCHEPF est décédé le 13 mars 2022.

SEIGNEMARTIN Jean

Né en 1920 ; dessinateur à EDF ; syndiqué à la CGT depuis 1938, militant social il est à l'origine la Bibliothèque de la Caisse d'Action Sociale du Personnel d'EDF-GDF en 1942.



Né dans une famille ouvrière en 1920 à Saint Claude (Jura), ce fils de cheminot aurait aimé « faire ses humanités », mais la vie l'a amené au lycée Carriat à BOURG en Bresse où il obtint un diplôme de dessinateur industriel en 1938. Peu après il fut embauché au bureau de dessin de l'entreprise « L'Union Électrique ».

Là, il « tombe » dans ce qu'il nommait « *le bureau du syndicalisme et de la libre pensée* ». Il y découvre le Canard enchaîné, l'Os à moelle et autres lectures progressistes. C'est donc tout naturellement qu'il se syndique à la CGT.

Rendre hommage à Jean SEIGNEMARTIN, c'est faire défiler l'histoire de la Bibliothèque de la Caisse d'Action Sociale du Personnel d'EDF-GDF.

En 1942 son chef de service le charge de la nouvelle bibliothèque que l'entreprise a décidé de créer.

Cette même année il se marie avec Suzanne, rencontrée dans l'entreprise.

En 1946 l'Union électrique est nationalisée et entre dans le giron d'EDF. Le Président de la toute nouvelle Caisse d'Action Sociale, Gustave MONET, demande à Jean de conserver la gestion de la bibliothèque.

Sa soif culturelle l'entraîne aussi dans d'autres aventures : En décembre 1949 commence « L'aventure Marionnettes » dont Jean a raconté l'histoire en octobre 2015 dans un petit fascicule manuscrit. L'aventure prendra fin en 1963.

Dans les années 50 il participe à la création d'un groupe de théâtre « Les Mus'arts », qui donne sa première représentation « Les fourberies de Scapin » au théâtre municipal de Bourg en Bresse en avril 1953. Sans doute la première troupe de théâtre amateur de Bourg...

Jean adhère en 1952 au Parti communiste français ; qu'il quitte en 1963 en désaccord avec la mainmise brutale de l'URSS sur les pays de l'est et la soumission du PCF.

En retraite depuis 1978, Jean passe peu à peu la main à Josiane JAYR qui s'est investie toujours plus depuis 1982.

Au mois d'août 2013 sa forte personnalité et sa richesse intellectuelle lui permettent de surmonter la disparition de son fils Pierre.

Le 18 décembre 2019 Jean était encore présent avec ses amis de la bibliothèque pour évoquer quelques souvenirs lors du traditionnel pot de fin d'année.

Jean SEIGNEMARTIN est décédé le 18 mars 2020.

SERRE Maurice

Né en 1913, Maurice Serre participa à la direction du syndicat CGT de l'Union électrique de Bourg-en-Bresse (Ain) de 1936 à 1939 (voir Gustave Monnet*). Il fut prisonnier de guerre de 1940 à 1945.

THÉVENOUX Louis

Né le 24 janvier 1897 à Digoin (Saône-et-Loire), (Ain), typographe, syndicaliste (CGTU), secrétaire de l'UD-CGTU de l'Ain à partir de 1925..

Fils d'un journalier et d'une couturière, ouvrier typographe, Louis Thévenoux fut secrétaire et trésorier du syndicat CGTU du Livre d'Oyonnax (Ain) dès avant 1925 et jusqu'en 1936. Ce syndicat comptait quarante adhérents à la fin de 1935.

De juin 1926 jusqu'en août 1931, il fut également secrétaire de l'Union locale unitaire d'Oyonnax et fut candidat au conseil des prud'hommes en novembre 1929.

Fin 1925, il remplaça Marie-Louise Berthon* comme secrétaire de l'UD-CGTU. Il fut délégué des syndicats du Bâtiment, Bois et Peignes d'Oyonnax au congrès national de la CGTU de 1931.

Louis THEVENOUX est mort le 3 octobre 1940 à Oyonnax

TREMBLAY René

Né le 5 juin 1926 ; agent technique EDF-GDF ; militant syndical et social du syndicat CGT-GNC d'EDF GDF de Bourg en Bresse ; Président de la CMCAS EDF-GDF de 1977 à 1980 ; adjoint au Maire de Bourg en Bresse de 1983 à 1989.



René est le fils du dirigeant de l'entreprise de distribution électrique, « Le réseau TREMBLAY » nationalisé en 1946.

Après une formation au lycée de la Martinière, il entre à EDF en 1948 avant d'être titularisé en 1950 au bureau de dessin du service technique électricité et adhère à la CGT. Il dépasse rapidement le rôle d'adhérent et s'engage résolument dans le mouvement syndical ; notamment dans les activités sociales.

Dès 1950 il suit des stages de moniteur de centre de vacances, ce qui le conduit à être directeur de colonies de vacances du CCOS (Conseil Central des Œuvres Sociales) devenu CCAS (Caisse centrale d'activités sociales en 1964) de 1951 à 1956.

Localement, avec la CMCAS, à partir de 1965 il organise les « mercredis de neige » aux Plans d'Hotonnes ou il emmène 200 enfants dans cette station de ski naissante. Dans le même temps il met en place le centre de loisir CMCAS de Péronnas. Conscient de la nécessité d'échanges avec les organismes extérieurs, il participe aux travaux du comité directeur des Francs et Franches Camarades dont il sera le Président durant 10 années.

René a consacré une partie de son temps à son sport favori le football au sein de l'ASEGF (Association Sportive des Electriciens et Gaziers) dont il sera le Président jusqu'en 1976.

Soucieux de ne pas rester enfermé dans le giron corporatif, il participe aux travaux du Comité directeur du district de football de l'Ain, dont il est élu Président en 1980.

Elu au conseil d'administration de la CMCAS de Bourg en Bresse depuis 1966, il prend une part active à la construction de la salle omnisport de la CMCAS à Péronnas en 1974. Il en est le Président de 1980 à 1983.

Cet engagement dans les activités sociales ne l'a pas empêché de militer dans son syndicat CGT-GNC dont il est le Secrétaire-adjoint au côté de Daniel GAUTHIER. Il siège dans les organismes statutaires comme représentant du Personnel en Commission Secondaire et au Sous Comité Mixte à la Production du Service Technique Electricité.

René a aussi assumé des responsabilités importantes au niveau de la municipalité de Bourg en Bresse : Elu en 1983 sur la liste d'Union de la gauche, il est adjoint au Maire jusqu'en 1989.

René TREMBAY est décédé le 25 septembre 2016.

TRICHARD Pascale

Né le 22 aout 1955 ; Agent EDF ; syndicaliste CGT du Centre de Production Nucléaire du BUGEY.



Embauché au début des années 1980 à la centrale du BUGEY, elle y a fait toute sa carrière jusqu'à son départ en retraite en 2016.

Sa carrière commencée en bas de l'échelle, elle finit cadre comme chef de section, **Pascaline**, comme l'appelait ses camarades, a su faire la démonstration de toutes ses qualités professionnelles pour y arriver, De par son métier elle était reconnue dans tous les services grâce à ses compétences et son expérience.

En parallèle de sa carrière professionnelle elle s'implique dans le syndicalisme dès son entrée à EDF. Rapidement elle s'y investi en tant que militante que se soit dans les activités sociales (membre du conseil d'administration de la CMCAS de BOURG EN BRESSE) ou dans les organismes statutaires et bien sur dans le fonctionnement du syndicat dont elle deviendra la trésorière générale.

Sa passion pour la photo à servi le syndicat pour qu'il garde des souvenirs de ses activités.

A la suite du congrès du syndicat en en juin 2018, elle s'était proposée pour s'impliquer dans sa section retraités...

Sa disparition brutale le 22 octobre 2018 ne l'a pas permis...

TRUCQUEMENT Bernard

Né le 27 août 1946 à Lyon, , technicien hospitalier, délégué syndical CGT au Centre Médical Régina à Hauteville, Secrétaire général du syndicat CGT des retraités CGT d'Hauteville.



Issu d'une famille de militants communistes, Bernard s'est inscrit très jeune dans la lignée familiale pour ne jamais renier ses convictions de justice sociale et de paix.

Il était un homme de convictions aimant le débat, ne craignant pas la contradiction, ni la confrontation des idées.

Bernard s'est très tôt engagé dans l'action syndicale et politique. mais aussi sur le plan associatif.

Bernard a assumé de nombreuses responsabilités syndicales tout au long de sa vie et dès son entrée dans la vie active : délégué syndical CGT au Centre Médical Régina, militant très actif au sein du syndicat des hospitaliers d'Hauteville comme au sein de l'Union Locale CGT d'Hauteville.

Sa carrière professionnelle s'effectuera principalement à la responsabilité des services techniques du centre de dialyse Régina.

Il a contribué à former de nombreux syndiqués dans les années 80 en organisant des stages de base qu'il dirigeait sur Hauteville chaque année.

Il a également été très impliqué au niveau départemental au sein de l'Union Syndicale Départementale de la Santé et de l'Action Sociale CGT puis comme Secrétaire général jusqu'en 1988 où il a dû se résigner à quitter Régina, menacé de fermeture, pour se mettre à son compte en tant qu'artisan afin d'assurer son avenir et celui de sa famille.

Il sera aussi élu à la commission exécutive de l'UD de l'Ain en 1978 à 1985, puis de 2013 à 2019.

Bernard a ensuite mis son activité syndicale entre parenthèses jusqu'à sa retraite en 2005 où il s'est à nouveau investi pleinement en tant que retraité, défendant avec obstination la hausse du pouvoir d'achat et des pensions.

Il est devenu secrétaire général du syndicat CGT des retraités d'Hauteville, très investi dans l'Union Syndicale des Retraités à Bourg, représentant l'USR à la commission exécutive de l'Union Départementale CGT.

Il avait fait de la défense de la protection sociale son cheval de bataille et il ne manquait jamais d'intervenir à ce sujet, soucieux du maintien d'un accès aux soins égalitaire sur tout le territoire.

Mais il était aussi particulièrement sensible aux enjeux de la dépendance, militant sans relâche pendant des années pour la création d'un droit à l'autonomie financé

par la sécurité sociale, refusant la prise en charge de la perte d'autonomie par les assurances privées.

Bernard a participé à de nombreuses réunions au Conseil Général et à des groupes de travail sur ces questions de la dépendance et participé à l'organisation d'un colloque sur ce sujet sous l'égide de l'UD.

Sur le plan politique, il était adhérent et militant très actif au sein du Parti Communiste Français participant à son activité locale et départementale. Il sera d'ailleurs un membre influent au sein de la fédération départementale et élu comme son représentant au sein de la Commission nationale santé du PCF. Mais aussi candidat à plusieurs reprises aux élections municipales et départementales.

Au niveau associatif, il a participé à la création de l'association des usagers de la maison de santé pluri professionnelle sur Hauteville.

Il s'est beaucoup mobilisé pour le recrutement de praticiens et pour le maintien d'un centre de sécurité sociale sur le plateau.

Il était favorable à la création de centres de santé avec des médecins salariés pour rendre les conditions de travail plus attractives.

Il sera un des pionniers de la distribution gratuite de masques au début de l'épidémie de Covid-19.

Sa personnalité a marqué le plateau d'Hauteville et au-delà.

Bernard disparaît trop tôt le 16 octobre 2021 au lendemain d'une réunion départementale de l'USR où il avait renouvelé son engagement au sein de la commission exécutive.

TUR Jean Luc

Né le 29 avril 1958 à Belley (Ain) ; agent technique EDF-GDF ; syndicaliste CGT dans l'Ain, secrétaire général du syndicat ouvriers-employés CGT d'EDF GDF de Bourg en Bresse (1992-1999).



Né d'un père artisan maçon et d'une mère secrétaire administrative et garde barrière SNCF ; après avoir obtenu son BEPC Jean Luc TUR entre à l'Ecole des Métiers de SAINTE-TULLE en 1975. A sa sortie de l'école le 1er octobre 1976 il est affecté au centre de distribution EDF-GDF de BOURG EN BRESSE (Ain) comme monteur réseau de distribution au district de Thoissey.

Il devient Agent technico administratif EDF-GDF le 01/01/1982 dans le même district.

Adhérent à la CGT en 1977, il prend quelques responsabilités syndicales à son retour du service militaire en juin 1979.

En 1985 il devient membre de la CE du syndicat, puis du secrétariat en 1989 avant de devenir le secrétaire général en 1992.

Il siège au CHS-CT de 1985 à 1990 au Comité Mixte à la Production et en Commission Secondaire du Personnel dont il est le Secrétaire de 1989 à 1999.

Il est membre de la CE de l'UD de 1989 à 1999.

Jean Luc anime plusieurs conflits importants menés dans l'entreprise :

- 1989 : Pendant 6 semaines, lutte contre la transformation des centres de distribution EDF-GDF en centre de résultats (profits) dans le cadre de l'intégration européenne. Obtention de primes, de reclassements, d'embauches.
- 1990 : Plusieurs semaines de mobilisation contre l'opération « fil rouge » prémisse de la destruction du centre de distribution EDF-GDF.
- 1991 : Action des agents des services techniques électricité et gaz contre la baisse des indemnités de déplacements
Action des agents des districts de BOURG URBAIN et RURAL pour la publication de postes vacants. Résultats : Revalorisation des indemnités de déplacement et publication de postes vacants
- 1992 : 13 jours de grève des agents du service technique gaz qui gagnent la transformation d'un poste de CDD en CDI .
- 1994 : Pendant 9 mois, grosse mobilisation contre le SMIC jeune (CIP). Lutte contre le PSC (plan stratégique de centre) visant à transformer le centre de distribution en centre de « profit » ; avec à la clef 42 emplois à sauver.

Résultats : 30 emplois sauvegardés, revalorisation de postes, reclassements d'agents ; indemnités d'allongement de temps de trajet substantielles...

- 1995 : 36 jours de grève contre le plan JUPPE ; résultat : Abrogation du plan.
- 1996 : Pendant plusieurs semaines, mobilisation du groupe travaux mixtes d'AMBERIEU pour les emplois, les salaires.
Actions contre la réorganisation des services exploitation avec la fermeture autoritaire de l'agence d'HAUTEVILLE en juillet. Réouverture de l'agence d'HAUTEVILLE le 21 novembre !
Mobilisation contre une nouvelle grille de classifications (M3E)
Grosse mobilisation tout au long de l'année contre les directives européennes.
- 1999 : Durant plusieurs semaines, actions et négociation sur les 35 heures qui ont débouchées sur 90 embauches locales.

Jean Luc, remplacé par Didier CHABARD à la tête du syndicat, réintègre EDF le 01/01/2000 comme agent technico commercial.

Il devient agent commercial GDF le 01/01/2004 puis conducteur de travaux à GRDF le 01/08/2013, jusqu'à son départ en retraite le 01 Août 2015.

Jean Luc TUR a été adhérent au PCF de 1989 à 1999 ; puis militant du PG de 2012 à 2017.

Guitariste, chanteur ; il réanime depuis 2019 ; le groupe de rock « *COMPTEUR BLUES* » créé en 1979 et en sommeil depuis 2014 ; avec trois autres musiciens.

TURREL Robert

Né le 7 septembre 1922 à Seyssel-Savoie; ouvrier mouleur en matières plastiques ; militant communiste ; syndicaliste CGT, secrétaire général de l'UDCGT de l'Ain (1953-1979).



Après son certificat d'étude, Robert fréquente le collège de Belley, qu'il quitte à 16 ans pour s'engager dans la marine. Pendant trois ans, il est à Toulon en formation de mécanicien. Toujours marin lorsque la flotte se saborde à Toulon, il fuit avec son bateau qui rejoint d'abord Alger, puis Londres et les Forces Françaises Libres. Il fera la guerre, comme mécanicien, sur un dragueur de mines, qui accompagnait et protégeait les transports militaires entre les Etats-Unis et l'Angleterre. Il participera également, avec son bateau, au débarquement en Normandie, à OUISTREHAM.

La fin de la guerre amène sa démobilisation. Ses compétences en mécanique lui permettent de se faire embaucher sur l'énorme chantier du barrage de Génissiat. C'est à ce moment qu'il adhère à la CGT, mais pour lui, formé dans le combat pour la liberté, l'essentiel de son engagement est alors politique: il devient vite le responsable du parti communiste sur tout le chantier.

La fin du chantier le fait rechercher un nouvel emploi, et il travaille à Bellegarde, à Oyonnax dans plusieurs entreprises de plastique ou de la métallurgie, où il démarre, quand il y reste assez longtemps, le syndicat CGT. C'est à cette époque qu'il se marie avec Martine CHANEL. Ils auront trois enfants.

En 1952, le départ du secrétaire général de l'U.D., Jean BRULE, pose la question de son remplacement. Tous les regards se tournent alors vers ce jeune militant (il a 32 ans) qui paraît si solide et, déjà, si expérimenté. C'est dans ces conditions que Robert TURREL accepte de prendre la responsabilité de l'U.D. de l'Ain. La période est fortement marquée par la guerre froide et la lutte contre l'impérialisme américain. A peine élu, il participe, à Oyonnax, au démontage d'une exposition américaine. Pour ce fait, il est recherché par la police et doit se cacher pendant des semaines. Il n'en continue pas moins de faire son travail. Finalement, il sera condamné à 20 jours de prison avec sursis.

C'est dans ces conditions, qu'il se voit confirmer la confiance de tous les camarades de l'U.D., et qu'il peut s'attaquer au développement de la CGT dans l'Ain. On peut le voir présent dans les entreprises en difficultés, dans les grèves, les visites de syndicats, sans oublier les liens, toujours fidèles avec la confédération et les fédérations.

A la tête de l'UD, Robert fait preuve d'une activité énorme: il poursuit son engagement pour la cause de la Paix tout en participant à la création de la Mutuelle Ouvrière et Familiale de l'Ain, devenue Mutuelle de France.

En 1968, il est bien évidemment en première ligne, soucieux d'aider les entreprises à entrer dans le mouvement, avec une attention particulière pour les "jeunes" syndicats. Chaque jour il rédige un petit journal, une feuille recto-verso, tirée à la Ronéo, et qui informe sur les boites en grève, les manifs, les communiqués, l'état des négociations entreprise par entreprise...

En 1977, sentant venir le temps de laisser à d'autres le poste de secrétaire général, il est élu conseiller municipal de la ville de Bourg. En 1980, il participe activement à la mise en place pour 4 jours de "la radio pirate" de la Confédération, "Radio Bresse CGT" et pour cela, il sera inculpé.

La même année, au cours du Congrès de l'U.D., il quitta définitivement ses responsabilités à l'U.D. laissant la place à Patrick ROCHON. A partir de ce moment, son activité devint davantage municipale, avec des responsabilités surtout dans les questions sociales et de santé... Ce qui ne l'empêcha pas de participer à la mise en place départementale du syndicalisme des retraités.

Après avoir adhéré au parti Communiste en 1945, Robert TURREL fut membre du Bureau de section d'Oyonnax en 1952. Il fut élu, la même année au Bureau fédéral et y siégea jusqu'en 1969 au moins. En 1961, il avait suivi une école centrale communiste d'un mois.

Robert est décédé le 30 juillet 1994, à l'âge de 74 ans.

La Municipalité de Bourg-en-Bresse a décidé de donner le nom de Robert TURREL à une nouvelle petite rue : Le "Passage Robert TURREL".

VENIN Joseph

Né le 24 mars 1886 [n.c.e.c.] à Bourg-en-Bresse (Ain), mort le 14 août 1972 à Bourg-en-Bresse ; cheminot ; syndicaliste unitaire et militant communiste de l'Ain.

Cheminot conducteur à la Compagnie PLM à Bourg-en-Bresse, Joseph Venin fut, dès le lendemain de la guerre de 1914-1918, secrétaire général et trésorier du syndicat des cheminots à Bourg et, en 1920, **secrétaire adjoint de l'Union des syndicats de l'Ain. Le 26 décembre 1920, suite à la démission de Claude MARLOT, il en devint le secrétaire général, poste qu'il conserva jusqu'en juillet 1921, quand Marcel * lui succéda ; il redevint alors secrétaire adjoint.**

Joseph Venin prôna l'adhésion à la IIIe Internationale et adhéra au Parti communiste en 1921 (voir René NICOD*. Il revint par la suite au Parti socialiste SFIO. En 1922, il soutint Nicolet dans ses efforts pour maintenir l'unité syndicale lors du congrès de l'Union syndicale de l'Ain (29 janvier). La commission exécutive de l'Union se résolut, le 28 février, à prendre les timbres des deux CGT en attendant le congrès départemental du 2 juillet suivant. NICOLET se chargea de ceux de la CGT, Venin de ceux de la CGTU. Mais Joseph VENIN rompit cet accord en attendant le congrès constitutif de l'Union départementale CGTU organisé par Marie-Louise Berthon* à Oyonnax le 28 mai 1922, et NICOLET blâma cette initiative. VENIN se plaça donc hors de l'Union des syndicats CGT. Dans L'Éclaireur de l'Ain du 9 juillet 1922, il expliqua son attitude en faveur de la CGTU. **En décembre 1922, il fut secrétaire provisoire de la Bourse du Travail de Bourg.**

Secrétaire du syndicat CGTU des cheminots de Bourg, Joseph VENIN fut délégué au congrès des cheminots unitaires PLM en avril 1923, et au congrès de l'UD-CGTU de l'Ain (Nantua, 5 août 1923). Il présida ce congrès, où il y avait onze groupements représentés contre dix-neuf lors du congrès constitutif. Venin resta quelques années à la tête du syndicat CGTU des cheminots de Bourg. Au début de 1928, ALBERT ROCHEGUDE était secrétaire du syndicat et Venin secrétaire adjoint, poste qu'il conserva jusqu'en 1930 au moins. Il fut délégué, avec Anthelme BARDET et Albert ROCHEGUDE à la conférence fédérale du 6 au 8 juin 1929. Élu au conseil municipal de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), Joseph VENIN fut candidat socialiste dans cet arrondissement aux élections législatives de 1928 et obtint 1 400 voix sur 10 139 suffrages exprimés ; il se désista pour le député radical sortant qui fut réélu.

VERNIER Georges

Né le 2 juillet 1938 à Lamarche sur Saône (21) ; ouvrier chez Chalon-Mégard ; militant CGT.



Rentré chez Chalon Mégard à Montréal-La Cluse en 1961, Georges VERNIER a quelque temps après créé le syndicat CGT. De nombreux salariés l'ont suivi et se sont syndiqués.

Avec eux, il a mené des luttes, des grèves pour gagner des acquis, des augmentations de salaire et défendre leurs intérêts.

Pendant des années, il a cumulé différentes responsabilités syndicales : Délégué Syndical CGT, membre du Comité d'Entreprise, délégué du personnel jusqu'à son départ à la retraite en 1998.

Parallèlement, il a créé l'Union Locale CGT de Nantua dans laquelle il s'est pleinement investi, particulièrement dans l'activité juridique.

Après son départ à la retraite, il a continué pendant 10 ans au moins à recevoir des salariés et à préparer des dossiers pour les prud'hommes.

Il a aussi participé à la vie de l'Union Départementale CGT en étant membre de la Commission Exécutive de 1982 à 1995.

Entre 1990 et 2000 il a pris toute sa place dans les actions menées pour la défense des services actifs de l'hôpital de Nantua (urgences, chirurgie, maternité) afin de s'opposer à leur fermeture et à la fusion avec l'hôpital d'Oyonnax

Cette lutte a permis que la maternité gagne un sursis de 10 ans avant d'être fermée en 2000 d'une manière autoritaire par l'Agence Régionale suite au départ d'un gynécologue.

Georges est décédé le 4 avril 2023.

VIGNEUX Joseph, Marius

Né le 11 février 1909 à Nivolas-Vermelle (Isère), mort le 6 mars 1988 à Bourgoin-Jallieu (Isère) ; charpentier ; secrétaire du syndicat CGT des charpentiers de Lyon ; résistant ; responsable des syndicats du Bâtiment et des Travaux publics à la Libération ; délégué ouvrier à la Reconstruction ; secrétaire de l'UD-CGT de l'Ain (1947-1949).



Joseph Vigneux avait peu connu son père, mort en 1913, alors qu'il avait quatre ans. Sa mère, catholique pratiquante, qui exerçait la profession de tisseuse à Nivolas-Vermelle l'éleva seule ; elle était adhérente à la CGTU puis, après 1936, à la CGT réunifiée. Dès 1922, Joseph Vigneux entra en apprentissage comme charpentier chez Bonnet frères à Nivolas et, à quinze ans, quitta le domicile maternel, y revenant périodiquement. Pendant toute sa vie active, il travailla sur des chantiers d'entreprises de l'Isère, à Lyon ou dans le Rhône, enfin, entre 1938 et 1939, sur le chantier du barrage de Génissiat. Il accomplit son service militaire en 1929-1930 au 99e régiment d'infanterie alpine à Modane.

Il épousa la fille d'un concierge ; ils eurent un enfant en 1932.

En septembre 1926, à dix-sept ans Joseph VIGNEUX prit sa première carte syndicale à la CGTU, au syndicat des charpentiers de Lyon après avoir trouvé deux parrains qui attestèrent sur l'honneur de ses qualités professionnelles et morales et avec une autorisation maternelle. En 1931, après son service militaire, il adhéra au Parti communiste selon les informations qu'il donna à Maurice MOISSONNIER, mais dans son autobiographie de 1939 il donne la date d'avril 1936 (on peut penser que la première date correspond à un militantisme communiste sans adhésion). De 1934 à 1936, il connut de longs chômages entrecoupés de courtes périodes de travail. Du 6 au 12 février 1934, il participa, avec ses camarades du syndicat des charpentiers de Lyon aux manifestations contre les Ligues. En mai et juin 1936, il occupa les fonctions de délégué général des chômeurs des Chantiers du boulevard de Ceinture de Lyon.

En 1937, Joseph VIGNEUX devint secrétaire adjoint puis secrétaire du syndicat CGT des charpentiers de Lyon et siégea à la commission exécutive de la 10e région fédérale du Bâtiment et des Travaux publics. A ce titre, il organisa des collectes dans sa profession pour le soutien aux combattants républicains d'Espagne. Avec Hildebert Chaintreuil*, François Fau*, Raymond DUCOURTHIAL* il participa à la grande grève du Bâtiment (août-octobre 1938) contre une sentence arbitrale qui diminuait les salaires et, à l'issue de cette lutte, fut licencié. Il retrouva alors du travail sur le chantier du barrage de Génissiat où il devint secrétaire général du syndicat CGT.

Mobilisé en 1939, Joseph VIGNEUX rejoignit à Grenoble le 159e régiment d'infanterie alpine puis fut téléphoniste au 28e génie. Après la courte campagne contre l'Italie, il fut rendu à la vie civile en juillet 1940 et rentra à Lyon. Dès l'automne 1940, avec Chaintreuil et juste avant l'arrestation de ce dernier en novembre, il participa au sein d'un « groupe de trois » à la diffusion de tracts photocopiés dénonçant l'action du gouvernement de Vichy. Il poursuivit cette action dans le 11e arr. de Lyon jusqu'à l'été 1942. A ce moment, André Denis*, futur secrétaire de l'UD-CGT du Rhône, lui confia la mission d'entrer dans le mouvement syndical officiel pour ramener à la Bourse du Travail les ouvriers qui s'en étaient éloignés et organiser la lutte contre la Charte du Travail (voir Francis Mouchet*).

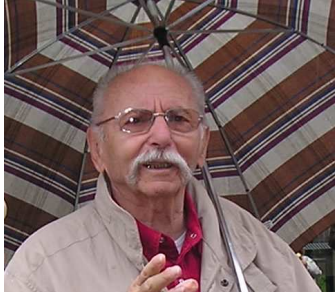
Fin 1943, Joseph VIGNEUX reçut de Louis Saillant* la mission de contrôler les sentiments et le comportement des responsables syndicaux de la région lyonnaise vis-à-vis de Vichy et de l'occupant nazi. Dans l'exercice de ces fonctions, il fut amené à faire pression sur Antoine Charial*, directeur de la coopérative « L'Avenir », pour qu'il démissionne de la commission Bâtiment de la Charte du Travail, qu'il présidait. En dépit d'une perquisition et d'un interrogatoire au commissariat de Lyon Saint-Jean, Vigneux parvint à traverser sans grand dommage la difficile période des luttes clandestines.

A la Libération de Lyon, Joseph VIGNEUX assura la responsabilité des syndicats du Bâtiment et des Travaux publics de Lyon et du Rhône, organisant la reconstruction d'infrastructures détruites par la Wehrmacht en retraite. Membre de la municipalité provisoire de Lyon et membre de la commission régionale de reconstruction économique, il fut chargé par Yves Farge d'installer, aux fins de décentralisation, une commission départementale identique dans l'Ain. Un décret ministériel, signé de François BILLOUX* le nomma délégué ouvrier à la Reconstruction et sa mission principale consista à organiser en collaboration avec les usines Lafarge (mises sous séquestre par Yves Farge*) l'approvisionnement en ciment du chantier de Génissiat.

Au moment de la scission syndicale, en 1947, Joseph VIGNEUX fut élu secrétaire de l'UD-CGT de l'Ain et il occupa ce poste jusqu'en 1949, date à laquelle la maladie l'éloigna de cette responsabilité. De 1960 à 1976, il fut inspecteur à la caisse de retraite complémentaire du Bâtiment, CNRO. Joseph VIGNEUX se retira, à l'heure de la retraite, à NIVOLAS-VERMELLE.

VOLLAND Robert

Né le 2 octobre 1925 à Bourg-en-Bresse (Ain) ; ouvrier plombier zingueur ; Résistant, syndicaliste CGT de l'Ain.



Robert Volland, ouvrier plombier zingueur, fut en 1950, membre du bureau de l'Union départementale CGT de l'Ain.

Résistant, il fut membre des F.U.J. (Forces Unies de la Jeunesse, organisation de la jeunesse créée par les Mouvements Unis de la Résistance).

Selon une note des Renseignements généraux, il était alors célibataire et proche du Parti communiste.

Il se maria le 4 août 1951 à Bourg (Ain) avec Pierrette Paulette Cudos.

VOLLERIN Charles

En 1936-1937, Charles VOLLERIN était secrétaire du syndicat professionnel de l'Énergie industrielle et filiales de Bellegarde-sur-Valserine (Ain) qui groupait soixante-quatre syndiqués environ.

VUILLAUME Pierre

Né en 1949 ; Technicien Employé à la Direction Générale des Impôts ; syndicaliste CGT de l'Ain ; Militant du SNADGI ; Trésorier de l'UD CGT de l'Ain.



Né en 1949, Pierre a commencé sa carrière à l'Office National Interprofessionnel des Céréales (ONIC) où il a mené de nombreuses luttes pour la défense des emplois et des garanties des salariés. En 1987, suite à un détachement, il intègre la Direction Générale des Impôts.

Il est alors affecté à la Brigade de Contrôle et de Recherche (BCR) où il effectuera toute sa carrière.

Militant du SNADGI (Syndicat National des Agents de la Direction Générale des Impôts), il a fait partie de la Commission Exécutive de son syndicat jusqu'à son départ à la retraite.

Membre du bureau de l'UD pendant plusieurs mandats, Il a aussi été Trésorier de l'Union Départementale CGT de 1993 à 2004.

Pierre s'est aussi investi syndicalement au niveau régional en acceptant d'être membre du Conseil Economique et Social Régional (CESR) de 1995 à 2010.

Comme pour toutes ses responsabilités, Pierre s'est impliqué fortement au CESR, notamment lors des débats concernant le vote du budget régional.

Lorsque l'Union Départementale CGT a pris la décision d'impulser la création de l'Institut d'Histoire Sociale départemental de la CGT courant 2012, c'est naturellement que Pierre en a pris la présidence. Il aimait ce travail de recherche et il aimait aussi faire découvrir aux militants d'aujourd'hui l'histoire de notre organisation.

Il participait à toutes les initiatives de la CGT (congrès d'UD ou d'UL ou de syndicats, assemblées diverses), Il était présent à toutes les actions et les luttes que menait la CGT.

Il décède d'un cancer en 2014.

Les militants CGT qui l'ont côtoyé garderont longtemps dans leur esprit tous les moments de débat, de convivialité et de fraternité partagés avec lui

ZAGOURY Charles

Syndicaliste CGT de l'Ain.

En 1936, Charles ZAGOURY était secrétaire du syndicat CGT de l'Éclairage et Force motrice de Bourg-en-Bresse (Ain).

Congrès de l'UD de l'AIN depuis 1936

Année	Syndiqués		Délégué SG
1934		UD Ain-Jura	Georges BRICHE
1939	1er	14-mai	Congrès constitutif Henri MADRAT
1940		14-avr	Charles ZAGOURI
1946		30 novembre et 1er décembre	Salle des fêtes de Bourg
1948			Modification statuts Joseph VIGNEUX
1949		12 et 13 mars	Hôtel central à Bourg Joseph VIGNEUX
1951		14 et 15 avril 1951	Salle de l'hôtel central à Bourg Jean BRULE
1952		26 et 27 avril 1952	Salle des fetes de Bourg Robert TURREL
1953		16 et 17 mai 1953	Salle des fetes de St Rambert Robert TURREL
1954		29 et 30 mai	Salle des cheminots Ambérieu Robert TURREL
1955		26 et 27 mars	Hôtel central à Bourg Robert TURREL
1956		21 et 22 avril	Bellegarde Robert TURREL
1958		8 et 9 mars	Salle de la mutualité à Oyonnax Robert TURREL
1960		23 et 24 avril	Salle de la mutualité à Bourg Robert TURREL
1962		2 et 3 juin	Salle des fêtes de Bourg Robert TURREL
1964		9 et 10 mai	Robert TURREL
1966		14 et 15 mai	Salle des fêtes de Bourg Robert TURREL
1968		30 et 31 mars	Salle des fêtes de Bourg Robert TURREL
1970		4 et 5 avril	Salle des fêtes de Bourg Robert TURREL
1972		25 et 26 mars	Salle des fêtes de Bourg Robert TURREL
1974		30 et 31 mars	Salle des fêtes de Bourg Robert TURREL
1976		14 et 15 mai	Salle des fêtes de St Denis les BOURG Robert TURREL
1978		27 et 28 octobre	Salle des fêtes de Bourg Robert TURREL
1980		28 et 29 mai	Salle des fêtes de Bourg Patrick ROCHON
1982		7 et 8 octobre	Salle des fêtes de Bourg Patrick ROCHON
1985		6 et 7 juin	Salle des fêtes de Bourg Patrick ROCHON
1987		19-mai	Salle des fêtes de Bourg (Comité général) Christian PENASA
1988	28ème	23, 24 et 25 novembre	Salle des fêtes de Bourg Christian PENASA
1991	29ème	23, 24 et 25 octobre	Salle des fêtes de Viriat Christian PENASA
1995	30ème	8 et 9 mars	Salle des fêtes de Ceyzeriat Daniel BLATRIX
1998	31ème	3, 4 et 5 juin	Salle des fêtes de Bourg André PERRIN
2001	32ème	22 et 23 novembre	Parc des expos à Bourg André PERRIN

Congrès de l'UD de l'AIN depuis 1936

2004	33ème	23 et 24 novembre	Salle des fêtes de Péronnas	Marie Thérèse BUGAUT
2007	34ème	20 et 21 novembre	Salle des fêtes de Péronnas	Marie Thérèse BUGAUT
2010	35ème	23 et 24 novembre	Salle des fêtes de Péronnas	Marie Thérèse BUGAUT
2013	36ème	19 et 20 novembre	Salle des fêtes de Péronnas	Fabrice CANET
2016	37ème	24 et 2 novembre	Salle des fêtes de Péronnas	Fabrice CANET
2019	38ème	28 et 29 novembre	Salle des fêtes de Péronnas	Fabrice CANET
2022	39ème	16 et 17 juin	Salle des fêtes de Péronnas	Corinne JACQUET-GARCIA
2025	40ème	11 et 12 juin	Salle des fêtes de Péronnas	Stéphane JAY

Hommage à Claude CHANEL

On ne le verra plus arpenter de ses grands pas les couloirs de l'U.D., des feuilles à la main pour la photocopieuse, ne manquant pas de saluer chacune et chacun avec son grand sourire. On ne verra plus ses chemises colorées et ses belles cravates, on ne le verra plus jamais, et ça, c'est dur...

Quand on voulait rire, je le saluais en référence au parler de ma campagne natale : « Bonjour Glaude ». Il adorait, me précisant : « le Glaude », La Soupe aux Choux » était passée par là.



Pénétrant dans son bureau, on ne pouvait que s'extasier sur son organisation parfaite. Pour un autre que lui, il aurait fallu 50 mètres carrés, et encore. Il avait le génie du rangement et retrouvait tout : Quand il a commencé à hésiter sur ses classements, ou dans ses paroles, on a su que quelque chose n'allait plus. Il a dû décrocher, et même si rapidement, que bien des camarades n'ont pas compris. La fin a été proche, tellement proche qu'on n'a pas encore réalisé. Tant de présence journalière, du début à la fin de la journée ! Beaucoup d'entre nous ne pourrions tourner la page avant longtemps... Il faudra du temps, et nous pensons très fort à Josette et à ses enfants, pour qui le vide sera énorme. Ils peuvent compter sur notre amitié.

C'est l'homme-militant qu'il faut évoquer, celui qui avait donné une grande partie de sa vie à l'action syndicale depuis ses années d'UGFF (Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires) à celles toutes vouées à l'INDECOSA.



J'ai surtout connu Claude comme responsable de la défense des locataires des HLM, lui-même fidèle à son appart de Bourg-Habitat, au Pré Neuf. Nous avons beaucoup travaillé ensemble, et quelques affaires importantes m'ont particulièrement marqué, où Claude a donné toutes les dimensions de sa ténacité et de ses compétences.

L'affaire du câble. C'était dans les années 1990. Bourg-Habitat, avec l'aval de la municipalité de l'époque, avait fait installer un câble destiné à la réception de la télé dans les HLM de la ville, et, accompagnés par Indécosa, des locataires ont refusé de payer une redevance pour un service qu'ils n'avaient pas demandé. Plus d'une centaine de locataires on a tenu et on a gagné au tribunal, ancrant ainsi fortement l'Indécosa dans le camp des vrais défenseurs des locataires. Et Claude, là-dessus, comme sur toutes les affaires qu'il a menées, a mouillé la chemise, avec une grande intelligence militante.

C'est lui qui, le premier en France, a su vraiment imposer l'Indécosa aux élections

Jean MOLARD



QUESTIONNAIRE MILITANT

Nom : Prénom :

Surnom (si il y a !!!) :

Pourquoi ce surnom ?

Date et Lieu de naissance :/...../..... à

Profession de la mère : Entreprise :

Profession du père : Entreprise :

Niveau scolaire :

Autres dates importantes :/...../.....

Date :/...../..... Profession et qualification :

Date :/...../..... Profession et qualification :

Date :/...../..... Profession et qualification :

Employeur(s) :

.....

Année d'adhésion à la CGT :

• **Responsabilités syndicales exercées :**

✓ Dans le syndicat :

Secrétaire : de à

Trésorier : de à

Bureau : de à

CE : de à

Autres (à préciser) :

✓ Mandats exercés dans l'entreprise :

DP: d e à

CE : de à

CHS-CT : de à

• **Responsabilités hors de l'entreprise :**

UL : de à

USD: de à

UD : de à

USR: de à

UR : de à

• **Autres responsabilités :** (Administrateur, Commissions diverses, Prud'hommes, etc ...)

..... de à

..... de à

..... de à

..... de à

• **Engagements extra-syndicaux** (politique, associatifs)

..... de à

..... de à

..... de à

Témoignages, anecdotes, ressenti sur la vie de militant....